This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

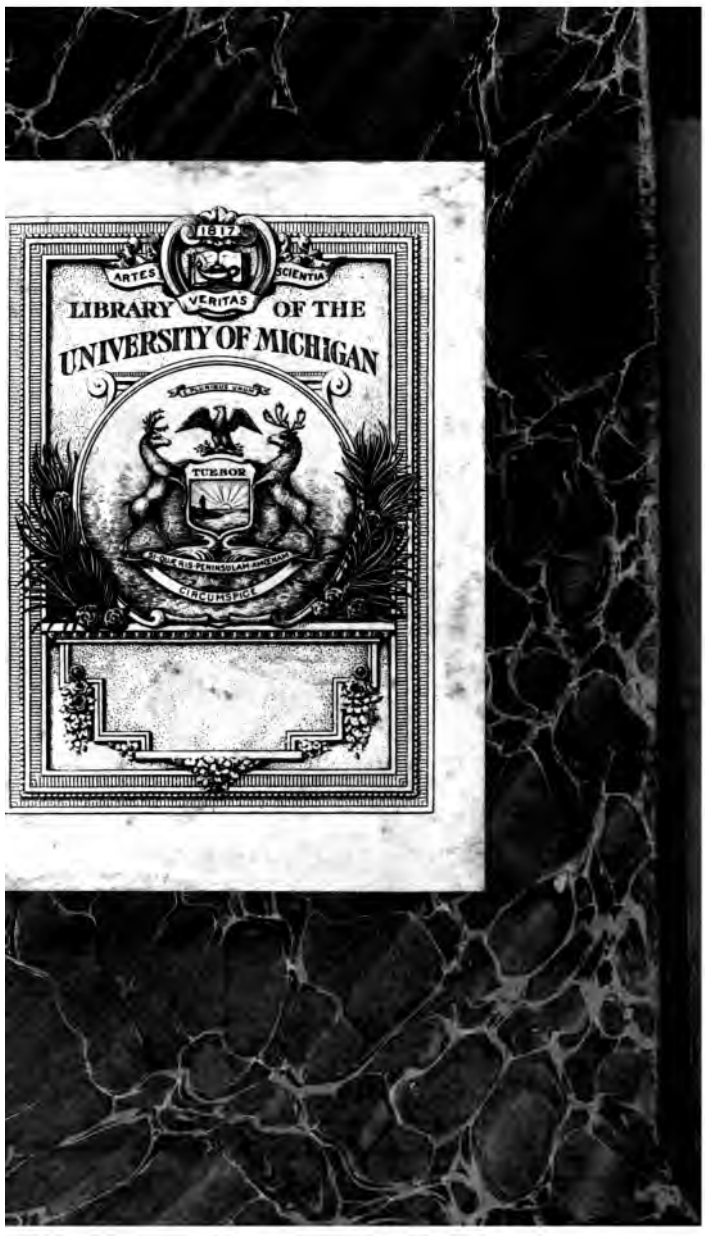
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

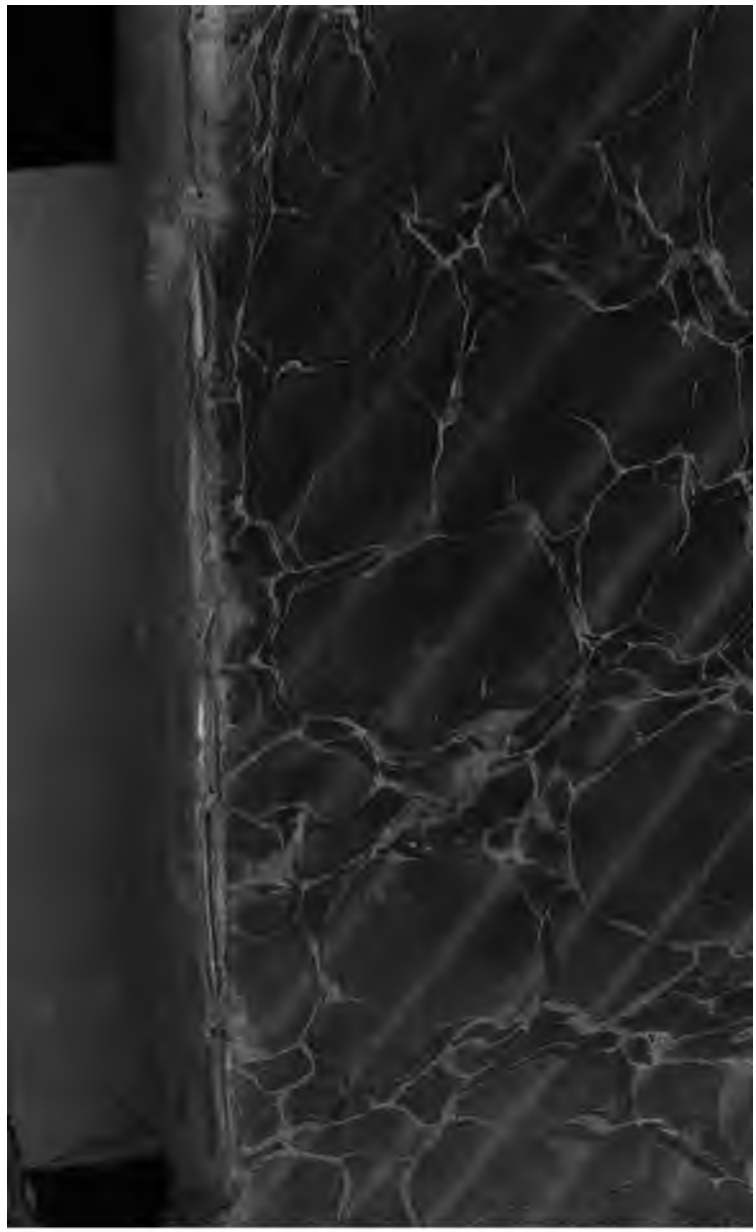
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

BUHR A
a39015 01808163 1b


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



DC
344
.P47
.22x.1

344
.P47
Qer.1

MES

PETITS PAPIERS

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. – 5730-7.

MES
PETITS PAPIERS

1860 — 1870

PAR

HECTOR PESSARD

PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1887
Droits de reproduction et de traduction réservés.

Hist-Afr.
Harv. Lib.
6-23-36
30523
v.1

MES PETITS PAPIERS

Le jour de ma naissance, l'Opéra donnait *Robert le Diable*. Malgré la crise ministérielle, annoncée depuis quelques jours, les fonds publics étaient cotés à 108 fr. 40. D'éloquents articles réclamaient l'amnistie, et l'organe officiel du gouvernement d'alors, répondant aux plaintes amères des journalistes du temps, avait déclaré fièrement, le matin même, que la police recherchait sans relâche les auteurs, naturellement inconnus, de plusieurs crimes célèbres.

Séduit sans doute par cette rassurante déclaration ou curieux de connaître le dénouement d'une crise qui mettait en présence M. Thiers

nais de Blancmisseron, sur la frontière de Belgique, où, depuis de longues semaines, navré d'ennui, je contribuais à grossir les recettes de l'État en qualité d'employé des douanes.

Pendant d'interminables journées, la pensée absente et vagabondant dans ce Paris où je m'étais juré de me faire une place, j'avais fait peser des voitures de charbon, compter des sacs de chicorée et vider des malles de voyageurs. Puis, un jour, comme le ciel était plus gris, la plaine plus plate et la solitude encore plus grande que de coutume, j'avais pris mon mince bagage, remis ma démission à la Direction de Valenciennes et renoncé aux cent francs mensuels, prix de ma servitude administrative.

Maintenant il n'était plus temps de réfléchir. Encore un pas et j'allais pénétrer dans les bureaux de rédaction du *Courrier de Paris*, journal politique quotidien, dans lequel écrivait un ancien camarade, M. A. de Fonvielle. J'étais certain que ce bon garçon, un peu taquin, un peu gouailleur, mais de cœur chaud et généreux, me tendrait la main, me présenterait à ses amis, au directeur du journal, et réclamerait pour moi une petite, une toute petite place dans la rédaction. Jadis il avait lu mes drames inédits et

deux articles publiés dans le *Figaro* hebdomadaire : il serait mon répondant.

J'entrai et priai le garçon de faire passer mon nom à mon ami.

Une minute plus tard, Fonvielle mêlait amicalement sa barbe à la mienne, et, sans perdre en des attendrissements puérils un temps précieux, je lui dis le but de ma visite, ma résolution bien arrêtée de devenir journaliste et mes espérances, qui reposaient toutes sur sa bonne volonté.

Je pourrai, tout comme un autre, assister à mon centenaire et voir la vieillesse draper mes os sans moelle d'une peau desséchée. Mais, vivrais-je encore un siècle, jamais je n'oublierai l'éclat de rire à la fois attendri et railleur qui déchira mon oreille après cette confession sommaire.

En deux mots, j'étais venu demander sérieusement une place de cuisinier sur le radeau de *la Méduse*. Le *Courrier de Paris* avait rendu l'âme en publiant, le jour même, son dernier numéro.

Ma démarche, à la fois lugubre et comique, manquait d'actualité : faute grave de la part d'un apprenti journaliste. Fonvielle riait de ma déconvenue et s'en attristait en même temps.

Mais, me voyant tout bête et un peu angoissé, il me prit par le bras, me poussa dans une grande pièce et dit mon nom à ses amis, ex-collaborateurs à l'ex-*Courrier de Paris*.

Et c'est ainsi qu'en 1860, je fis la connaissance de quelques jeunes hommes, gens d'avenir, qui s'appelaient Jules Ferry, Charles Floquet, Adrien Hébrard et Clément Duvernois.

II

L'histoire de ce *Courrier de Paris*, qui traversa comme un bolide, il y a vingt-six ans, l'atmosphère encore sereine du second empire, vaut la peine d'être contée. Elle marque, en effet, le premier effort tenté par la jeune génération d'alors pour donner un assaut en règle au régime de 1852, sur le terrain même de la Constitution impériale.

Les journalistes dont la plume débridée court impunément aujourd'hui de la calomnie à l'injure, de la diffamation à la provocation au crime, auront quelque peine à tenir pour vraies les misères morales et matérielles subies par leurs devanciers.

Pour fonder un journal, il fallait demander

une autorisation préalable, et cette autorisation n'était jamais accordée. Un journal existant ne pouvait changer de propriétaire sans la permission du ministre de l'intérieur, et ce fonctionnaire n'arrivait jamais à comprendre qu'un homme assez heureux pour posséder une feuille publique pût songer à vendre sa propriété. On citait comme une invraisemblable exception la vente du *Constitutionnel* au banquier Mirès, au prix de 1,200,000 francs ; mais on se hâtait de faire observer que les vendeurs étaient M. le comte de Morny et le docteur Véron. Quels capitalistes, autres que de hardis aventuriers de la finance, auraient eu l'audace d'embarquer leurs lingots sur des galions de papier? Pour peu de chose, pour rien, un journal pouvait être averti, et trois avertissements entraînaient la suppression.

Tout était obstacle et danger pour le journal et pour l'écrivain. Censuré par lui-même, relu et corrigé avec un soin méticuleux par son rédacteur en chef, surveillé en dernier ressort par l'imprimeur, qui était responsable devant les tribunaux de tous les écrits sortant de ses presses, privé d'air et de mouvement, attirant la foudre et pourtant attaché au paratonnerre, assis sur

un tonneau de poudre et cependant condamné à battre le briquet, le journaliste de 1860 était bien une vraie victime torturée par le régime impérial.

Aussi, n'en déplaise aux très purs journalistes pour nouvelles couches, est-ce avec un sentiment de fraternelle sympathie que j'évoque ici le souvenir des luttes patientes et souterraines engagées par mes camarades, au nom des droits de la pensée et de la liberté, contre un pouvoir si fort, si redoutable, si bien gardé.

D'un côté, la dictature incontestée, la puissance sans frein, des tribunaux serviles, une opinion publique domptée et même complaisante, des baïonnettes et des canons par milliers. De l'autre, des jeunes gens creusant la sape à coups d'épingle, obstinément, obscurément, et finissant par crever ces remparts blindés derrière lesquels on tenait prisonnière depuis dix ans la France intellectuelle.

Parmi ces jeunes gens, M. Clément Duvernois, le directeur du défunt *Courrier de Paris*, était le moins âgé et le plus en vue.

Ambitieux, sûr de lui-même, ayant au plus haut degré le sentiment de la politique, il avait, dix-huit mois plus tôt, fondé à Alger un journal

dont la notoriété, faite à la fois de talent, de bon sens, de courage et aussi de tapage, avait franchi la Méditerranée et attiré sur son rédacteur en chef l'attention des hommes politiques et des vieux journalistes.

Avec les trois frères Wilfrid, Arthur et Ulric de Fonvielle, Étienne Junca et quelques autres jeunes hommes de bonne volonté, Clément Duvernois s'était proposé pour but d'arracher les colons algériens au régime militaire et d'acclimater dans la colonie quelques bourgeons de liberté. Mais on ne fait pas impunément un journal dans une caserne, et l'Algérie était une immense école militaire.

Malgré son succès ou plutôt à cause de son succès, l'*Algérie nouvelle* s'effondra sous un rapport de M. Chasseloup-Laubat, ministre des colonies, qui réclamait dans les termes les plus violents la suppression du courageux journal.

Sans doute, c'était quelque chose d'avoir été supprimé brutalement, avec les honneurs d'un beau rapport ministériel; mais Duvernois était déjà trop expérimenté pour ne pas savoir qu'à Paris on oublie en deux jours les héros, les malfaiteurs et les gens de talent.

Il s'agissait donc, non seulement de ne pas

être oublié mais encore de se faire connaître, et, sur le pont du paquebot qui le ramenait d'Alger à Marseille, Duvernois se promenait fort agité, cherchant la solution de ce difficile problème, quand Wilfrid de Fonvielle eut une idée.

Il y avait, rue Coq-Héron, une imprimerie gérée par M. Dubuisson et commanditée par MM. Dumont et Boulé.

Boulé était un petit vieillard bossu, le cou légèrement tordu, malin comme un débiteur, âpre au gain et capable de toutes les folies pour rattraper son argent engagé dans une voie périlleuse.

M. Dumont, qui devait plus tard fonder le *Gil Blas*, avait des ambitions plus hautes. Il demandait bien, il est vrai, à gagner beaucoup avec les journaux qu'il imprimait; mais il ne lui déplaisait pas de leur emprunter un peu de leur influence et de se préparer, à leur ombre, un avenir politique.

Or, dans le capital social de la maison Dubuisson, Dumont et Boulé, figurait pour mémoire une feuille sans abonnés, sans lecteurs, sans acheteurs, sans fonds de roulement, qui portait le titre de *Courrier de Paris*. M. Hippolyte Castille était, je crois, le titulaire de l'autorisation légale, et, eu égard à la rareté de cette marchan-

dise, MM. Dumont et Boulé, pour conserver un gage de leur créance sur M. Castille, continuaient à faire paraître ce chiffon de papier que M. Leymarie, puis M. d'Haussonville n'avaient pu acheter quelques semaines plus tôt au prix de 100,000 francs, le ministre de l'intérieur refusant l'autorisation nécessaire à la transmission de la propriété.

Fonvielle connaissait la situation du *Courrier de Paris*. Il savait avec quelle sourde rage M. Boulé engraissait chaque matin de sa caisse ce canard déplumé qui dépérissait chaque soir, faute de soins. Il estima qu'en offrant à M. Boulé une rédaction gratuite, le payement quotidien des frais de papier, d'impression et de timbre, plus une cinquantaine de mille francs, Clément Duvernois avait les meilleures chances de se rendre maître, en fait, sinon en droit, du journal de M. Castille.

Cette vue de l'esprit était juste. M. Boulé, névrosé, de plus en plus tordu par les affres de son porte-monnaie, était décidé à vendre, même cinquante mille francs, un objet qui, d'ailleurs, ne valait pas deux sous. Des pourparlers furent engagés. Duvernois offrit cinquante mille francs que M. Boulé consentit à recevoir, et bientôt on

se quitta d'accord et les meilleurs amis du monde.

Mais, au moment de vaincre, on faillit se briser contre un obstacle qui, à première vue, parut être insurmontable.

M. Boulé, poète et rêveur une fois dans sa vie, avait déclaré qu'il considérait comme espèces sonnantes des traites revêtues de la signature de Duvernois. Or les traites s'écrivaient déjà, à cette époque reculée, sur du papier timbré, et Duvernois n'avait pas les quarante francs nécessaires à l'achat des timbres. Il ne fallait pas songer à emprunter cette somme à M. Boulé dont la confiance aussi accidentelle qu'inexplicable eût pu être ébranlée par cette démarche imprudente. Cette fois, tout était bien perdu quand Wilfrid de Fonvielle se souvint qu'il avait fait une brochure intitulée la *Mort*, qu'il y avait quelque part trois cents exemplaires de cet ouvrage macabre et qu'il n'était point impossible de les céder en bloc à un libraire à raison de 15 centimes pièce.

Aussitôt retrouvées, aussitôt vendues, les trois cents brochures produisirent le capital indispensable à l'achat du papier timbré, et, quelques heures plus tard, Clément Duvernois était le maître du *Courrier de Paris*.

Je ne suis pas porté à faire étalage de la pauvreté passée et des misères supportées non sans dignité et sans courage pendant les premières années de la jeunesse. Les enrichis qui décrivent avec complaisance l'état des sabots avec lesquels ils sont venus à Paris me font trop l'effet de garder dans la cervelle et dans le cœur quelques fragments de leur chaussure d'antan. Ces humilités, faites en général de vanité ou de cynisme, ne sont donc pas, à mon sens, pour grandir ceux qui en font profession. Aussi eussé-je laissé dans son obscurité l'incident des quarante francs de papier timbré s'il ne servait à faire connaître au public un trait du caractère audacieux de Duvernois dont le rôle fut si considérable à la fin de l'empire, et qui mourut jeune, pauvre et déclassé, après avoir été ministre, favori de l'empereur et grand pourvoyeur de Paris au moment du siège de 1870.

III

On avait le journal : les rédacteurs ne feraient pas défaut. W. de Fonvielle avait connu en 1848, à l'École d'administration, Charles Floquet, devenu avocat. Deux de ses confrères, MM. Jules Ferry et Marcel Roulleaux, vinrent grossir avec lui les rangs de la petite phalange algérienne. On confia à Jules Viard, l'auteur d'un livre adorable, les *Petites joies de la vie humaine*, la revue des journaux. Ch.-Louis Chassin, Castelnau (mort député radical de l'Hérault) eurent pour leur part les affaires étrangères et le département des *Variétés*. Quant à Adrien Hébrard, aujourd'hui sénateur et directeur du *Temps*, il sautillait gaiement dans toutes les plates-bandes en vrai moineau toulousain, picorant tous les sujets, étourdissant d'esprit,

d'entrain, de verve et de bonne humeur. Avec toutes ces jeunesses additionnées, on eût à peine réuni les éléments d'un siècle et demi.

La rédaction littéraire était excellente. Gasperini, le premier confesseur d'une foi dont nous sommes, nous autres, les martyrs, entreprit dans le feuilleton musical de faire connaître Richard Wagner à la France. On eut un roman de Jean du Boys, et Charles Bataille fut chargé de la critique théâtrale, tandis que mademoiselle Solange, fille de George Sand, rédigeait une chronique très lestement tournée.

On se procura aussi un fermier d'annonces, ancien spahi, Renier, l'inventeur de l'affiche peinte, le fondateur de la grande Compagnie d'affichage et de publicité ; puis un administrateur-caissier, Algérien aussi, M. Fenoux Maubras, qui, sans doute par zèle professionnel, couchait toutes les nuits sur la table de rédaction, veillant la place où serait la caisse quand on pourrait en avoir une.

L'armée recrutée, on fixa l'ordre de bataille.

« Nous nous plaçons résolument sur le terrain de la Constitution, écrivit Clément Duvernois, l'acceptant telle qu'elle est, sans la blâmer, sans l'approuver. C'est sur ce terrain que nous portons

notre discussion, pour éclairer, non pour renverser. »

Il n'en fallut pas davantage pour faire se hérisser les vieilles barbes de 1848 et rugir de colère les vaincus de Décembre.

L'abstention systématique était encore le refuge de beaucoup d'esprits sincères, et, dans les cafés politiques, bien des hommes mêlés aux anciens mouvements populaires déclaraient sourdement que la Grande-Chartreuse, avec son éternel silence, était seule digne d'abriter les désabusés de la vie révolutionnaire. Il avait fallu des luttes épiques, en 1857, pour entraîner les électeurs à voter pour des candidats disposés à prêter serment à l'empire, et les fameux *Cinq* étaient entrés au Corps législatif escortés par la méfiance de leurs propres amis. Se placer avec autant de netteté que le faisait Duvernois sur le terrain constitutionnel, c'était donc, sans désarmer l'administration impériale, renoncer à l'appui des républicains et des orléanistes irréconciliables et ne chercher de concours que dans l'opinion publique, un peu lasse, il est vrai, de la dictature et de ses procédés, mais peu soucieuse, en somme, de payer au prix d'une révolution les libertés nécessaires.

Les difficultés de la lutte n'étaient pas pour

arrêter un homme jeune, pénétré de cette idée que, si la meilleure Constitution n'est pas toujours celle qu'on a, c'est à coup sûr celle dont on sait le mieux se servir. Et, comme démonstration, le *Courrier de Paris* entama une campagne sur l'article 42 de la Constitution.

Ce diable d'article était très net. Il disait expressément que le compte rendu des séances par les journaux ou tous autres moyens de publication ne devait consister que dans la reproduction du procès-verbal sommaire dressé à l'issue de la séance par les soins du président du Corps législatif.

Devant ce texte, les journaux s'arrêtaient intimidés, n'osant pas discuter les séances, et le peuple français apprenait l'état de ses affaires par des notes ainsi conçues :

Séance du 6 juin 1860. L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi relatif à l'établissement des chemins de fer de l'Algérie. M. X... a la parole contre le projet de loi ; M. Z... lui répondra au nom du gouvernement. La suite de la discussion est remise à demain.

Dans un article d'argumentation très serrée, Charles Floquet soutint cette thèse que tout ce qui n'était pas défendu était permis et qu'en conséquence il discuterait les séances du Corps législatif, tout en publiant le compte rendu sommaire

et légal. Et il prêcha d'exemple, analysant le projet de loi relatif aux chemins de fer algériens, tandis qu'une note de la rédaction mettait au défi le gouvernement de sévir contre cette interprétation aussi hardie qu'imprévue donnée à l'article 42 de la Constitution.

Ainsi provoqué, le conseil des ministre se réunit d'urgence, et, après une longue et orageuse discussion, il fut décidé que, si brutale que pût être l'entorse infligée à l'esprit de l'article 42, il était impossible de poursuivre Ch. Floquet ou d'avertir le journal.

L'impunité dont bénéficiait le *Courrier de Paris* donna du courage aux autres journaux. Huit jours après, tout le monde discutait à l'envi les séances du Corps législatif et s'étonnait de n'avoir point songé plus tôt à cet ingénieux expédient.

Le gouvernement, débordé, surpris par l'impuissance du fameux article 42, se résignait un beau matin à faire contre fortune bon cœur et à accorder ce qu'on lui avait pris de vive force depuis cinq mois.

La graine semée par le *Courrier de Paris* produisit les fameux décrets du 24 novembre, qui produisirent à leur tour la publicité des séances des Chambres. De cette étape libérale au rétablis-

sement de l'Adresse, de la tribune, de la responsabilité ministérielle, à la chute de l'empire dictatorial, il n'y avait pas très loin. Le voyage dura néanmoins huit ans.

Quant aux auteurs de cette incursion hardie sur le terrain réservé de la Constitution de 1852, ils avaient éprouvé aussitôt les effets de la rancune administrative. L'article de M. Floquet n'avait point été châtié. Quatre jours plus tard, le 11 juin, le *Courrier de Paris* recevait un premier avertissement, et, le 21, un second.

De plus, M. Clément Duvernois était invité à purger des condamnations encourues à l'*Algérie nouvelle*.

C'était le coup de grâce. Le pauvre canard si chichement entretenu par M. Boulé fut dès lors condamné à mort. On distribua ses plumes comme il convient dans une maison bien administrée. On mit en lieu sûr les traites de Duvernois pour les lui représenter en temps opportun, et tout fut dit, à la joie discrète ou au chagrin peu sincère des concurrents, surpris autant que peinés de voir le tirage d'un rival quadrupler en moins de quinze jours.

IV

Devant de pareils présages, un Romain eût repris le train, présenté ses excuses au directeur des douanes et réintégré, penaud et résigné, son domicile administratif. Mais rouler doucement et misérablement ma vie sur les platitudes des paysages franco-belges me faisait horreur. J'avais vu mes anciens au bureau de Blancmisseron, et, comme des garde-fous vivants, ces pauvres gens me défendaient contre toute velléité de saut dans les ténèbres du fonctionnarisme. Je les avais vus, après douze ou quinze ans de service, vieillis avant l'âge, l'œil morne, les joues tombantes, indifférents à tout, passer des soirées mortelles au coin du poêle de l'estaminet, s'ensevelissant dans la

fumée de leurs longues pipes. A peine avaient-ils l'énergie d'indiquer du doigt à la servante que la chope était vide. Parler les eût réveilles de leur torpeur, et il leur plaisait de ne point troubler leur propre somnolence. Ils savaient qu'ils passeraient à se divertir de la sorte toutes les soirées de tous les jours, tous les jours de toutes les années; et ces désespérés, trouvant encore une tristesse nouvelle dans la pensée qu'un autre être humain se préparait à vivre de leur vie, m'avaient souvent conjuré de ne pas les imiter, de courir plutôt hardiment toutes les aventures et de renoncer aux molles, mais décevantes sécurités de la vie d'employé.

L'un d'eux — j'en frissonne encore — avait même souligné d'un argument terrible les bons conseils qu'il me donnait. Il venait de se marier, essayant d'échapper à l'ennui par les tracas et les chagrins des ménages sans amour et sans argent. L'ennui fut le plus fort. Un soir, le pauvre homme quitta l'estaminet de meilleure heure que de coutume, regagna son froid logis, écrivit une lettre, prit un pistolet et mit une balle dans son pauvre crâne vidé.

Très décidé à vivre, je secouai bien vite les cendres des pipes et des morts de Blancmisseron,

et, sur les morceaux cassés de mon pot au lait, je me mis à réfléchir, à rêver de nouveau, puis à chercher dans mes poches deux lettres de recommandation adressées par le docteur Quinet, de Quiévrain, à ses amis Delescluze, le futur dictateur de la Commune de Paris, et à Étienne Arago.

Les lettres étaient chaudes. Vieux républicain de l'école séraphique, le docteur Quinet dépensait sa santé et sa fortune à soigner gratuitement les pauvres de dix villages. Jamais la haine n'avait pu trouver à se loger dans ce cœur tout rempli de tendresse, de bonté et de pardon. Victime du coup d'État, il rêvait comme indemnité à ses douleurs l'établissement d'une république indulgente et généreuse, et il m'envoyait, dans la sincérité confiante de son âme angélique, auprès de Delescluze, le plus rude et le plus intolérant apôtre des doctrines jacobines.

J'entrevis instinctivement, en regardant Delescluze absorbé par la lecture de la lettre du docteur Quinet, que, cette fois encore, je n'avais pas trouvé ma voie. Je savais bien que, dans ce corps frêle et tout ravagé par les souffrances noblement supportées, survivait encore, à force de volonté, une âme héroïque et tout entière dé-

vouée aux préjugés de la Révolution. Je me sentais plein de respect pour ce martyr; mais, en l'écoutant, je reconnus que je ne le comprenais pas, et il m'apparut comme le Polyeucte de Corneille, superbe mais inintelligible et même un peu ennuyeux. Devant la terrible divinité à laquelle il avait fait le sacrifice de sa vie et celui de l'existence des autres, il prétendait faire plier tous les genoux et courber toutes les têtes. Il fallait se livrer tout entier ou fuir les marches du temple de l'idole.

Sur cet exposé de principes, m'étant entendu dire qu'il n'y avait rien à faire à l'heure présente pour un homme de lettres, sinon se préparer aux luttes de l'avenir, je me retirai plus agacé qu'ému et bien décidé à ne point emboîter le pas à des hommes dont je ne pouvais ni comprendre, ni partager les terribles rancunes, n'ayant point souffert comme eux, ni, comme eux, tout sacrifié à une idée fixe.

Chez Étienne Arago, l'accueil fut différent, mais le résultat identique. J'appris de la bouche souriante de l'ancien directeur des postes de Cavaignac que les lettres, en ce temps, ne faisaient vivre que les facteurs. Nous rîmes ensemble de cette décourageante joyeuseté, tandis qu'Arago

me serrait la main, se mettant très cordialement à ma disposition, le cas échéant.

Heureusement, je n'étais pas sans ressources. En quittant Valenciennes, je m'étais fait agréer comme correspondant parisien d'une feuille locale et libérale, l'*Impartial du Nord*.

L'éditeur de ce journal, après de mûres délibérations, m'avait ouvert sur sa caisse un crédit de 50 francs par mois. Puis, cette situation de collaborateur d'un journal indépendant devait m'ouvrir bien des portes, me mettre en relation avec les quelques hommes, très peu nombreux encore, qui songeaient à conquérir à notre pays quelques libertés précaires. Enfin, j'étais ce que j'avais voulu être; je faisais ce qu'il m'avait plu de faire. L'*Impartial* était un petit journal, mais c'était un journal, et il me payait mes articles. Mon verre était petit, mais j'avais un verre et un peu d'eau pour le remplir.

Quelques mois plus tard, je recueillis les fruits de ma persévérance. D'obscurs travaux assuraient désormais ma vie matérielle. Le *Temps*, récemment fondé par M. Nefftzer, reproduisait avec compliments une de mes correspondances, et une belle lettre de mon illustre ami Jules Simon m'apprenait un jour que mes articles sur le

mouvement littéraire n'échappaient pas à l'attention des intéressés.

Ce jour là, je fus très fier, et je commençai à croire que, s'il ne voulait pas compter avec moi, le gouvernement n'avait qu'à se bien tenir.

V

Il se tenait d'ailleurs assez bien, ce gouvernement, du moins en apparence, et il n'y avait pas de raisons sérieuses de supposer qu'il fût prêt à accorder au pays, sur ma simple requête, le minimum des libertés dont je ne croyais pas pouvoir me passer.

La campagne de Chine, commencée l'année précédente, s'était glorieusement terminée. Le général d'Hautpoul, installé en Syrie, protégeait avec énergie, contre les Druses, tous les Maronites qui n'avaient pas été préalablement égorgés. M. le comte de Persigny venait de donner une nouvelle preuve de son libéralisme à poigne en expulsant provisoirement un jeune rastaquouère, le Valaque Gregory Ganesco, directeur

du *Courrier du dimanche*, coupable d'attaques dirigées contre le principe même du gouvernement. Cette marque de vigueur avait rassuré les conservateurs à tête de bois, un peu émus par les décrets du 24 novembre.

Dans le marais profond, mangeant des nénuphars et coassant pour son empereur, un peuple emasculé vivait fort tranquille, sans souvenir du passé, sans aspirations pour l'avenir. Il ne lisait rien et n'entendait aucune voix qui vint lui rappeler son abaissement. Les cinq députés élus par l'opposition en 1857 avaient parlé jusqu'à présent dans une cave. Quelques vaincus de Décembre, farouches partisans d'une abstention aussi digne qu'impuissante, une poignée de jeunes gens, républicains révolutionnaires à doctrines extravagantes, surveillés soigneusement par la police, enfin quelques survivants de la monarchie de Juillet aiguisant à la lampe la pointe d'inoffensives épigrammes : tels étaient, au début de 1861, les éléments dont se recrutait l'armée bigarrée des adversaires de l'empire.

Il n'y avait pas là de quoi déranger une patrouille de cent-gardes.

Voilà ce que nous constations dans notre petit monde d'avocats et de journalistes en quête d'é-

vénements, et commentant les moindres faits dans des parlotes tenues soit dans les bureaux du *Temps*, soit dans les trois ou quatre cafés où l'on se rencontrait chaque après-midi.

En général, nous étions amers en nos propos, et nous n'avions pas assez de sévérités pour ce que nous appelions la couardise des directeurs de journaux indépendants. Tandis que ces malheureux, responsables d'une propriété qu'un chef de bureau pouvait anéantir d'un trait de plume, capitonnaient leurs arguments, émoussaient leur polémique et marchaient dans la discussion avec des chaussons de feutre, nous autres, irresponsables, nous mâchonnions le frein et avions de terribles envies de ruer dans les brancards. Tout acte d'opposition nous attirait. Nous admirions fort un rédacteur du *Temps*, très brave homme d'ailleurs, et bon républicain, M. Léon Legault, qui n'affranchissait jamais une lettre sans infliger à l'effigie de Napoléon III gravée sur les timbres-poste le supplice de la tête en bas.

Ces enfantines manifestations de l'esprit de révolte contre le régime du Deux-Décembre suffisaient, du reste, à satisfaire mes prétendues passions révolutionnaires. J'avais beau me roidir en effet, je n'étais pas destiné à être jamais un

pur. Je n'avais pas dans le cœur ces haines vigoureuses qui vous permettent, la conscience tranquille, de tout tenter contre un homme ou contre des institutions.

Au fond, j'en voulais moins à l'empire de ses procédés d'installation que de l'usage qu'il faisait de sa toute-puissance, et, quand j'y réfléchis, il ne me semble pas que mes compagnons d'alors fussent beaucoup plus enragés que moi. Je vivais, il est vrai, dans un milieu où les survivants de 1848, échappés au coup d'État, étaient l'exception. Nefftzer, fondateur du *Temps*, dont l'autorité morale, faite de probité, de savoir et de talent, était grande sur nous tous, n'était qu'un amant passionné du droit de discussion. D'honnêtes libertés bourgeoises eussent comblé tous ses vœux, et ses terribles fureurs, si dangereuses pour le matériel de la brasserie Kusler, n'éclataient guère qu'à propos de questions religieuses dans lesquelles il apportait, avec l'érudition d'un ancien étudiant en théologie, les colères débordantes d'un philosophe exaspéré.

Ses collaborateurs de la première heure n'étaient pas davantage des sectaires. Ni André Cochut, l'économiste distingué, ni Maurice Block, l'aligneur de statistiques, ni Scherer, ni Henri Brisson,

recherchant déjà avec Massol, le vieux sage, les bases de la morale indépendante, ni tant de seigneurs de moindre importance, ni même Ch. Floquet, un peu plus âpre que ses confrères, n'étaient du bois dont on fait des poteaux de guillotine pour monarques et monarchistes.

Quant à Clément Duvernois, dont j'étais devenu l'ami, il professait à cette époque la plus parfaite indifférence en matière de gouvernement. Comme Émile de Girardin, son premier maître, il n'avait pas à proprement parler de religion politique; mais il avait une foi profonde dans la liberté et se déclarait prêt à l'accepter de toutes mains. Sur ce terrain, il luttait jusqu'à épuisement.

Le soir, on se réunissait le plus souvent dans mon humble domicile, baptisé le *Clan des navrés*, sans doute parce que la fortune avait jusqu'à présent passé devant la porte sans en franchir le seuil. Puis, une fois par semaine, chez Habeneck, un futur sous-préfet de la République, des débutants comme Henry Fouquier, aujourd'hui si brillant, Amédée Lefaure, mort député, des avocats comme Coulon, secrétaire de Jules Favre, se joignaient à nous pour élaborer gravement une constitution rationnelle, la Constitution de l'avenir.

Dans ces conférences Molé en chambre, Clément Duvernois était au premier rang, toujours sur la brèche, surveillant les moindres tendances jacobines, hérissant sa barbe blonde et foudroyant les jeunes Robespierres qui voulaient sacrifier l'individu à l'État. Car ils étaient déjà rares à cette époque, les hommes aimant la liberté pour elle-même, la considérant à la fois comme un moyen et comme un but. A la vérité, je ne pense pas que leurs rangs se soient beaucoup grossis depuis vingt-cinq ans, et j'imagine, par le singulier spectacle auquel j'assiste, que bien des gens comprennent la liberté comme l'entendait alors un journal démocrate et libéral, l'*Opinion nationale*, je crois, dans lequel je découpais l'entrefilet suivant :

« La liberté des cultes vient d'être proclamée en Espagne; tous les couvents sont supprimés! »

VI

L'homme n'aime pas qu'on touche à son porte-monnaie et à son porte-préjugés, qu'il appelle noblement sa conscience. Vers 1860, les classes dirigeantes reconnurent que décidément la politique suivie par le gouvernement semblait menacer les intérêts des catholiques. Il était temps. Ces mêmes classes dirigeantes, rivalisant, du reste, d'enthousiasme avec les classes dirigées, avaient en 1859, sur la place de la Bastille, dételé les chevaux de Napoléon III allant prendre le commandement de l'armée d'Italie. Mais, avec leur perspicacité ordinaire, elles n'avaient pas su prévoir les conséquences de nos victoires de Magenta, de Solférino, et les suites de la paix de Villafranca. L'empereur non plus, d'ailleurs,

En moins de dix-huit mois pourtant, la diplomatie de Cavour et la chemise rouge de Garibaldi avaient presque réalisé l'unité italienne et acculé dans ses derniers retranchements le pouvoir temporel des Papes. Tandis que, troublé, tantôt menaçant, tantôt complaisant, Napoléon III proposait à son ami Victor-Emmanuel de lui laisser prendre Parme et Modène, de le faire nommer vicaire des Légations de Ferrare et de rendre à un prince autrichien le grand-duché de Toscane, Cavour envoyait les volontaires de la flotte et de l'armée italiennes renforcer les contingents de Garibaldi en route pour la Sicile et le royaume de Naples.

Le pape, en péril, appelait le général Lamoricière à son secours, et les zouaves pontificaux se faisaient inutilement écraser à Castelfidardo par le général piémontais Cialdini. Il eût fallu, pour se fâcher, rendre Nice et la Savoie. L'empereur dut se résigner à changer d'avis une fois de plus, à recommander en style solennel une cinquantième combinaison et à démontrer au pape que c'était pour son bien spirituel qu'il l'engageait à se dessaisir volontairement de ses biens terrestres.

Il est bien inutile de dire que nous faisions des vœux pour les Italiens et que nous nous réjouis-

sions sincèrement de la fureur noire des classes dirigeantes et de la colère rouge de nos cardinaux. Il est toujours doux de voir se colleter deux champions sous l'effort combiné desquels on a succombé dans une précédente rencontre. Les simples libéraux eux-mêmes, modestes marguilliers de l'Église desservie par Béranger, suisses du Dieu des bonnes gens et sectateurs d'une religion tricolore, ricanaient au bruit des horions qu'échangeaient les ministres et les évêques.

Quant à nous, mécréants, nous notions au passage les injures, et, quand le pape, dans un petit discours du jour de l'an, qualifia « de monument indigne d'hypocrisie et de tissu ignoble de contradictions » une brochure, le *Pape et le Congrès*, faite en collaboration par Napoléon et M. Arthur de la Guéronnière, nous ne nous sentîmes pas d'aise. Nous trouvions très légitime, d'autre part, j'en dois la confession, que les journaux d'opposition demandassent la dissolution de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dénoncée par le comte de Persigny comme un foyer de conspiration cléricale.

Le temps était loin, en effet, où les républicains, même avancés, reconnaissant pour chef le sans-culotte Jésus-Christ, allaient chercher le curé

de la paroisse pour bénir les arbres de la liberté. On avait sans doute remarqué que cette cérémonie n'avait pas été profitable à ces pauvres arbres, métamorphosés, aux alentours du coup d'État, soit en bâtons pour rosser les mal-pensants, soit en bûches pour rôtir les hérétiques. Puis la franc-maçonnerie, en voie de transformation, commençait à se brouiller avec le grand Architecte de la nature, et la jeunesse, par besoin de parler et de se réunir, remplissait les loges de libres penseurs résolus à être aussi intolérants que des inquisiteurs.

L'influence des milieux se faisait sentir jusque dans nos petits groupes, et nos dents de jeunes loups, impuissantes à entamer la peau gouvernementale, s'aiguisaient sur les soutanes qui passaient à leur portée.

Seuls parmi tous les journaux, le *Temps* et le *Courrier du dimanche*, le second avec une certaine passion, le premier à l'aide d'arguments empruntés aux pures doctrines du libéralisme, protestaient contre la rage antireligieuse de leurs confrères. Mais aussi avec quel dédain ne regardait-on pas, au *Siècle* et même à l'*Opinion nationale*, ces nouveaux venus rebelles à toute discipline et prétendant vivre de leur vie propre !

Du haut de ses cinquante mille exemplaires de tirage quotidien, M. Havin, directeur du *Siècle*, autrefois député de la gauche dynastique sous la monarchie de Juillet, se demandait, non sans une sincère indignation, si Nefftzer n'était pas un orléaniste déguisé, comme on dit aujourd'hui. Maître incontesté du puissant journal dont il avait dû l'existence, en 1851, à la gracieuse intervention de M. de Morny ; entouré d'hommes de talents tels que Louis Jourdan, Léon Plée, Émile de la Bédollière et Hérold, M. Havin, moitié normand, moitié bonapartiste, et encore plus normand que bonapartiste, avait trouvé le moyen d'établir sa dictature sur les restes du vieux parti républicain et d'utiliser au profit de son journal les préjugés de la petite bourgeoisie française. Ainsi juché, il rendait des oracles, des arrêts et surtout des services au gouvernement impérial, qui contemplait avec indulgence ses solennelles cabrioles anticléricales et, au besoin, les encourageait. Et la preuve, c'est que, dans une circulaire adressée aux électeurs de Thorigny-sur-Vire (Manche), M. Havin, candidat au conseil général, avait, discrètement et à l'insu des lecteurs du *Siècle*, glissé les aveux suivants: « L'empereur a bien voulu me faire écrire par

M. Mocquart qu'il voyait avec plaisir ma candidature. »

M. Peyrat dans la *Presse* et M. Guéroult à l'*Opinion nationale* excitaient de leur mieux, eux aussi, les passions anticléricales de leurs lecteurs. M. Peyrat, écrivain de grand talent et très sincèrement jacobin, avait inventé, bien avant Gambetta, la formule célèbre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi. » Très rageur, il éprouvait une joie de cannibale à déchirer chaque matin un lambeau du catholicisme, et il eût cru avoir perdu sa journée s'il n'avait pas consacré quelques heures à écraser l'*infâme*.

Quant à M. Guéroult, plus philosophe et d'un esprit trop large et trop élevé pour partager le fanatisme antireligieux de ses collaborateurs, il ne voyait nul inconvénient à ce que l'*Opinion nationale* fît se perdre dans le fracas de ses colères contre la papauté le bruit de ses conversations intimes avec le prince Napoléon, son protecteur et son ami.

Avec une presse ainsi constituée, le gouvernement ne pouvait pas croire à la gravité, au point de vue intérieur, des questions soulevées par la guerre d'Italie. Il pensait qu'ayant, l'année précédente, averti vingt journaux, suspendu deux

gazettes et supprimé quatre feuilles publiques, il était suffisamment armé pour se jeter, à l'heure voulue, entre les belligérants et frapper les récalcitrants. Ses calculs ne furent pas vérifiés par les événements. Ses courtisans eux-mêmes, atteints dans leurs convictions ou dans leurs habitudes d'esprit, dressèrent l'oreille au cri de détresse poussé par le pape. Au Sénat, à la Chambre des députés, des paroles menaçantes furent prononcées. Le clergé, du haut de ses chaires, essaya d'en appeler à l'opinion publique et réussit à apitoyer bien des cœurs sur les malheurs du temps et de l'Église. Des défiances s'éveillèrent, des hostilités violentes se firent jour. Dans les sacristies on baptisa du nom d'Achab, de Phalaris, de Néron et autres persécuteurs, Napoléon III étonné de cette levée de bénitiers.

En prenant l'habitude des attaques hardies sur un terrain qui n'était pas gardé, on se déshabitua du respect. On donna au public le goût de luttes oratoires et de polémiques qui paraissaient bien, il est vrai, passer par-dessus la tête du souverain, mais qui, en réalité, l'atteignaient et écornaient son vernis d'impeccabilité et de toute-puissance. Si le pape n'était pas infaillible, comment admettre l'infaillibilité de l'empereur ?

Ces considérations et ces constatations n'exerçaient, il est vrai, aucune influence sur la conduite des partis en présence, qui, comme tous les partis, obéissaient à leurs seuls instincts. Mais, à vingt-cinq ans de distance, je ne puis m'empêcher de reconnaître que ces questions religieuses, inopinément jetées dans les rouages de la machine gouvernementale, en causèrent le premier détraquement, qu'elles seules furent assez irritantes pour arracher à leur asservissement intellectuel le peuple, d'une part, et les hautes classes de la société, de l'autre, et qu'un gouvernement peut impunément se permettre tous les crimes, mais qu'il se met en péril en commettant la faute de s'attaquer brutalement aux croyances et aux préjugés de la nation.

VII

Trop maigre sire pour oser me mêler, dans la presse parisienne, à ces luttes théologiques, je répandais mon encre, légèrement aigrie, dans de rares journaux de province. La « correspondance de Paris », soit dans les départements, soit à l'étranger, était la grande ressource matérielle des débutants et aussi une issue par laquelle s'échappait, en flots plus ou moins irrités, le débordement de leurs jeunes cervelles. Arthur Ranc, à peine revenu d'Afrique où il avait été conduit en vertu de la loi de sûreté générale, était correcteur à l'*Opinion nationale*, et, son travail achevé, il envoyait à l'*Escaut* d'Anvers des lettres fort remarquées. Charles Quentin, à cent lieues de penser qu'il finirait receveur particu-

lier après avoir été directeur de l'Assistance publique, inondait de sa prose cinglante et vengeresse les journaux du Brésil.

Au Café de Madrid, dans la salle du fond. il se confectionnait et se mettait sous enveloppe, vers cinq heures du soir, des articles d'exportation dont la lecture eût rendu chauves les employés du bureau de la presse au ministère de l'intérieur. Puis c'était Paul Foucher qui passait rapide sur le boulevard, allant d'un journal à l'autre, partout bien accueilli, interrogé par tous et recueillant sur son petit carnet les éléments de la correspondance qu'il expédiait à l'*Indépendance belge*, alors en pleine faveur auprès du public européen.

Moins favorisé, Théodore Pelloquet, qui avait eu du talent au *National*, mais qui l'avait perdu dans ses visites nocturnes à tous les méchants lieux de Paris, cherchait au fond d'un verre d'absinthe la phrase qu'il allait expédier à un *Précurseur* belge. Le pauvre homme, tout émacié, la pipe au bec, l'œil voilé, las de la nuit, du jour et du lendemain, happait les arrivants, essayant de savoir d'eux s'il y avait une question à l'ordre du jour, car il ne lisait aucun journal. Par charité, on lui contait quelque his-

toire, et, tout de suite, comme pour se débarrasser d'une corvée, il la transcrivait sur la lettre qu'un garçon se hâtait de porter à la poste.

Tous ces modestes semeurs de l'idée républicaine ou libérale jetaient ainsi leur grain à tous les vents, portant sur la terre étrangère la protestation manuscrite de quelques Français non domestiqués et grattant du bout de leur plume de fer le prestige de l'empire encore si brillant chez les peuples voisins.

La faveur dont étaient l'objet, dans la presse étrangère, ces libres correspondances, qui projetaient quelques rayons de lumière sur les mystères de la France impériale, fut le point de départ d'une entreprise assez singulière à laquelle je m'associai et qui contribua, bien inconsciemment du reste, à modifier les mœurs et les habitudes des journaux d'outre-mer et peut-être à altérer la santé de leurs lecteurs.

Un modeste agent de publicité, en dépouillant pour le compte de ses clients des feuilles imprimées à Buenos-Ayres, Rio-Janeiro, Caracas, Mexico et autres capitales exotiques, avait remarqué que ces feuilles, assez friandes d'histoires parisiennes, les empruntaient à coups de ciseaux à quelques rares journaux français. En homme

pratique, il comprit bien vite que la pauvreté seule obligeait les éditeurs à ces emprunts littéraires. Si donc il lui était possible d'offrir à ces journaux anémiques le réconfortant d'une vigoureuse correspondance, arrivant toute fraîche par chaque courrier et servie toute fraîche à leurs lecteurs, il avait de grandes chances de voir ses offres accueillies à bras ouverts. M. Berger, — c'était le nom de cet ingénieux agent de publicité, — atteignit le but en demandant aux éditeurs, pour tout payement, le droit d'insérer pour quatre cents francs d'annonces par mois dans leur quatrième page à peu près inhabitée.

Les éditeurs, qui recevaient quelque chose en échange de rien ou de presque rien, consentirent sans peine à conclure les traités proposés par M. Berger, et bientôt, sur chaque paquebot en partance, prirent place de volumineux manuscrits, apportant à des peaux rouges, à des peaux noires et à des peaux jaunes le récit des événements politiques, littéraires et mondains dont Paris avait eu la primeur.

La première partie du problème était résolue. Il restait maintenant à tirer profit des annonces dont la disposition était acquise à M. Berger.

C'était un observateur que cet agent de pu-

blicité. Il avait remarqué que la pharmacie et la parfumerie sont deux industries dans lesquelles les déboursés réels du producteur sont à peu près nuls. Avec cinq sous, un apothicaire de moyenne habileté fabrique aisément une potion de cinq francs. L'étiquette fait seule la valeur de l'objet. De même pour la parfumerie.

M. Berger offrit donc ses annonces à tous les pharmaciens et à tous les parfumeurs de sa connaissance et il les leur fit accepter en leur déclarant qu'il en recevrait le prix non pas en argent, mais en marchandises. Cent francs d'annonces pour une valeur de cinq francs, c'était pour rien ! Aussi, en peu de temps, les magasins de M. Berger furent encombrés d'huiles lénifiantes, de pilules purgatives, d'injections irrésistibles, de pâtes odoriférantes, de teintures inoffensives. Ces dangereux colis étaient expédiés au pharmacien de la ville lointaine où se publiait le journal hospitalier pour les annonces de M. Berger, et le montant de leur vente, déduction faite de la commission, lui était retourné par une traite, dont la moitié m'était remise pour prix de mon travail.

Au bout d'un an, nous expédiions des correspondances dans les quatre parties du monde,

en anglais, en espagnol et en portugais. Un député qui représente aujourd'hui la Haute-Vienne comme socialiste intransigeant, M. Planteau, apprenait la politique en traduisant ma prose. Une foule d'écrivains arrivés depuis à la notoriété, et même à la célébrité, collaboraient à cette lettre sans fin que nous écrivions sans cesse pour les Océaniens, les habitants du Cap et les indigènes de la Terre de Feu. De leur côté, ces derniers, sollicités par la réclame, achetaient, sans compter, les flacons qui s'étalaient aux vitrines des pharmaciens du pays, et les choses en arrivèrent à ce point que, lors du bombardement de Callao, Berger vint me trouver les larmes aux yeux. Nous venions de perdre soixante mille francs de médicaments anéantis par les boulets chiliens !

L'association ne survécut pas à ce désastre. J'étais un peu las de cette mixture littéraire et pharmaceutique. Nous nous séparâmes, Berger et moi, et de temps en temps je pense encore aux pauvres indigènes dont nous avons peut-être dérangé la cervelle et compromis la santé, moi, par mes aperçus politiques, lui, par ses drogues.

VI

Grâce à l'instruction répandue à flots dans les masses, tout le monde connaît l'opérette d'Offenbach, les *Deux Aveugles*, et le roman d'Alexandre Dumas, les *Trois Mousquetaires*. On peut même, si l'on se trouve en présence de lettrés, se faire raconter la légende des Quatre Fils Aymon. Mais, en revanche, bien peu de jeunes gens seraient capables de dire, sans se tromper, ce qu'étaient les *Cinq*, à quelle époque ils vivaient et quelle influence ils exercèrent sur leur temps.

C'est que les obus prussiens ont ouvert dans l'histoire contemporaine un sillon si profond et si large que tout ce qui est resté au delà du ravin n'apparaît plus aujourd'hui qu'en images

confuses, noyées dans une buée sanglante et un brouillard funèbre. Le souvenir des faits antérieurs à l'invasion a été enfoui dans les tombes creusées par la guerre de 1870. Hommes, idées, faits ou incidents, tout gît pêle-mêle dans le grand désordre des ensevelissements collectifs. Les jeunes hommes, absorbés par les graves devoirs légués par la génération précédente, rebâtissant à grand'peine leurs foyers écroulés dans ce grand cataclysme, n'ont ni le loisir ni peut-être le goût de remuer ces poussières pour y chercher les traces d'une société disparue. Et pourtant quelle place ne tinrent pas, de 1858 à 1863, dans les préoccupations de l'opinion publique, ces cinq députés livrant seuls bataille à tout un empire, seuls à faire entendre la voix de la conscience française étouffée par dix ans de dictature, et ne recueillant à la fin, pour prix de ce labeur immense, que les brutales et injustes sévérités ou le dédaigneux oubli des foules !

En 1857, les débris du parti républicain avaient résolu de prendre part à la lutte électorale, ne fût-ce que pour interrompre la prescription.

Un comité, composé d'invalides respectables

et entêtés ou de jeunes et précoces vieillards résolus à ne rien apprendre et à ne rien oublier, avait décrété qu'on ferait tâter le pouls au peuple parisien par neuf candidats décidés à ne pas prêter le serment de fidélité à la Constitution de 1852. On reconnaissait bien dans ces fières injonctions l'esprit pratique des hommes dont l'honnête incapacité avait contribué pour une si large part à la chute de la seconde république.

Plus avisés, Nefftzer, alors directeur de la *Presse*, et M. Havin, du *Siècle*, comprirent que ces vaines et stériles protestations ne triompheraient jamais de l'engourdissement de la nation. Un jeune avocat venait de se faire une grande place au barreau en plaidant contre deux maîtres, Berryer et Dufaure, le procès en restitution intenté par la marquise de Guerry à la communauté de Picpus. Le jeune barreau prédisait à ce membre de la corporation les plus brillantes destinées. Il était l'ami de tous les débutants d'avenir. Émile Ollivier portait un nom bien connu dans la démocratie de 1848. Nefftzer et Havin lui offrirent une candidature à Paris, mettant leurs journaux au service de sa cause, mais à la condition formelle qu'il prêterait serment et ne serait pas un député platonique.

Émile Ollivier accepta, et, avec lui, l'ancien secrétaire de Proudhon, Darimon, collaborateur de Nefftzer à la *Presse*. Naturellement le comité des invalides protesta avec indignation contre les intrus et contre leurs doctrines, et naturellement aussi Émile Ollivier et Darimon furent élus et accablés d'injures par les membres du comité.

Une seule bouche consolatrice vint verser quelques suaves et encourageantes paroles dans l'oreille endolorie des nouveaux élus. Cette bouche, c'était celle d'un homme aujourd'hui député intransigeant et radical du département de Seine-et-Oise. «Marchez fièrement devant vous, écrivait alors à Émile Ollivier ce clairvoyant dégagé de tout préjugé; vous pourrez dire: Je m'appelle légion.» Lui s'appelait simplement Paul de Jouvencel, et il serait injuste d'effacer par négligence cette unique trace de son passage dans l'histoire de son temps.

Carnot, Goudchaux et le général Cavaignac, élus dans le même scrutin, annulèrent eux-mêmes leur élection en refusant de prêter le serment imposé. Émile Ollivier, grandi par son succès, proposa les candidatures de Jules Favre et de son ami Ernest Picard. Lyon élut Hénon.

La petite phalange composée de cinq hommes, dont trois orateurs, était constituée.

C'est à ce moment que je fis la connaissance d'Émile Ollivier. J'avais pensé qu'un volume contenant, sous prétexte de biographie, l'apologie des idées représentées par les *Cinq* serait à la fois utile au public et à son auteur. Je fis part de mon projet à Ch. Floquet. Il fut convenu entre nous qu'il se réserverait les chapitres consacrés à Hénon, Ernest Picard et Jules Favre. Poulet-Malassis devait nous éditer ; mais l'affaire traîna en longueur. Floquet se déroba. Tantôt il était occupé, tantôt il hésitait à patronner également et sans réserves des hommes qui ne donnaient pas satisfaction complète à ses instincts d'opposition radicale. Il m'écrivait : « Toutes réflexions faites, je maintiens notre collaboration. J'y attache trop de prix pour la sacrifier soit à la paresse, soit à des scrupules qui sont probablement exagérés. » Hélas ! il faut croire que ce qui était exagéré exerçait déjà une sorte de fascination sur ce très galant homme, probe jusqu'à la férocité, fidèle ami, obligeant camarade, très convaincu, très sincère et ne pouvant pas se dispenser de tenir compte des préjugés des ardents de son parti. Le livre, qui de-

vait s'appeler les *Cinq*, ne parut pas. Mais, comme j'avais vu pendant un mois, presque chaque jour, Émile Ollivier, je dus à ce volume avorté des relations avec un homme qui, je tiens à le dire tout de suite, méritait par son immense talent, sa volonté d'être bon et généreux, son effort persistant pour s'élever au-dessus des mesquines et vulgaires passions humaines, une destinée moins cruelle que la sienne.

IX

Son étoile, à cette heure, brillait au firmament démocratique. On l'admirait, on comptait sur lui. Il avait pour clients, pour amis, toute une jeunesse ardente qui s'apprêtait à recueillir à l'heure des moissons les épis dont il avait péniblement semé le grain. Jules Ferry, Ernest Picard ne le quittaient pas. Charles Floquet, correct et élégant à sa façon, dans son beau pantalon gris perle, son habit bleu barbeau à boutons d'or, son gilet à la Robespierre, réussissait mal à s'abriter sous les larges ailes d'un chapeau légendaire contre les pénétrants rayons de cet astre à son lever.

Gambetta, à peine entrevu et pressenti par quelques camarades, se laissait aller sans résis-

tance à ce grand courant de sympathie, que remontait parfois son ami Clément Laurier. Peut-être Jules Favre, plus âgé, plus réservé, imposait-il une admiration plus respectueuse à ces jeunes maîtres ; mais les cœurs appartenaient à Émile Ollivier.

On ne saurait croire avec quelle passion on dévorait les comptes rendus des séances tenues par le Corps législatif. On étudiait tout, et le fond et la forme, soulignant de vifs commentaires toutes les phrases, applaudissant aux coups bien portés, souffrant des moindres défaillances de ces talents auxquels la France semblait avoir confié le soin de la défendre.

A la vérité, quelques voix discordantes troublaient cet unisson dans l'admiration. Au quartier Latin, Arthur Arnould, Jules Vallès et Rane, si j'ai bonne mémoire, suivaient d'un œil défiant les phases de ces petites apothéoses et plaçaient quelques cailloux sous les roues des fiacres qui emportaient les triomphateurs. Les « émigrés à l'intérieur », comme nous qualifiions les abstentionnistes et ceux qui s'étaient refusés à passer sous le joug du serment, mesuraient bien, avec amertume, l'effort fait au résultat obtenu et plissaient dédaigneusement la lèvre en consta-

tant le peu de chemin parcouru; mais l'opinion des « pointus » n'était pas pour nous arrêter bien longtemps, et nous n'avions d'oreilles que pour Jules Favre prophétisant dès la première heure les désastres de la future expédition du Mexique, pour Émile Ollivier et Ernest Picard revendiquant nos libertés confisquées et finissant, à force de talent et d'esprit, par nous rendre vraiment libéraux, nous autres qui n'étions encore, à notre insu, que des jacobins déteints.

A vrai dire, il ne pouvait en être autrement. Les jérémiades rétrospectives ne sauraient intéresser des hommes qui, entrant dans la vie, veulent y marquer leur place. Que nous faisaient, à nous, les perplexités de Jules Simon encore hostile au serment, les fureurs de Goudchaux, les tonnerres oratoires d'Emmanuel Arago célébrant dans des repas intimes l'anniversaire du 24 février sous la présidence de M. Jules Grévy et récitant les *Châtiments* entre la poire et le fromage, portes closes? Ce qui nous intéressait, c'était la vie quotidienne, ses incidents, ses accidents. C'était le financier Mirès brutalement arrêté, et sur le procès duquel nous comptions pour jeter quelques éclaboussures à propos des tripotages des gens en place. Une autre fois, c'é-

tait Floquet plaidant en appel pour un ouvrier compromis dans une affaire ridicule de complot et commençant sa plaidoirie par ces mots : « L'étranger voit en France toutes les copies bâtardes des Constitutions étrangères, toutes, excepté celles qui tendraient à naturaliser les grandes et belles garanties de la liberté! » Et, comme le président, effaré par tant d'audace, invitait Floquet à se taire, l'avocat révélait en souriant au tribunal et au public que ce mouvement oratoire portait la signature de Louis-Napoléon Bonaparte et avait été extrait par lui d'un article publié dans le *Progrès du Pas-de-Calais* en 1843. Ça, c'était amusant, ainsi que les vers improvisés au concours général par un élève nommé Richard, indigné d'avoir à traiter comme sujet la mort du prince Jérôme. Le satire commençait par ces mots :

Vous ne comprenez pas qu'il eût été plus sage
De laisser reposer cet homme en son tombeau !

et finissait par ceux-ci :

Et s'il faut au vieux roi qui dort aux Invalides,
Vieux fou qu'hier encor sa maîtresse battait,
Quelques vers bien sentis, quelques hymnes splendides,
Nous en laissons la gloire à monsieur Belmontet.

Puis c'était la circulaire de Billault, ministre

de l'intérieur, entretenant les préfets par voie administrative des dangers du roman-feuilleton et terminant son petit morceau par la calembredaine suivante : « L'intelligence du peuple a droit à des aliments meilleurs. Il ne faut pas plus corrompre les cœurs que pervertir les esprits. »

Voilà les intermèdes qui nous tenaient en joie dans les entr'actes de la comédie politique jouée au Parlement, comédie que, dans la candeur de notre âme, nous prenions pour un drame et qui devait finir par la plus sanglante des tragédies.

Quand nous n'étions pas absorbés par le récit de ces anecdotes, nous trouvions dans la polémique quotidienne des aliments à notre curiosité. Les démocrates autoritaires et les libéraux, après avoir doucement tâté le fer, avaient fini par se ruer les uns contre les autres et se gourmaient avec fureur. D'un côté, le *Temps* et le *Courrier du Dimanche;* de l'autre, le *Siècle* et l'*Opinion nationale.*

Clément Duvernois, à cette heure, collaborateur de Nefftzer, faisait le coup de poing, détachant en passant quelques horions aux journaux officieux et notamment au *Pays*, dirigé alors par M. Grandguillot. Ce dernier, piqué au vif, en-

voya des témoins non pas à Clément Duvernois, auteur des articles qui le visaient, mais à Nefftzer. Le prétexte donné pour justifier ce déplacement de responsabilité est trop curieux, il marque d'un trait trop original les mœurs de ce temps, pour que nous ne le fassions pas connaître. M. Grandguillot déclarait que M. Clément Duvernois, ayant été condamné à la prison pour délits de presse en Algérie, n'était en résumé qu'un repris de justice avec lequel un galant homme ne pouvait pas croiser son épée. On peut penser le beau tapage qui se fit autour de cette jurisprudence singulière. Mais M. Grandguillot tint ferme, malgré la proposition de Duvernois qu'Hébrard et moi lui apportions. On ne se battit pas.

Cette solution négative plongea dans la douleur un camarade d'Hébrard, Toulousain comme lui, journaliste comme lui, mais aussi grand, aussi énorme, aussi pesant qu'Hébrard était petit, mince et agile.

Le gros Lomon était rédacteur au *Pays*. Plus fort que Porthos, ce mastodonte de lettres qui passait pour avoir, dans sa jeunesse, tué un tailleur d'un petit soufflet, était au demeurant le meilleur garçon du monde et d'un esprit très fin. Il avait du talent, mais il n'avait pas la croix,

qu'il désirait ardemment. Il avait espéré conquérir ses éperons de chevalier dans la mêlée engagée entre le *Temps* et le *Pays*, et la bataille finissait faute de combattants!

Un matin, Hébrard entendit les marches de son escalier craquer sous un poids insolite. Pensant qu'on déménageait un piano à queue, il ouvrit sa porte, par laquelle se glissa, en travers, précédé par son énorme ventre, Lomon souriant, affable et les mains tendues.

— Tiens, c'est toi?

— Oui; j'ai un service à te demander. Je voudrais me battre avec toi.

Hébrard eut le regard inquiet de David mesurant Goliath de l'œil.

— Te battre avec moi?

— Parfaitement. Nous avons fait des armes ensemble, autrefois, à Toulouse. Tu es plus habile à ce jeu que moi. Tu me blesseras certainement. En huit jours je serai guéri, et si le gouvernement n'est pas le dernier des pleutres, il récompensera son champion en me donnant la croix.

— J'entends bien, fit Hébrard qui parut réfléchir; j'entends bien. Mais, tu sais, mon vieux camarade, sur le terrain un malheur est bien vite

arrivé, un mauvais coup est bientôt donné. Si tu allais me tuer?

Lomon souffla.

— Je n'avais pas songé à cela, dit-il avec un bon sourire. Mais crois-tu que cet accident m'empêcherait d'être décoré?

— J'en suis certain, riposta Hébrard avec conviction.

— Alors n'en parlons plus, conclut tristement Lomon, et viens déjeuner, comme dans le temps, à Toulouse, quand nous étions jeunes et que nous ne savions pas marchander un service à un ami.

Il y avait tant de tristesse, tant d'espérances déçues dans la voix du bon Lomon, qu'Hébrard en fut à jamais frappé, et je suis certain que parfois il lui arrive de regretter de n'avoir pas donné à un vieux camarade la marque de bonne amitié que Lomon attendait de lui.

X

Maintenant je me trouve à Sainte-Marie-des-Champs, village de l'arrondissement d'Yvetot. Il tombe un déluge de neige fondue, et sur la route ravinée, dans les premières ombres du soir, je patauge en compagnie d'un vieux curé. A chaque minute, je m'attends à voir le prêtre enlevé par les rafales d'un furieux vent de nord-ouest. Maigre, sec et raide comme une carte à jouer, la soutane amincie par un long usage, collée toute trempée sur son échine de hareng-saur, sa pauvre tête d'oiseau à jeun ballottant dans un vieux chapeau à larges bords, des pieds immenses emmanchés au bout de deux os, l'homme de Dieu marche droit devant lui.

Depuis le lever du jour où je l'ai pris dans la

salle basse d'un logis sans meubles et sans feu, nous parcourons la campagne, entrant dans chaque maison, interrogeant les habitants et mettant dans les mains d'une marmaille à moitié nue quelques pièces de cuivre. J'ai essayé d'extraire de cette apparence d'homme une phrase traduisant une idée générale, un jugement quelconque sur les misères dont nous sommes les témoins ou sur les misérables qui les endurent. Mon pauvre vieux curé se défie de moi. Je lui ai dit que j'étais journaliste et rédacteur du *Temps*, envoyé en Normandie pour étudier les effets du chômage causé par la crise cotonnière. J'ai affirmé que le but de Nefftzer était de provoquer un grand mouvement de charité publique par le récit sincère et circonstancié des fatalités si cruelles de l'industrie. Je lui ai montré les listes de souscription ouvertes à Paris en faveur des victimes indirectes de la guerre civile entre le Nord et le Sud des États-Unis. Je n'ai point fait le malin et je me suis gardé de toute allure voltairienne. J'ai perdu mon temps. L'homme de Dieu, qui a sans doute rongé sa dernière croûte, car il a tout donné, puis tout vendu pour donner encore, s'est levé; il m'a servi de guide, sans fatigue apparente, sans se plaindre, sans découragement

et aussi sans émotion. Sa charité est froide et jaune comme un vieil ivoire. Quand il me quittera tout à l'heure, à la nuit pleine, il rentrera dans sa cure et, tout trempé, sans souper, il se jettera sur le grabat dont il a enlevé depuis longtemps les minces couvertures.

C'est à ma collaboration avec ce curé que je dois mon premier succès de presse. Nefftzer, qui suivait avec une bienveillante curiosité mes articles publiés par les journaux de province, m'offrit une place au *Temps* et me chargea d'aller à Rouen étudier les effets et les causes de la crise cotonnière. C'était la première fois, entre parenthèses, qu'apparaissait dans un journal français l'industrie toute moderne du grand reportage.

Courbé sous la responsabilité de ma mission, très fier d'avoir été jugé digne de la remplir, je me multipliai. En trois jours, j'avais vu à Rouen les autorités et les principaux chefs de la grande industrie ; je savais tout ce qu'on peut savoir sur les stocks de coton, sur le nombre des broches des usines, sur les pertes subies par le commerce, sur les sacrifices que s'imposaient les industriels. Mais quelque chose me disait que ces froides statistiques ne pouvaient émouvoir le public et lui faire vider sa bourse ; je sentais qu'il fallait

à tout prix trouver autre chose. La description de ces manufactures de briques, l'énumération de ces broches de fer n'étaient pas des documents humains.

J'imaginai alors de partir pour un des villages les plus éprouvés par la crise, d'obtenir du curé qu'il me servît de guide, m'aidât à connaître la vérité, à mener à bien ma petite enquête, conduite en dehors de toute intervention administrative. Ce travail très personnel, très simple, mais tout à fait nouveau au moment où je le fis paraître, produisit une grande impression. Tous les journaux de France le reproduisirent ou le commentèrent, et, violemment sollicitée, non par mes phrases, mais par les faits que j'exposais simplement, la charité publique ne marchanda plus ses secours.

Personne ne se doutait, en effet, que la misère fût si grande dans nos agglomérations ouvrières et que des créatures humaines pussent subir de pareilles douleurs. Je me souviens, entre autres, d'une famille Benony, composée du père, de la mère, de cinq garçons et de deux filles. L'aînée avait quinze ans et bobinait. Les salaires de ces neufs personnes n'atteignaient pas, depuis plusieurs mois, la somme de neuf francs par semaine

et un pain de 12 livres coûtait 1 fr. 40 centimes ! C'était poignant. J'avais vu dans la campagne des bandes d'enfants aller mendier au loin, à la porte des fermes, un peu de soupe ou quelques pommes de terre. Pour tout chauffage, des feuilles mortes détrempées par la pluie et fumant sans flammes dans l'âtre glacé. Pour lits, des tas de paille pourrie ou deux planches assemblées.

Cette échappée sur les sombres abîmes de la question sociale causa un douloureux frisson dans le monde impérial. Tandis que les politiciens passaient outre et dédaignaient de s'attarder devant ces spectacles attristants, le socialiste à courte vue qui sommeillait dans le cerveau de Napoléon III se réveilla, et le vieil élève de Louis Blanc, l'utopiste de la prison de Ham, unit ses efforts à ceux des journaux libéraux ou démocratiques pour aider à la constitution du part ouvrier.

A Lyon, dès 1860, M. Arlès-Dufour avait recueilli des subsides pour envoyer à Londres, à l'Exposition de 1862, des ouvriers en soie misi ainsi à même d'étudier les progrès de cette industrie spéciale. L'organe du prince Napoléon, l'*Opinion nationale* et le *Temps* réclamèrent impérieusement l'ouverture d'une souscription nationale

pour payer aux délégués des grands centres manufacturiers leurs frais de voyage en Angleterre. L'empereur exigea de la commission impériale des douceurs supplémentaires, et bientôt, blancs comme neige, frisés comme de jolis moutons, le cœur rempli de la solidarité la plus touchante et de la fraternité la plus sublime, ayant aux pattes les faveurs roses de l'administration, on vit partir les Éliacins du socialisme patient et modéré.

C'est peut-être un effet du climat de la perfide Albion. Nous avions envoyé des agneaux à Londres ; on nous retourna de petits tigres infatués, la tête farcie d'aphorismes absurdes, d'axiomes grotesques, ne se comprenant pas entre eux et furieux de n'être pas compris.

En 1864, l'Association internationale des travailleurs préluda, dans ses premiers congrès, à l'embrassade des peuples, à l'écrasement des bourgeois, avec l'argent recueilli par les bourgeois du *Temps*, les démocrates de l'*Opinion nationale* et les chambellans de l'empereur.

Il faut toujours admirer les voies mystérieuses de la Providence.

XI

Ce n'est pas seulement en se mettant à table que l'appétit vient aux gens doués d'un bon estomac, c'est aussi en regardant manger les autres.

Les succès de Picard, Ollivier et Jules Favre, la popularité dont ils jouissaient, avaient mis l'eau à la bouche de tout ce qui portait une robe et un bonnet d'avocat. Les dix-huit places attribuées au public dans la tribune du Corps législatif étaient devenues, en fait, la propriété d'un petit groupe d'orateurs en herbe. Chaque jour, ce bataillon scolaire faisait des exercices sous l'œil étonné des huissiers. Ces jeunes volontaires de l'armée libérale ou révolutionnaire s'entraînaient en grossissant de leurs murmures, de leurs protestations. les protestations et les murmures dont les *Cinq* et

les quelques opposants cléricaux émaillaient les discours et les répliques des orateurs du gouvernement. Le règlement de la Chambre n'avait pas de mystère pour eux. Ils blâmaient ou approuvaient, assez haut pour être entendus, assez discrètement pour que M. le duc de Morny ne pût se fâcher et, se sentant surveillé, n'osât pas se montrer trop dédaigneux des règles qu'il devait faire observer en qualité de président. Ils marchaient à la bataille avec la conviction d'hommes qui se sentent dans la giberne le couteau à papier du député. Ils marquaient tous les jours de l'œil la place qu'ils occuperaient quand le suffrage universel leur donnerait un mandat de représentant.

Un jour, Charles Floquet, très digne, s'endormit. De sa place, un député lisait, en nasillant dans son pupitre, un discours d'affaires. Un air chaud et humide remplissait la salle. Tout le monde sommeillait, et le duc de Morny, distrait, lorgnait les assistants. Tout à coup, une voix sourde dit ces mots : « Citoyen président, je demande la parole. » Les coups de revolver qu'il est d'usage aujourd'hui de tirer dans le Parlement quand on veut se faire remarquer, n'auraient pas produit, à cette époque, plus d'effarement que cette simple apostrophe. En un instant,

les députés furent debout. Les huissiers se précipitèrent ; M. de Morny fouilla la salle pour chercher l'homme qui venait en un seul mot d'évoquer les souvenirs de la Révolution. C'était Floquet, rêvant tout haut qu'il était député et qu'il ennuyait Morny en l'appelant « citoyen ».

Tous faisaient le même rêve, éveillés. Au premier rang, la tête appuyée dans ses deux bras croisés, la barbe embroussaillée, le dos rond, dédaigneux des vains ornements de la toilette, un jeune homme maigre, au gros nez, morigénait rudement et gaiement les orateurs et les spectateurs. C'était Gambetta, très attentif, faisant à voix basse des observations méridionales à ses voisins, et commençant à conquérir une certaine autorité sur ses camarades du Palais, de tribune et de café.

Si quelque révolutionnaire venu du quartier des Écoles blâmait l'attitude constitutionnelle des *Cinq*, Jules Ferry et Gambetta lui rappelaient que les « ramollis » seuls avaient qualité pour ne point comprendre l'excellence de la « posture » gardée par Émile Ollivier et Picard.

On couchait sur ses positions. Une fois, une centaine d'étudiants, conduits par un long jeune homme jaune, M. Vermorel, s'étaient rendus à la

Chambre pour demander à M. de Morny des places dans la tribune publique. La jeune garde avait vu d'un très mauvais œil cette tentative d'escalade sur un terrain qu'elle considérait comme sa propriété; pour un peu, elle eût aidé les zouaves à dissiper ce rassemblement. MM. Germain Casse, Gustave Isambert, Lafont et de Villeneuve, conducteurs de l'*Estudiantina* parisienne, avaient été sévèrement jugés, malgré l'intervention conciliante d'Ernest Picard.

En sortant de la Chambre, toute cette jeunesse reprenait séance dans ses cafés, et allait réciter aux amis moins favorisés les discours prononcés dans la journée. « A la place d'Ollivier, je lui aurais cloué le bec, » criait l'un. « Le petit Darimon nous assomme avec son ami Proudhon, » remarquait l'autre. « En voilà assez des rouges de 48, » affirmait un irrespectueux. Et tous étaient d'accord sur ce point, qu'aux prochaines élections il fallait qu'une large part fût faite aux jeunes. « Un grand parti, déclarait Jules Ferry, qui rédigeait déjà sa première profession de foi, un grand parti ne doit-il pas, à côté des illustrations du passé, préparer les combattants de l'avenir? »

Les « illustrations du passé », qu'on appelait

dans l'intimité les vieilles barbes, les vieux bonzes et même les vieilles bêtes, s'organisaient, de leur côté, pour la lutte prochaine. Désormais convaincus du réveil de l'opinion publique, certains qu'on pouvait donner l'assaut aux urnes avec quelque chance de succès, ils avaient, pour la plupart, remisé leurs scrupules de 1857 et, minaudant un peu, admis la possibilité de se dévouer et de faire à la chose publique le sacrifice de leur pudeur. Ils comprenaient désormais le serment. Ils allaient même jusqu'à causer dans les coins avec des hommes tels que MM. Thiers, le duc et le prince de Broglie, Berryer et le général Changarnier. Bien que Jules Simon déclarât, en se voilant la face, qu'il partageait, sur cette question du serment, l'opinion de son vieil ami le colonel Charras, c'est lui qui avait su décider Carnot et Jules Bastide à s'aboucher avec les légitimistes et les orléanistes, et à poser les premières bases de l'Union libérale, conclue contre l'empire.

Dans les journaux, l'agitation n'était pas moins vive. Les directeurs et des écrivains, chaque jour sur la brèche, artisans de toute notoriété récente ou ancienne, et plus exposés que quiconque à empocher des coups dans la mêlée électorale, es-

timaient que MM. les avocats, jeunes ou vieux, en prenaient trop à leur aise et se taillaient de trop gros morceaux dans la galette pétrie par les soins des journalistes, et dans laquelle tant d'apprentis orateurs s'étaient bornés à cracher quelques méchants discours. M. Havin voulait faire « plébisciter » la politique du *Siècle* en prenant la place d'Ernest Picard. M. Guéroult n'admettait pas qu'une liste fût bonne si son nom n'y figurait pas. Le *Journal des Débats* et le *Courrier du dimanche* réclamaient pour leur brillant collaborateur, M. Prevost-Paradol, la place revendiquée par M. Guéroult. Émile de Girardin, rentré à la *Presse* avec Darimon et Jules Ferry, circonscrivait ses efforts dans la réélection des *Cinq*.

Toutes les convoitises, tous les appétits, toutes les rancunes se heurtaient pour la première fois sous mes yeux, et je finissais par pressentir l'influence irrésistible que l'intérêt personnel exerce sur les convictions. Je n'avais pas idée, deux ans plus tôt, de cette cuisine politique, dans laquelle j'ambitionnais si ardemment d'être admis comme marmiton. Dans ma ferveur, tous les députés m'apparaissaient sous des aspects de grands prêtres, pontifiant avec une auréole autour du crâne, et ne touchant aux victimes que pour en offrir les

prémices à la déesse de la Liberté. Maintenant, j'étais bien obligé de reconnaître qu'ils s'en réservaient les côtelettes et s'en disputaient les gigots avec âpreté, laissant à l'objet de leur culte les tripes et les abats. Et, quand je les regardais, tout barbouillés de sauce, je devenais triste.

En constatant que les politiciens d'aujourd'hui sont en progrès, qu'ils absorbent tout, et les côtelettes, et les gigots, et les tripes, et les abats, et la liberté elle-même, « le thé et la théière avec », je reconnais combien j'étais injuste pour mes contemporains.

C'était, au demeurant, une génération d'appétit modeste et ayant encore des convictions entre ses repas.

XII

A partir du mois de janvier 1863, les comités électoraux se constituèrent et firent des petits. Quiconque avait un appartement donnait à parler. Hérold, fils de l'auteur du *Pré aux Clercs* et auteur lui-même de la phrase célèbre : « Le Conseil municipal de Paris, je le respecte, je le vénère, je l'aime », réunissait dans son salon les ardents de tout âge et de tout poil. Chez Emmanuel Durand, très jeune étudiant huché rue Saint-André-des-Arts, les irréguliers se donnaient rendez-vous et mandaient à leur barre de graves personnages blanchis sous le harnais, qui ne dédaignaient pas de venir solliciter les suffrages de tant de mentons imberbes. Chez Carnot, on était moins bruyant, plus digne. Le mobilier, assez somptueux, im-

pressionnait sans doute les orateurs. Il y avait des housses sur les motions faites à voix posée. On cirait ses arguments. On époussetait respectueusement ses phrases.

Une seule fois les vieilles tentures eurent à rougir. Gambetta, un peu animé, avait soutenu avec une verve étonnante la nécessité de réélire les *Cinq* sans discussion, sans examen préalable. C'était, pour lui, un acte de foi qui s'imposait. Tel, plus tard, on le vit décrétant contre les tentatives réactionnaires la réélection en masse des 363 députés ayant fait acte d'adhésion à la république, tel il était chez Carnot, cherchant au fond de sa poitrine sonore des arguments irrésistibles en faveur de sa thèse. S'écoutant parler, s'appliquant à le faire avec autorité, constatant d'un œil sagace l'effet que produisait sur l'auditoire sa forte parole pimentée de l'accent méridional le plus énergique, il se croyait certain du succès, quand une voix non moins méridionale que la sienne l'interrompit avec le bruit cristallin d'un verre qui se brise. Cette voix sortait de la bouche d'Adrien Hébrard, presque dissimulé derrière un large fauteuil. Gambetta s'arrêta, secoua sa crinière comme un jeune lion surpris de se voir attaqué. Déjà Hébrard fouillait de son

éloquence fine et souple comme l'épée d'un cadet de Gascogne les arguments un peu gros de son adversaire. Devinant, avec sa précoce expérience, les pensées secrètes de l'assemblée, il voulait qu'on examinât avec bienveillance, mais enfin qu'on examinât une à une toutes les candidatures. Peut-être se trouvait-il parmi les *Cinq* un nom qui pouvait être sacrifié et remplacé par un plus éclatant?

En entrevoyant une place à prendre, tous ceux qui rêvaient d'une candidature prêtèrent au discours d'Hébrard une attention soutenue. Gambetta dut rugir pour enlever le vote en faveur des *Cinq*, et encore n'obtint-il que deux voix de majorité.

A la sortie, Gambetta courut après Hébrard, lui tendit la main et, sans préambule, fraternisant du premier coup, sautant d'un élan spontané dans l'intimité de son adversaire :

— Tu as joliment du talent, fit-il : tu dois être du Midi. Viens prendre un bock.

XIII

Le centre de l'action électorale était chez Dréo, avocat et gendre du bon Garnier-Pagès. Ces deux silhouettes très animées, très agitées, se donnaient un mal énorme. Garnier-Pagès venait de parcourir la France, portant la bonne parole, annonçant les temps nouveaux. Dans sa longue lévite noire, sa tête de séminariste égrillard et étonné émergeant d'un faux col immense, il apparaissait comme un vieux parapluie à manche sculpté, agitant ses baleines. Ses succès oratoires dans une centaine de conférences tenues à huis clos dans différents chefs-lieux de canton l'avaient complètement grisé. Il entretenait une correspondance active avec les républicains départementaux et faisait volontiers étalage des lettres

qui lui étaient adressées de province et même de l'étranger. Sa marotte consistait à se croire le fondé de pouvoirs du peuple français et des peuples voisins. « N'est-ce pas, Dréo, que je suis autorisé à parler au nom du Vaucluse ? — Assurément, cher ami », répliquait doucement le gendre respectueux. « Dréo, montre donc à ces messieurs l'Adresse qui nous est arrivée ce matin de Carcassonne. » — Et Dréo apportait une liasse de papiers au milieu de laquelle il cherchait les adhésions des habitants de Carcassonne. Entre temps, il collait des timbres-poste sur les réponses de son beau-père.

Le bon Garnier-Pagès, ancien membre du Gouvernement provisoire de 1848, ex-ministre des finances, avait eu une idée. Sous le prétexte de rédiger un manuel électoral, guide du parfait citoyen, il avait su grouper autour de lui une vraie cohorte de jeunes avocats avides de renommée et convaincus que la politique est le plus court chemin de la médiocrité à la fortune. Peu occupés au Palais, tous ces petits Cicérons allaient, venaient, réconfortant les timides, contenant les exagérés et faisant, en résumé, une utile besogne.

Véritable pépinière d'administrateurs et de politiciens, le salon de la rue Saint-Roch, tout

rempli de Garnier-Pagès et de Dréo, a vu pousser et grandir presque tous les hommes en place du temps présent. Ces baliveaux sont devenus, pour la plupart, des chênes altiers. Là, Colfavru, qui fut juge de paix, puis député, récita ses premières brochures sur la réforme de la magistrature. Là, Spuller entrevit comme dans un rêve le poste de sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères en causant avec Hérold, marqué par le destin pour la place de préfet de la Seine. Léon Renault, préfet de police, sous le principat de M. Thiers, et le pauvre Gustave Chaudey, fusillé par la Commune, Floquet, président actuel de la Chambre, et Clamageran, qui fut ministre des finances pendant trois jours, échangaient dans ce salon leurs idées avec le court Puthod, un instant préfet, et Ernest Hamel, condamné par le sort à n'être jamais que conseiller municipal de Paris. Hérisson, en qualité de futur ministre du commerce, supputait de l'œil la valeur des meubles de son hôte et lui demandait curieusement le prix de ses faux cols légendaires. Maillard, ancien secrétaire de Ledru-Rollin, présentement député, agaçait déjà Gambetta, bien supérieur à tous ces futurs hauts barons de la république. Jules Ferry, alors, souriait à tous et écoutait

poliment ses contradicteurs : il n'avait pas encore été président du conseil. Tous ces avocats devinrent célèbres et fonctionnaires, les uns pour avoir rédigé un méchant petit bouquin de cent pages, le *Manuel électoral*, les autres pour avoir adhéré aux doctrines juridiques exposées dans cette brochure.

Il y a des heures où la gloire est bonne fille et ne fait pas payer cher ses faveurs.

XIV

Tout s'arrange dans le monde, tout se tasse, même les candidatures. Les différents comités avaient fini par se mettre d'accord, par subir ou imposer certaines personnalités, quand surgit, dans le débat apaisé, la personnalité de M. Thiers.

L'illustre homme d'État, à peine âgé de soixante-six ans, sollicité par ses amis et très désireux de reprendre dans les affaires publiques la place qui lui était due, laissa dire qu'il n'était pas éloigné de se présenter devant les électeurs.

Cette nouvelle, colportée en un clin d'œil dans tous les comités, produisit l'effet d'une pierre jetée inopinément dans une grenouillère.

Dans les rangs de la démocratie formaliste, le premier mouvement fut mauvais. On s'indi-

gna à la pensée que « l'assassin de la rue Transnonain », l'homme qui avait mutilé la souveraineté nationale par la loi du 31 mai, osât faire appel au suffrage universel. On avait tout de suite compris, d'autre part, que M. Thiers à la Chambre, c'était l'effacement des Importances et des sous-Importances, et cette vue, très juste, n'était pas de nature à conquérir à l'ancien ministre de Louis-Philippe les sympathies des candidats.

Cependant on se résigna assez vite quand il fut démontré que le gouvernement impérial considérait comme une injure personnelle l'élection éventuelle de M. Thiers. M. Laboulaye, désigné pour représenter la démocratie libérale de la 2me circonscription, se retira devant l'historien national, et, les insolentes circulaires de M. le comte de Persigny et de M. Haussmann aidant, le succès de M. Thiers devint la grosse et, pour ainsi dire, l'unique préoccupation publique.

Tout le monde y mit du sien. Je vois encore les trois délégués du comité démocratique de la Butte des Moulins sortant triomphalement de l'hôtel de la place Saint-Georges et racontant aux camarades leur entrevue avec M. Thiers.

Le plus ancien des trois délégués était un joyeux créole, moitié avocat, moitié journaliste,

très ardent, grand faiseur de motions dans les comités. Il s'appelait Guérin. J'ai retenu son nom car c'est le seul avocat qui ait refusé une place sous la République.

En entrant, Spuller, second délégué, avait recommandé la plus grande modération à son ami Guérin, chargé de parler à M. Thiers au nom du comité. Déjà diplomate, Spuller redoutait les emportements démocratiques et les éclats de voix de son compagnon. Guérin fut très sage, comme on pourra en juger par le petit procès-verbal suivant, transcrit, séance tenante, sous la dictée d'une des personnes présentes.

A huit heures du matin, MM. Guérin, Spuller et Lannes se présentèrent au domicile de M. Thiers. Ils furent introduits aussitôt auprès du grand historien, assisté par M. Andral et M. Lambert de Sainte-Croix.

M. Guérin dit à M. Thiers que, placés aux deux pôles de la politique, ils étaient venus à lui au nom des électeurs de la deuxième circonscription pour rechercher, non ce qui les divisait, mais ce qui les unissait.

— Mais serez-vous, comme l'a dit M. de Persigny, l'ennemi de l'empereur et de l'empire? demanda Guérin.

A cette interrogation si nette M. Thiers répliqua textuellement :

— J'aime les questions bien posées. A ce titre, celle-ci me convient beaucoup. Je vais y répondre avec une grande franchise. Oui, je serai au Corps législatif l'ennemi de l'empire et de l'empereur. Mais je ne voudrais à aucun prix devoir mon élection à un malentendu. Je serai l'ennemi de l'empereur et de l'empire; mais... (*Vive anxiété de la part des interlocuteurs de M. Thiers, qui continue :*) mais dans la mesure tracée par la Constitution.

M. GUÉRIN, *très digne et de plus en plus pénétré de la gravité de son mandat.* — A merveille. Nous ne pouvons vous demander autre chose, car nous aussi nous nous plaçons sur le terrain constitutionnel. Mais prenez-vous l'engagement d'employer votre grand talent d'orateur, vos connaissances d'homme d'État, à faire élargir le cercle trop étroit des libertés constitutionnelles? A mesure que ce cercle s'élargira, irez-vous, dans vos attaques, jusqu'aux dernières limites?

M. THIERS. — Je vous le promets.

M. GUÉRIN, *avec solennité.* — Vous pouvez compter sur le concours du comité démocratique de la Butte des Moulins.

On se serra la main, et, dans l'escalier, Spuller, s'essuyant le front, félicita Guérin de la modération de son langage.

Quelques jours plus tard, la liste de l'opposition passait tout entière à Paris. M. Thiers était élu et allait justifier la prophétie de M. le baron de Heeckeren s'écriant au lendemain des fameux décrets du 24 novembre : « L'empereur est fou. Il veut se battre à coups de langue avec M. Thiers; son affaire est faite. Il n'en a pas pour cinq ans. »

XV

Tout compte fait, le résultat des élections une fois connu, le public et le gouvernement apprirent avec une surprise égale que le Corps législatif comptait désormais trente-cinq députés indépendants. Il est vrai que, parmi ces indépendances, quelques-unes n'étaient guère que des ingratitudes tournées à la rancune. Mais, à la guerre, il ne faut pas se montrer trop délicat. Pour un coup de main, on ne regarde pas si ses alliés ont les ongles faits. D'où qu'ils vinssent, du reste, ces transfuges de l'empire autoritaire et de la candidature officielle furent accueillis à bras ouverts par l'opposition. On leur fit fête; on les convia au banquet de la vie parlementaire avec d'autant plus de cordialité que nul,

parmi les nouveaux venus, n'avait assez de talent pour disputer aux anciens le veau froid de la popularité.

Quant à M. Thiers, sorti de l'urne comme un farfadet, les mains pleines de mauvais sorts, il signifiait à tout venant sa volonté de les jeter, sans compter, sur l'empire et ses amis. Il avait été exaspéré par les grossièretés de la presse officieuse pendant la période électorale, et il ne pouvait pas pardonner à M. le comte de Persigny et à M. Haussmann l'inconvenance de leurs anathèmes. Il revenait sans cesse sur ce sujet, déclarant qu'un homme tel que lui ne devait pas être traité avec ce sans façon, qu'il n'avait rien fait ni rien dit qui justifiât, de la part des amis personnels de l'empereur, « l'indécence de leurs accusations ».

Et, de fait, M. Thiers avait le droit d'être surpris et froissé. Quelques années plus tôt, M. de Maupas, dans le salon de lady Holland, avait essayé, non sans un petit commencement de succès, de rapprocher M. Thiers de l'empereur. Empressé, déférent, les joues pleines de secrets et de discrétion, il s'était présenté à M. Thiers comme un confident de Napoléon III, confident de derrière les fagots, connaissant les pensées de

derrière la tête. A l'empereur, au contraire, il avait essayé de faire croire que M. Thiers avait une grande confiance en lui, Maupas, l'exécuteur des œuvres du Deux-Décembre. Peut-être ces trois personnes se trompaient-elles réciproquement; peut-être feignaient-elles de se tromper; peut-être, enfin, se trompaient-elles elles-mêmes, et de bonne foi. En tout cas, il y avait eu alors, par intermédiaires, des échanges de vues qui ne permettaient pas à l'élu de la deuxième circonscription de Paris de prévoir les injures dont l'accablaient aujourd'hui les amis de Napoléon III.

L'orgueil n'exclut pas la vanité, et personne plus vivement que M. Thiers ne ressentait les blessures de l'amour-propre. Malgré sa prétention d'être « un vieux parapluie » sur lequel il pleuvait impunément depuis quarante ans, le futur libérateur du territoire n'admettait pas volontiers les plaisanteries de mauvais goût, et les gaietés de M. le comte de Persigny étaient, il faut le reconnaître, d'un goût détestable.

Les jeunes chambellans de cette majesté du talent, les Ferdinand Duval, les Lambert Sainte-Croix, les Delprat, tous ennemis irréconciliables de l'empire, ne négligeaient rien, du reste, pour exaspérer les ressentiments du souverain de la

place Saint-Georges. On lui rapportait pieusement tous les méchants propos tenus sur son compte, dans la cour d'en face, aux Tuileries, par les courtisans de Napoléon III. De source certaine on avait appris, disait-on, que l'empereur, profondément irrité, songeait à revenir sur les petites concessions faites le 24 novembre. On racontait qu'à Compiègne, Émile de Girardin, essayant de tirer des conséquences libérales des élections de mai, avait été rudement rabroué par l'empereur, qui avait dit : « Jamais, » et par l'impératrice, l'engageant assez brutalement à lire les brochures de M. E. Pelletan, considéré en haut lieu comme un ennemi farouche.

D'autres, également bien informés, racontaient à M. Thiers la dernière grande querelle de M. de Persigny. Ils donnaient des détails précis. Le ministre de l'intérieur, soutenu par M. Boittelle, préfet de police, avait déclaré que, si le Corps législatif nouvellement élu ne marchait pas droit, on le briserait. A quoi M. Drouyn de l'Huys et M. Mocquart, hors des gonds, avaient répliqué qu'on ne parlait pas politique avec un « fou furieux ».

En réalité, dans ces reportages mondains, la part de la vérité était assez grande. L'empereur,

hésitant, blessé au fond du cœur par la poussée un peu brutale du suffrage universel, accusant presque le peuple de le méconnaître et de trahir sa propre cause en lui faisant échec, oscillait, incertain, entre les conseils intéressés que ne lui marchandaient ni ceux qui avaient les places, ni ceux qui voulaient en avoir. Il lui était pénible d'être considéré comme un tyran. Il lui était plus désagréable d'être pris pour un monarque débonnaire. Il voulait, ne voulait plus, reprenait le lendemain la corde lâchée la veille, traduisant par des actes déplorables les meilleures intentions du monde et en réalité ne comprenant rien lui-même au régime extravagant, fait de démocratie et de dictature, d'hérédité monarchique et de suffrage universel, qu'il avait inauguré en décembre 1851.

Il assistait, avec une attention plus apparente que réelle aux luttes d'influence dont ses meilleurs serviteurs lui donnaient chaque jour le spectacle et il oubliait le plus souvent, en étudiant la *Vie de Jules César* avec des professeurs, combien la décision est indispensable à tout pouvoir unique et sans contrôle.

Il est superflu d'affirmer que l'écho de ces querelles de harem et le bruit des tempêtes sous un

crâne impérial ne nous parvenaient, à nous autres, modestes tâcherons de la démolition, que singulièrement altérés et grossis. Au demeurant, tout cela nous était parfaitement égal, et nous avions peine à croire aux velléités libérales de M. de Morny, déjà en coquetterie avec Émile Ollivier. Fidèles aux habitudes éternelles de toutes les oppositions, nous avions profité du petit succès remporté par les électeurs pour nous disputer entre nous. Les querelles entre libéraux et démocrates autoritaires devenaient chaque jour plus violentes. Les radicaux et les révolutionnaires y prenaient part pour injurier les autoritaires et les libéraux. Un comité abstentionniste, présidé par M. Gustave Chaudey et inspiré par Proudhon, avait publié une déclaration dans laquelle on affirmait que les plus grands ennemis de la liberté étaient les « pseudo-démocrates du Corps législatif et des journaux, depuis Jules Favre jusqu'à Darimon, depuis Girardin jusqu'à Havin ».

Si la police avait été bien faite et si l'empereur avait su exactement combien était divisée la petite armée d'opposants qui semblait vouloir lui donner assaut, s'il avait connu les jalouses défiances excitées par Ollivier, la colère d'Ernest Picard contre Darimon et Jules Simon, le parti pris de

Jules Simon contre Ernest Picard et Ollivier, la hautaine indifférence de Jules Favre, le peu de cohésion de toutes ces hostilités orléanistes ou républicaines, l'empereur, dis-je, mieux instruit, ne se se fût point mis martel en tête et il eût pu tout à son aise faire de l'histoire romaine comme Louis XVI faisait des serrures.

Déjà l'opinion publique, étonnée de son propre effort et aussi un peu effrayée par les roulements de quelques tonnerres de carton mis en mouvement pendant la période électorale, semblait se désintéresser de la polémique des journaux. On parcourait d'un œil indifférent les articles de Prevost-Paradol, d'Alfred Assollant, de Weiss, de Duvernois, de Nefftzer, discutant les vertus de M. Havin et les mérites de M. Guéroult. La bourgeoisie, sans guides, regardant de travers les revenants de 1848, pour lesquels cependant elle avait voté, faisait mine de rentrer chez elle. La petite marée libérale du 1er juin, après avoir mouillé es semelles de l'empereur, paraissait avoir épuisé son effort, et ses petits flots expiraient, en mousse, dans les chopes des cafés où se réunissaient les avocats et les journalistes.

La montagne menaçait d'accoucher d'un rat mort.

J'ai encore aujourd'hui le sentiment profond que, sans M. Thiers, la France eût repris, à cette époque, son sommeil de douze ans, interrompu à peine un instant. Les aspirations d'une jeunesse peu nombreuse, les enthousiasmes de quelques centaines d'avocats ou d'écrivains eussent été impuissants à triompher de la torpeur du peuple et de la défiance instinctive des bourgeois. Mais quand, dans un langage magnifique, d'une précision impitoyable, d'une clarté sans pareille, un homme considérable, l'ancien ministre d'une monarchie, ancien chef de gouvernement, rude aux démagogues, au-dessus de tout soupçon de connivence avec les révolutionnaires, se dressa devant l'empereur et réclama impérieusement au nom de la France la restitution des « libertés nécessaires », il y eut positivement un frémissement dans le pays. Tout le monde comprit. L'opposition avait désormais un but limité, précis.

Ce but ne pouvait effrayer personne, puisque c'était M. Thiers, un conservateur, qui conviait le pays à l'atteindre. Est-ce que l'auteur des lois de septembre pouvait réclamer pour la presse une liberté déraisonnable? Est-ce que, de bonne foi, il était possible d'accuser l'auteur principal de la loi du 31 mai devouloir soumettre l'action

du pouvoir à l'impulsion inconsciente de la multitude? Allons donc! M. Thiers avait raison. Il était l'interprète fidèle de la pensée des bons citoyens. Il n'avait pas menacé l'empereur; il l'avait averti. Représentant des « anciens partis », comme l'avait qualifié sottement M. le comte de Persigny, il n'était pas revenu au Corps législatif pour introduire en France une autre forme de gouvernement ou une autre dynastie : il voulait seulement que le pouvoir donnât satisfaction aux vœux du pays, et il prévenait loyalement que, si on lui refusait ces satisfactions, le pays les exigerait.

L'empereur confia « sa langue » à M. Rouher pour engager avec M. Thiers le fameux duel si fort redouté par le baron de Heeckeren. L'avocat de la couronne fut apprécié, même par les auditeurs difficiles et injustes de la tribune publique. Nous prîmes avec soin sa mesure, jugeant qu'on n'aurait pas facilement raison de ce bloc de grès auvergnat. On avait, en effet, devant soi un homme résolu à garder le pouvoir, indifférent seulement sur le choix des moyens propres à assurer ce résultat.

On m'a raconté plus tard qu'au moment de monter à la tribune, échangeant quelques mots

avec ses collègues préoccupés des difficultés de la situation, très émus de cette rencontre oratoire avec un adversaire tel que M. Thiers, M. Rouher leur avait dit en riant : « Connaissez-vous le plus grand philosophe de tous les temps ? Non ? Eh bien, c'est un Chinois; il s'appelle Je-M'en-Fou. »

XVI

Je ne voudrais pas tromper mes petits-neveux en essayant de leur faire croire que la France tout entière, hypnotisée, s'absorba, de 1863 à 1866, dans la contemplation exclusive des orateurs de l'opposition. Il y a temps pour tout. Après avoir admiré, comme il convenait, les superbes harangues de M. Thiers, on se remit au travail. Trente-six millions de Français continuèrent à piocher la terre, s'efforçant de boire à leur soif, de manger à leur faim, et obéissant avec plaisir aux lois naturelles qui poussent les hommes dans les bras des femmes. L' « élite de la nation » se reprit de son côté à gémir, à l'heure de l'absinthe, sur l'asservissement des foules à leurs grossiers instincts, tout en cherchant le moyen de satisfaire ses propres appétits.

Quant à moi, après avoir pendant de longues semaines raconté aux lecteurs du *Temps* les péripéties de l'insurrection polonaise, les cruautés de Mouravief, les traits d'héroïsme de Langiewicz et de Mierolawski, j'avais été chargé de noter, dans une chronique de chaque jour, les petits faits de la vie parisienne. Cette besogne, si modeste qu'elle fût, n'était pas sans présenter quelques difficultés. D'abord, il m'était interdit de parler politique, sujet réservé aux rédacteurs des premiers-Paris. Puis, si je poussais une pointe dans les coulisses des théâtres, Louis Ulbach apparaissait, se plaignant à Nefftzer de cette incursion sur sa chasse gardée. Le rédacteur des procès veillait aux barrières du Palais de justice et m'en interdisait l'entrée. Impossible, d'autre part, de combler par des mots spirituels le vide de ces chroniques dépourvues de faits : le *Temps* s'était interdit la gaieté. Ma chronique n'était en réalité qu'une *poubelle* littéraire où je jetais les rognures dont personne ne pouvait ou ne voulait faire usage. J'en étais arrivé à considérer comme un bienfaiteur l'éditeur des *Misérables*, A. Lacroix, arrivant dans mon bureau les poches pleines de réclames de librairie et m'en demandant l'insertion.

Les chiens enragés étaient la propriété du secrétaire de la rédaction : je ne pouvais mettre en fourrière que les caniches teints, importés en France par les élégantes Viennoises. *Rigolo*, un mulet indompté dont les ruades surprenantes attirèrent tout Paris au Cirque-d'Hiver, me fournit un picotin qui n'était pas sans saveur. J'imaginai de le donner discrètement en exemple au peuple français. Mais, un beau jour, mon âne de mulet se laissa enfourcher par un rustre. Sans M. Duruy, ministre de l'instruction publique, je serais mort d'inanition.

Précédé d'une réputation de libéralisme, le nouveau grand maître de l'Université avait accueilli favorablement, à son arrivée au pouvoir, les demandes d'autorisation indispensables pour faire une conférence publique.

Dans la salle du Grand-Orient, rue Cadet, des orateurs en général peu expérimentés débitaient, devant une société trop choisie pour être nombreuse, des leçons banales sur des sujets inoffensifs. Le directeur de cette parlote, M. Lissagaray, ne pouvait se dissimuler que la foule avait le mauvais goût de préférer les théâtres ou les cafés aux fêtes de l'intelligence auxquelles il les conviait. C'est le propre du Français de réclamer avec

énergie des libertés dont il ne fait aucun usage lorsqu'il les tient en sa possession.

Mais M. Duruy veillait. Coup sur coup, il autorisa certains orateurs à traiter certains sujets, puis retira les autorisations. Le tragédien Beauvallet avait annoncé une lecture sur *Hernani* et *le Roi s'amuse* : on lui fit savoir qu'il pouvait parler sur *Cinna ou la Clémence d'Auguste*.

Cette intervention inexplicable du ministre provoqua un retour offensif de la littérature opposante. Tout le monde voulut parler ou pour le moins être l'objet d'une interdiction ministérielle. Avec le flair infaillible des chercheurs de publicité, les amours-propres fouillèrent du nez cette mine à réclames. Complice volontaire et complaisant, j'annonçais le lundi que M. un Tel, mon distingué confrère, l'éminent orateur, se proposait de traiter, dans la salle de la rue Cadet, la question de la séparation de l'Église et de l'État. Naturellement, le ministre refusait l'autorisation nécessaire, et, le samedi, j'exprimais en termes émus les regrets que m'inspirait le silence imposé à M. un Tel, l'éminent orateur, mon distingué confrère.

Quand M. Duruy, passant outre, laissait la parole au conférencier, ce dernier s'arrangeait

de façon à provoquer par des allusions transparentes ou des violences calculées les sévérités de l'administration. La réclame alors s'allongeait de dix lignes, portant dans le monde la nouvelle qu'un nouveau nom venait de grossir le martyrologe de la parole.

Jules Claretie lui-même, l'aimable directeur du Théâtre-Français, l'auteur fécond de vingt volumes à succès, subit l'entraînement général. Il parla sur Béranger et trouva le moyen d'injurier l'empire à propos du chantre de Lisette. Balzac fournit à Jules Vallès une entrée superbe dans le monde des réfractaires politiques.

Le futur fondateur du *Cri du peuple*, alors modeste employé à la préfecture de la Seine, avait paru jusque-là un peu détaché des choses de la politique. Dans un petit livre, l'*Argent*, publié en 1857 et dédié à Mirès, il avait écrit formellement en parlant de sa génération : « Nous savons maintenant que la forme (de gouvernement) n'est rien, qu'elle est au moins peu de chose. La moitié d'entre nous, je vous jure, ne suivra plus dans les rues ce mouchoir de couleur appelé drapeau, secoué par des mains inhabiles sur le front des faibles. » Mais, quand ce Frédérick Lemaître du drame socialiste se sen-

tit sur les planches, devant un vrai public, ses goûts d'acteur, servis par un vrai tempérament d'artiste, se donnèrent carrière. Il jeta à la tête de l'empereur les cent volumes de Balzac, fut interdit et couvert de réclames.

Jules Vallès et sa gloire alimentèrent quelques jours ma chronique; mais Nefftzer mit un frein à mon admiration. Je dus laisser, impayées, les traites tirées par Vallès sur mon élogieuse camaraderie. Dans un de ses derniers volumes, l'*Insurgé*, je crois, Vallès m'a fait sentir que les seules blessures incurables sont celles de l'amour-propre.

XVII

Si la chronique quotidienne avait ses amertumes, le « premier-Paris », lui aussi, avait ses tristesses. Le futur favori de l'empereur, celui dont la fortune éclatante et la chute effroyable évoquent le souvenir des préfets de Byzance, Clément Duvernois, s'ennuyait à mourir.

C'était un homme pressé et peu disposé à ajourner à l'âge mûr la réalisation de ses espérances. Il avait tous les besoins et peu d'argent pour les satisfaire, car sa collaboration, si remarquée, au *Temps* et au *Courrier du dimanche* ne lui assurait qu'un mince revenu. Il souffrait cruellement de la médiocrité de sa vie, et toutes ses conversations, vives et attachantes, tournaient, à son insu, autour de sa propre personne

et de ses rêves d'ambitieux. Il savait le nom de tous les hommes d'État français ou étrangers, parvenus tout jeunes à de grandes situations.

Ramenant, d'un geste nerveux, derrière l'oreille, ses longs cheveux blonds, plats comme ceux du Corse des *Iambes*, fouillant dans sa longue barbe à reflets dorés, il parlait des heures entières sans fatiguer son auditoire, s'en emparant petit à petit et le laissant presque toujours subjugué, mais défiant. Ceux qui connaissent M. Sigismond Lacroix, le député radical, le défenseur de l'autonomie communale, peuvent se faire une idée de la nature physique de Clément Duvernois. Cet Algérien d'origine ressemblait fort, mais en mieux, à ce Polonais naturalisé.

Ce qui lui faisait défaut, c'était le sens des réalités de la vie ordinaire. Ses fantaisies avaient force de loi et il ne tenait pas le moindre compte, dans ses calculs, des légalités les plus vulgaires. En revanche, ce bourreau d'argent, qui devait finir devant la justice pour des irrégularités coupables dans la gestion des deniers d'une compagnie financière, dépensa comme ministre du commerce, à la veille du siège de Paris, des centaines de millions en achat de vivres de toutes sortes; il les prit de toutes

mains, sans marchander, et, quand il arriva à Londres, chassé par la révolution du 4 Septembre, il dut emprunter quelques louis pour vivre.

Pour le moment, Clément Duvernois interrogeait l'horizon et fouillait le ciel de son œil vert, pour y découvrir son étoile.

Elle lui apparut au coin de la rue Drouot, sous la forme d'un petit homme tout rond, très gai, que tous les financiers ont connu, remplissant de sa personne le péristyle de la Bourse, faisant la hausse et la baisse, et donnant, au nom des Pereire, des ordres aux coulissiers. Ce petit homme s'appelait Constantin. Il est mort fou, il y a quelques années.

Constantin n'était pas le premier venu.

Tour à tour fournisseur des fourrages de l'armée d'Afrique, marchand de laine, négociant en Chine et au Japon, secoué par tous les typhons et roulé par tous les raz de marée de la spéculation, il avait fini par échouer dans un restaurant de San-Francisco en qualité de laveur de vaisselle. Élevé bientôt à la dignité de garçon de table, il servit, un matin, un client qui, tout en déchiquetant une volaille, frappé de l'air intelligent de ce garçon de café, lui posa des questions, fut stupéfait de ses réponses et

finit par le consulter sur une grosse opération financière qui devait se faire à Londres, avec le Mexique pour objectif. Une heure après, Constantin quittait San-Francisco, chargé des pouvoirs de cet étrange client et muni d'un beau chèque signé Jecker.

On était alors en pleine fièvre mexicaine, et l'empereur Maximilien gravissait à peine les premières pentes de son Golgotha. Toute l'activité cérébrale des faiseurs d'affaires et même des simples faiseurs se dépensait en combinaisons ingénieuses ayant toutes pour but l'exploitation industrielle, commerciale et financière de ce nouvel Eldorado. On soupçonnait une mine d'or au fond de chaque ornière, et M. de Morny, qu'on eût cru plus sceptique, étudiait, par l'intermédiaire d'un ingénieur nommé Laur, la valeur des gisements aurifères dans la patrie des Astèques.

Constantin n'eut pas de peine à convaincre Duvernois qu'un homme doué de son intelligence, ayant ses relations et pouvant, au moyen de correspondances adressées de Mexico aux journaux de Paris, attirer l'attention sur les entreprises en cours d'exécution, était destiné à la plus brillante fortune.

Duvernois se mit en route.

Ses premières lettres, véritables hymnes à l'argent, nous conviaient énergiquement à quitter Paris, à venir jouir avec lui de la libre vie du pionnier et du spéculateur dans les prairies et les forêts du nouveau monde. Sa fortune, disait-il, était faite. Comme jadis M. Constans, ancien ministre de l'intérieur, maintenant ambassadeur en Chine, il avait débuté par une affaire de vidanges. Ce sacrifice fait aux préjugés populaires et la chance mise désormais en tonneaux, Duvernois nous écrivait qu'il avait organisé une compagnie gigantesque pour l'exploitation du Yucatan. Les décrets de concession étaient à la signature de Maximilien. Un paraphe, et Duvernois possédait le monopole de la vente et de l'achat du tabac dans la province, cinquante lieues carrées à prendre sur les terrains domaniaux, peuplés d'acajoux, de cèdres, de bois de construction et de teinture!

Puis il nous entretenait de la création d'un grand comptoir franco-mexicain au capital de 500,000 piastres, dont Duvernois, généreux comme un conquérant, distribuait les emplois à ses amis restés à Paris.

En proie à l'ivresse de la vie aventureuse, le futur ministre de Napoléon III avait pris les

goûts et jusqu'au langage des boucaniers américains :

Laisse-moi donc tranquille, m'écrivait-il, avec tes sensibilités de Beni-Mouffetard, et ne t'apitoie pas plus sur l'Indien, métis ou non, qu'on fusille, que sur le bœuf dont tu manges voluptueusement le filet. C'est une race condamnée ; laisse passer la justice de la fatalité. Pour te guérir, tu viendras chasser l'Apache avec moi dans le Yucatan, à moins que tu ne préfères lui abandonner philanthropiquement ta noire crinière, qu'il scalpera avec élégance pour la plus grande gloire de la République.

Une autre fois, il disait dans une lettre :

Pour moi, citoyen américain je suis, et citoyen américain je resterai. Je brûle en ce moment mes dernières cartouches françaises ; mais, au fond, je me moque absolument de Bonaparte, de ses amis et de ses ennemis.

Cette déclaration, datée du 29 décembre 1864, ne précéda que de quelques semaines le retour en France de Duvernois. Un mauvais vent avait soufflé sur tous ces châteaux de cartes. Les Mexicains n'appréciaient pas les bienfaits du système diviseur et des vidanges atmosphériques. L'exploitation des forêts du Yucatan n'avait pas fourni une seule boîte d'allumettes, et Duvernois reparut, un soir, au café de Madrid, ne rapportant de son long voyage qu'un magnifique chapeau de paille acheté à la Vera-Cruz. Ranc, avec sa

gaieté de pince-sans-rire, lui conseilla ironiquement de mettre ce chapeau en loterie.

Ce vinaigre versé sur des meurtrissures morales et matérielles contribua beaucoup à aigrir les sentiments de Duvernois pour le vieux parti républicain. Il trouva, non sans raison, que cette propagande par les acides manquait de séduction, et, dès lors, renonçant à prendre rang dans une armée dont les sergents recruteurs étaient aussi rébarbatifs, il prépara lentement l'évolution qui devait le conduire au cabinet de l'empereur, au fauteuil du ministre et aussi, hélas! à la cellule de Mazas.

Les hommes politiques ne se doutent pas assez combien le manque de formes courtoises et l'absence de bienveillance même banale affaiblissent leur action et diminuent le rayonnement de leur influence. Avec les manières exquises, la politesse souriante de M. de Freycinet, Jules Ferry eût conquis et gardé des concours que lui méritaient sa haute valeur et ses qualités incontestables d'homme de gouvernement. C'est uniquement parce que plusieurs de ses amis intimes déployaient à l'encontre de tout venant des grâces de porc-épic que Gambetta a été renversé si brutalement du pouvoir. Tous ces rabrouements,

tous ces froissements, toutes ces intolérances, si rarement justifiées par la supériorité morale et intellectuelle de leurs auteurs, sont le plus grand obstacle au recrutement, à la constitution si désirable d'un grand et unique parti républicain. Comment marcher gaiement, côte à côte, avec des gaillards qui ne laissent échapper aucune occasion de vous être désagréables ou qui vous excommunient pour la moindre distraction pendant qu'ils chantent la messe? On n'est pas de bois, pas même de celui dont on fait les saints, et on est vite las de sourire à qui vous fait la grimace.

Si encore ces inexorables demeuraient toujours immuables dans leurs convictions sincères et revêches, on pourrait à la rigueur excuser leur sévérité. Mais ils sont taillés sur le patron de Delescluze et, comme lui, le jouet des événements.

Le jacobin Delescluze cessa un soir de me rendre mon salut, et j'appris par Ranc qu'il soulignait ainsi l'horreur ressentie à la lecture d'un article publié par moi, le matin même, dans le *Courrier du dimanche*. Avais-je insulté les dieux, méconnu Robespierre ou encensé un tyran? J'avais fait pis. Partisan résolu de la décentrali-

sation administrative, j'avais, après Jules Simon, après Jules Ferry, après Carnot et cent autres républicains libéraux ou indépendants, fait l'éloge d'un manifeste publié à Nancy pour recommander les solutions libérales. Une pareille forfaiture constituait un crime inexpiable aux yeux d'un jacobin tel que Delescluze.

Pour mon châtiment, je ne fus plus salué, et, six ans plus tard, Delescluze, délégué à la guerre, était tué sur une barricade communaliste, expression dernière d'une décentralisation exagérée.

XXIII

Lorsque Gambetta était président du conseil, ses collègues et lui, un peu enfiévrés, causaient de la loi sur la réforme de la magistrature sous l'œil à demi fermé de M. Grévy. Chacun disait son mot, s'animant, présentant des objections, demandant des adjonctions au texte primitif, bref, brouillonnant un peu.

— Monsieur Gambetta, dit tout à coup M. Grévy, qui ne dormait pas, voulez-vous me permettre une observation ?

Tous les ministres s'inclinèrent avec déférence.

— Savez-vous ce que je ferais si j'étais à votre place ? reprit M. Grévy en traînant la voix.

Gambetta s'inclina à son tour et se posa en point d'interrogation.

— Eh bien, à votre place, conclut le président de la République, je ne ferais rien du tout, ne rien faire valant mieux que mal faire.

Ce conseil, on le sait, ne fut pas suivi par le chef de l'Union républicaine. Ses collègues et lui crurent nécessaire d'étonner le monde par leur fécondité législative. Ils bâclèrent en toute hâte de médiocres projets et présentèrent mal à propos la loi rétablissant le scrutin de liste. Ainsi périt le grand ministère.

Il est bien regrettable pour nous et pour lui-même que Napoléon III n'ait pas partagé sur l'inaction gouvernementale les idées de son successeur en ligne collatérale. S'il se fût tenu tranquille, ayant conscience de l'inanité de ses conceptions, se bornant à jouir en paix d'un bien mal acquis, la morale eût pu souffrir de cette impunité historique, mais nous aurions encore l'Alsace et la Lorraine.

Malheureusement, l'empereur avait lu Machiavel sans comprendre que les malices du conseiller de César Borgia n'ont de valeur qu'emmanchées au bout d'une irrésistible trique. Or l'armée, cette trique que de Moltke sut mettre entre les mains de Bismarck, n'existait déjà plus en France. Elle s'était fondue et désagrégée dans cette exécrable

expédition du Mexique, où elle avait fait, non sans gloire, le métier de recors au profit de M. de Morny et du banquier Jecker. Il ne fallait plus compter exclusivement sur elle pour relever le prestige chancelant de l'empereur, dont les affirmations solennelles étaient, comme à point nommé, contredites chaque fois par les événements.

Tout tournait mal depuis quelques années.

Empêtré, d'une part, dans la politique des nationalités, d'autre part, préoccupé par la pensée de jouer en même temps au souverain de vieille race, Napoléon III faisait des efforts inouïs pour amalgamer les principes du vieux droit européen et les volontés de la révolution cosmopolite. En Italie, la fameuse proclamation annonçant l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique avait été effacée par la paix de Villafranca. Dans l'attitude d'une poule, niaise couveuse d'éperviers, l'empereur avait dû ensuite assister, les plumes hérissées, mais le bec clos, au vol de Victor-Emmanuel et de son ami Garibaldi saccageant les colombiers de leurs voisins.

Au nord, dans un accès de bon sens, il avait pressenti les dangers que l'odieuse agression de la Prusse et de l'Autriche — volant à main armée les duchés au petit et héroïque Danemark — faisait courir à la paix du monde. Par la voix

de M. Drouyn de l'Huys, il avait déclaré, comme Monsieur Prudhomme, que « la violence et les conquêtes pervertissent les notions du droit et la conscience des peuples »; mais il avait laissé faire. Il avait également laissé égorger la Pologne, malgré ses déclarations en l'honneur de la politique des nationalités. Puis était venue l'affaire du Mexique, mélange désolant d'escroqueries et de capucinades, attentat sans excuse contre le vieux droit public, le droit moderne des nationalités et la plus vulgaire probité. Maintenant il allait falloir déguerpir devant l'insolente sommation des États-Unis.

Toutes ces nasardes sur le bec mélancolique de l'aigle impériale troublaient profondément Napoléon III, en passe de se faire ermite libéral après avoir été un assez méchant diable dans sa jeunesse. Il cherchait à dissimuler sous un coup de théâtre quelconque les désillusions et les mécomptes de sa politique extérieure, résolu à se contenter d'une apparence de satisfaction. Il commença dès lors à jouer au fin avec M. de Bismarck, et, au lieu de rester tranquille, de ne rien faire, comme le lui aurait conseillé M. Grévy, il jeta sur la frontière du Rhin un regard de convoitise.

Reconnaissons, pour être équitable, que ce qu'on appelle pompeusement l'opinion publique était la complice des fautes commises à l'extérieur par l'empereur. A l'exception de l'expédition du Mexique, où le cléricalisme et l'usure avaient joué un rôle très impudent, les masses étaient encore de cœur avec Napoléon III. Elles avaient acclamé le vainqueur de la campagne d'Italie, admiré follement Garibaldi et ses chemises rouges. Maîtresses de leurs actions, elles eussent déclaré la guerre à la Russie pour délivrer la Pologne. La haine de l'idée religieuse étant à peu près la seule idée bien nette dans les cervelles démocratiques, le peuple, clairvoyant comme toujours, se prononçait, dans les conflits naissants, pour la Prusse contre l'Autriche, personnification de la monarchie traditionnelle, autoritaire et cléricale.

Il est vraiment douloureux de penser que, dans le pays de Voltaire, le fanatisme religieux ou antireligieux reste, en réalité, le grand régulateur de nos idées, et qu'à notre insu, nous réglons notre conduite par des motifs tirés de la métaphysique. Plus tard, quand on fera dans la vallée de Josaphat le décompte exact de ce qu'ont coûté à l'humanité ses passions mystiques ou

ultra-matérialistes, on reconnaîtra que les négations religieuses lui ont fait faire autant de sottises que les actes de foi lui ont fait commettre de crimes, et que notre collaboration enthousiaste à l'unification de l'Italie — prodrome de l'unification de l'Allemagne et de notre écrasement — a eu pour cause principale, intime, profonde, notre manque de philosophie véritable et nos préjugés anticléricaux.

Mais, en 1865, ces réflexions n'avaient pas cours, et il nous suffisait, à nous autres petits politiciens, de pressentir le détraquement de la machine gouvernementale pour nous en réjouir. Nous étions à mille lieues de supposer que les soubresauts de Napoléon III, ses velléités d'action pussent le conduire à Sedan. Nous avions tous, ou presque tous, une confiance sans bornes dans la puissance militaire de la France. Il n'y avait pour nous qu'une seule question intéressante : la question des libertés publiques à arracher des mains du législateur de 1852.

C'est que, cette fois, il n'y avait plus à s'y méprendre. Nous étions certains de ne pas nous tromper. Nous ne prenions pas nos désirs pour des réalités. Un mouvement caractéristique se produisait jusque dans les régions gouvernemen

tales. L'accalmie que nous avions constatée après les élections de 1863 prenait fin ; il soufflait un vent de fronde et d'indépendance, et, pour la première fois, sans que l'audacieux tombât foudroyé, un homme, Ernest Picard, allait pousser en plein Parlement ce cri terrifiant : « Le Deux-Décembre est un crime ! »

XIX

J'étais devenu un hôte assidu du Corps législatif. Grâce à la protection des garçons de bureau, qui restent sous tous les régimes les seuls personnages véritablement influents, je parvenais à me faufiler dans les couloirs et à assister, dans mon coin, aux agitations de la ruche parlementaire.

Rien n'était plus amusant que le spectacle donné par tous ces affairés allant, venant, se penchant mystérieusement à l'oreille de leurs voisins pour leur dire en confidence combien M. de Morny devenait libéral, ou pour leur raconter la dernière scène faite par l'impératrice à son époux, surpris effeuillant des marguerites.

Ici, c'était M. La Tour du Moulin, ancien direc-

teur de la presse à l'intérieur, touché par la grâce et racolant des adhérents à la politique du tiers parti, dont il groupait avec un zèle admirable les premiers éléments.

Là, le microscopique marquis d'Andelarre ; M. de Talhouet, doux et distingué; M. Buffet, rogue et austère ; le bon Martel ; M. de Janzé, agité, faisaient cercle autour de M. Maurice Richard leur expliquant qu'il fallait à tout prix constituer le parti de « l'opposition à l'empereur », que le moment était bien choisi, que M. Rouher était le mauvais génie de l'empire et qu'il n'était pas impossible de lui prendre sa place.

Émile Ollivier, ses lunettes sur le nez, un peu hautain, passait suivi de Darimon, trottinant. Tous deux échangeaient à peine un salut avec leurs collègues de la gauche. Ces derniers savaient, en effet, que l'ancien chef des *Cinq* avait eu de fréquentes conférences avec M. de Morny et croyait fermement à la possibilité de faire de l'empire un gouvernement démocratique et libéral. Aussi ne les conviait-on plus aux réunions de l'opposition, tenues chez Me Marie.

Quant au « petit » Darimon, sa présence en tenue de cour, en culotte courte, au bal donné chez le prince Napoléon, l'avait rendu le point de

mire de tous les quolibets de la droite et de la gauche. On allait même jusqu'à consacrer, dans les journaux, de longs articles à ces courtes culottes, bientôt plus célèbres que celles du bon roi Dagobert. Pour avoir mis cette culotte, Darimon n'avait pas été porté par la gauche comme candidat au secrétariat du Corps législatif.

En revanche, ladite gauche avait voulu élire M. Planat, un très jeune député de la Charente, devenu célèbre pour avoir, au bal de la marine, chez M. Chasseloup-Laubat, remplacé le pantalon de casimir noir par la culotte de satin blanc. « Le costume Planat, s'écriait l'*Opinion nationale*, fera le tour du monde. »

Ainsi l'exige l'équité des partis.

Lorsque Jules Favre entrait, nous nous découvrions avec respect. Il arrivait, traînant lourdement son grand corps mélancolique encore alourdi par le poids de volumineux dossiers. Nous courions ensuite au-devant d'Ernest Picard, dont la grosse face ronde, les cheveux bouclés, le sourire si fin et si railleur, les plaisanteries si vives et si gaies remplissaient de joie la salle des Pas-Perdus. Quant à Jules Simon, la tête penchée, comme accablé sous le poids des amertumes dont il se croyait abreuvé, il pénétrait lentement

dans la salle des Pas-Perdus, l'air toujours un peu étonné, surpris de se trouver dans ce milieu.

Il avait été le grand artisan de la rupture de la gauche avec Émile Ollivier, mais sans avoir pour cela conquis la confiance des « purs », gens difficiles à contenter et qui, d'un ton dédaigneux, demandaient aux admirateurs de M. Jules Simon s'ils avaient lu sa lettre au colonel Charras. Si on répondait négativement, les « purs » tiraient de leur poche la copie d'une lettre adressée en 1863 à Charras, lettre dans laquelle M. Jules Simon, présentement assermenté et député, se déclarait partisan absolu de l'abstention et disait :

Puisqu'il a plu aux illustres *Cinq* d'entrer dans la danse et de se dire les représentants d'un parti qui les repoussait, le vrai serait de faire connaître hautement que le parti les repousse.

Ce petit papier avait beaucoup de succès.

Mais l'homme en vue, l'homme hors de pair, c'était M. Thiers, dont le petit toupet, dru et blanc, se dressait comme une flamme et servait, en réalité, de phare à toute la gauche. On racontait bien, en prenant des petits airs indépendants et dégagés, qu'il n'y avait entre l'ancien ministre de Louis-Philippe et les représentants des nouvelles couches qu'une alliance temporaire. On insis-

tait sur les divergences d'opinions qui séparaient, sur la question romaine, l'historien national des orateurs de l'opposition. Ces *distinguo* ne trompaient que les naïfs, dont nous étions. En fait, jusqu'à l'arrivée de Gambetta dans le Parlement, en 1869, M. Thiers fut et resta l'Égérie de toutes les oppositions unies ou séparées.

Maintenant qu'il a neigé sur nos candeurs et nos ignorances de jeunesse, il est curieux de constater que M. Thiers, en revendiquant « les libertés nécessaires », ne tenait pas, ni dans la forme, ni dans le fond, un langage différent de celui d'Émile Ollivier. Comme le second, le premier déclarait qu'il voulait améliorer, non détruire, et qu'il serait reconnaissant à l'empereur d'élargir le cercle trop étroit des libertés politiques. Les sévérités dont on faisait état contre l'ancien chef des *Cinq* n'étaient donc pas provoquées par l'écart des opinions exprimées, non plus que par l'infériorité de son talent. Émile Ollivier égalait M. Thiers, s'il ne le dépassait pas, par la largeur de ses vues, la beauté de ses périodes, le coup d'aile de sa pensée. L'ostracisme dont était frappé Émile Ollivier avait des causes moins avouables et moins avouées. Au fond, les orgueils parlementaires eussent trop souffert de prendre place à la

suite de M. Émile Ollivier, tandis que, sans déchoir, on pouvait témoigner beaucoup de déférence pour un vieillard dont on croyait — sans le dire tout haut — le rôle politique terminé, et qui n'avait plus aucune chance d'être à l'honneur quand le jour de gloire serait arrivé.

mire de tous les quolibets de la droite et de la gauche. On allait même jusqu'à consacrer, dans les journaux, de longs articles à ces courtes culottes, bientôt plus célèbres que celles du bon roi Dagobert. Pour avoir mis cette culotte, Darimon n'avait pas été porté par la gauche comme candidat au secrétariat du Corps législatif.

En revanche, ladite gauche avait voulu élire M. Planat, un très jeune député de la Charente, devenu célèbre pour avoir, au bal de la marine, chez M. Chasseloup-Laubat, remplacé le pantalon de casimir noir par la culotte de satin blanc. « Le costume Planat, s'écriait l'*Opinion nationale*, fera le tour du monde. »

Ainsi l'exige l'équité des partis.

Lorsque Jules Favre entrait, nous nous découvrions avec respect. Il arrivait, traînant lourdement son grand corps mélancolique encore alourdi par le poids de volumineux dossiers. Nous courions ensuite au-devant d'Ernest Picard, dont la grosse face ronde, les cheveux bouclés, le sourire si fin et si railleur, les plaisanteries si vives et si gaies remplissaient de joie la salle des Pas-Perdus. Quant à Jules Simon, la tête penchée, comme accablé sous le poids des amertumes dont il se croyait abreuvé, il pénétrait lentement

dans la salle des Pas-Perdus, l'air toujours un peu étonné, surpris de se trouver dans ce milieu.

Il avait été le grand artisan de la rupture de la gauche avec Émile Ollivier, mais sans avoir pour cela conquis la confiance des « purs », gens difficiles à contenter et qui, d'un ton dédaigneux, demandaient aux admirateurs de M. Jules Simon s'ils avaient lu sa lettre au colonel Charras. Si on répondait négativement, les « purs » tiraient de leur poche la copie d'une lettre adressée en 1863 à Charras, lettre dans laquelle M. Jules Simon, présentement assermenté et député, se déclarait partisan absolu de l'abstention et disait :

Puisqu'il a plu aux illustres *Cinq* d'entrer dans la danse et de se dire les représentants d'un parti qui les repoussait, le vrai serait de faire connaître hautement que le parti les repousse.

Ce petit papier avait beaucoup de succès.

Mais l'homme en vue, l'homme hors de pair, c'était M. Thiers, dont le petit toupet, dru et blanc, se dressait comme une flamme et servait, en réalité, de phare à toute la gauche. On racontait bien, en prenant des petits airs indépendants et dégagés, qu'il n'y avait entre l'ancien ministre de Louis-Philippe et les représentants des nouvelles couches qu'une alliance temporaire. On insis-

monades inutiles du manuscrit princier, et presque tous les imprimeurs de Paris avaient été invités, sous peine de retrait de leur brevet, à refuser leurs presses à l'article de M. le duc d'Aumale. Il s'agissait donc pour moi de tromper la surveillance de la police et celle de l'imprimeur du *Courrier du Dimanche*. Grosse difficulté. L'article était très long, quatre ou cinq fois plus long que ceux de nos collaborateurs ordinaires. Puis, il fallait porter le tirage de 2,000 à 45,000, augmentation bien faite pour éveiller l'attention de M. Dubuisson.

Je ne me laissai pas rebuter par les difficultés. M. le duc d'Aumale avait fait appel à mon « libéralisme républicain »; je répondis à Laugel qu'il pouvait considérer l'article comme paru. Je m'entendis avec Target et Lambert Sainte-Croix et, grâce à une série de stratagèmes à rendre jaloux un peau-rouge, le dimanche matin, quarante mille personnes recevaient la « Lettre sur l'Algérie ».

J'avais signé de mon nom le travail du duc d'Aumale; mais, en même temps, nous avions fait dire, dans les correspondances des journaux étrangers, le nom véritable du contradicteur des idées impériales.

Le scandale fut très grand dans le monde gouvernemental. Le préfet de police et le chef du bureau de la presse reçurent les compliments ironiques du ministre de l'intérieur, tandis que le duc d'Aumale m'envoyait, en souvenir de cette expédition faite en commun, une jolie petite pendule taillée, par une délicate attention, dans un bloc d'onyx algérien.

Cette pendule est encore sur ma cheminée. Elle continue, sans se déranger, son tic-tac habituel. Elle me rappelle le plaisir que j'ai eu à obliger, au nom de la liberté, un Français exilé sans motifs au nom de la raison d'État. Elle me fait aussi penser à Laugel et à la reconnaissance des amis des princes. Onze ans plus tard, en 1874, j'étais traqué, en qualité de journaliste républicain, par les amis du duc d'Aumale et de Laugel. Forcé de quitter la direction du *Soir*, dont le propriétaire entendait se rallier à l'ordre moral, j'avais demandé l'autorisation, comme sous l'empire, de fonder un nouveau journal, le *Jour*, et, comme sous l'empire, elle m'était refusée. Exaspéré par la suppression brutale de deux journaux dont j'étais le correspondant, je m'obstinai à arracher à MM. de Broglie et Beulé le firman d'autorisation. Sur le boulevard, je rencontrai Laugel,

et, faisant appel à ses anciens souvenirs, je lui demandai de réclamer pour moi aux amis de M. le duc d'Aumale le droit de dire ma pensée et d'écrire dans un journal. Laugel parut surpris de ma demande, puis me dit : « Mais, mon cher, je ne puis rien faire; vous n'êtes pas de nos amis politiques. » C'était vrai; j'eus la bouche close.

Gambetta et Clément Laurier avaient été aussi, bien avant moi, en relations avec les princes d'Orléans et dans des conditions d'intimité à faire rougir le front des purs.

Par une belle journée de juin 1865, deux Français en vacances sonnaient à la grille du château de Twickenham. Ces deux Français étaient deux avocats : l'un s'appelait Léon et l'autre Clément. Le premier était un Berryer en herbe, et le second un Hébert en expectative, à ce que disaient leurs amis.

Berryer et Hébert, ou plutôt Léon et Clément, furent reçus à bras ouverts par M. le comte de Paris. Entre jeunes hommes, la glace fut promptement rompue. On se mit à table, et, de bon appétit, on déchira l'empire et les biftecks succulents de la libre Angleterre. Les deux républicains étaient d'accord avec le prince royal pour maudire le régime de 1852; seulement ce dernier

déplorait l'archaïsme des formules en faveur dans l'opposition avancée.

— Vos jeunes amis, dit-il en finissant, ont grand tort d'effrayer la bourgeoisie en évoquant à tout propos, et surtout hors de propos, les souvenirs les plus terribles de la Révolution française. En vérité, les temps ne sont plus les mêmes, la France n'est plus menacée par l'Europe monarchique coalisée. La terreur n'est plus à l'ordre du jour. Il ne s'agit plus de jeter à la face du monde, comme un défi désespéré, la tête de Louis XVI.

— Mais ça ne doit pas vous gêner beaucoup dans la maison, interrompit dans un long rire Gambetta.

Il y avait tant de bonne humeur dans cette singulière exclamation, que M. le comte de Paris ne parut point, en hôte bien appris, en comprendre la portée. On fuma un dernier cigare; les deux avocats prirent congé et regagnèrent Paris.

Le lendemain, l'histoire courait les cafés et le Palais de Justice. Elle faillit compromettre sérieusement l'avenir politique de Gambetta. Les petits purs d'alors lui en voulurent mortellement d'avoir déjeuné avec un prince exilé, et je ne serais

pas surpris si, dans la salle Sainte-Blaise, où s'écroula, sous les coups « d'esclaves ivres », la popularité du grand orateur républicain, il s'était trouvé quelques-uns des puritains qui, après le voyage à Twickenham, affirmaient gravement entre deux bocks que Gambetta n'était qu'un « orléaniste déguisé ».

XXI

Ce fut pendant cette année que je commençai à débrouiller mes idées, un peu confuses, à connaître les hommes, à démêler mes vrais sentiments à l'égard des révolutionnaires de tempérament, d'instinct et de profession.

Il était évident, en effet, que l'empire, bon gré mal gré, tendait à modifier ses allures, et cherchait à se faire pardonner ses sanglantes origines. Était-il d'une bonne politique, d'un patriotisme éclairé, de repousser, avec une indignation sincère ou jouée, l'hypothèse d'une transformation libérale du régime de 1852, et fallait-il demander à une simple révolution, avec tous ses risques, ses conséquences et ses inconséquences, le châtiment de l'auteur du Deux-Décembre?

Avaient-ils donc les mains si nettes, ces jacobins et ces royalistes, dansant en chœur la carmagnole, pour prendre des airs de justiciers et n'entendre à rien à cause de l'impureté des origines du pouvoir impérial? Toutes ces vieilles tricoteuses ou pimbêches, filles soumises de toutes les tyrannies, traînant leurs guenilles, les unes dans les égouts de la Terreur, les autres dans les intrigues assez peu avouables des débuts de la monarchie de Juillet, commençaient à m'agacer un peu avec leurs airs arrogants, leurs tortillements effarouchés d'Agnès et leurs pudeurs inattendues.

J'avais bien essayé de réagir contre moi-même, de me répéter sans cesse qu'on doit marcher avec son parti, partager ses erreurs, ses passions et, au besoin, ses crimes, sous peine d'être disqualifié, tout mon être se révoltait à la pensée de cette servitude intellectuelle à laquelle je devais me condamner.

Je trouvais odieux le régime de compression à outrance sous lequel la France avait vécu aplatie de 1851 à 1863; pour rien au monde je n'eusse consenti à devenir un de ses agents, à tirer un avantage quelconque de la tolérance dont je me sentais capable d'user à son égard s'il se trans-

formait dans un sens libéral. Bien plus, j'allais jusqu'à admettre qu'en cas de résistance désespérée au mouvement des esprits, la nation devait, plutôt que de retomber sous le joug, tenter de recourir à la force. Mais cette éventualité, à laquelle je pouvais me résigner à la rigueur, me devenait odieuse quand elle m'apparaissait comme un but unique, avoué, préparé, caressé avec amour, et auquel on devait tout subordonner, et le bon sens, et la justice, et les intérêts supérieurs de la patrie.

C'est pourquoi, tout en me permettant de trouver qu'Émile Ollivier prenait un peu trop vite ses désirs pour des réalités, tout en tenant pour justes et méritées les rudes critiques de M. Thiers, de Jules Favre et de leurs amis, commençai-je à jeter un regard plein de défiance sur une foule de petits personnages qui, du dehors, donnaient du coude aux opinions des députés et les contraignaient à presser le pas.

Du reste, comme sur les fumiers en décomposition, on voyait apparaître, chaque jour plus fréquents, des écrits vénéneux comme des champignons et tout gonflés de haines et de violences.

Sous prétexte d'études historiques, on exhibait, à l'instar du musée Grévin, les plus hideuses

figures de la Révolution française. Bougeart pleurait Marat; Tridon s'agenouillait aux pieds d'Hébert; Ernest Hamel essayait de nous attendrir sur le vertueux Saint-Just et sur le bon Ropespierre. Et, lorsque Edgar Quinet, dans un livre admirable, la *Révolution*, protestait au nom de la conscience humaine contre les stupides férocités de la Terreur, marquait au front ses acteurs et ses auteurs, et chassait hors des rangs de la démocratie libérale ces sanguinaires cabotins, une immense clameur de colères sauvages s'élevait contre ce cri éloquent d'une âme indignée.

Peyrat, l'ancien commensal, le préféré du prince Napoléon, celui que le cousin de l'empereur avait mis à la tête de la *Presse* à la place de Nefftzer, Peyrat, auquel l'administration avait accordé l'autorisation de fonder l'*Avenir national*, Peyrat, dis-je, se ruait sur Edgar Quinet et le guillotinait avec des phrases.

Même dans le domaine de la philosophie pure, je me heurtais à ces intolérents et obtus jacobins dont les grâces personnelles ne rachetaient pas à mes yeux les détestables doctrines. Tous ces petits Bonapartes en chambre, légiférant sur les consciences et décrétant la justice à coups d'excommunication, m'inspiraient une vive antipa-

thie. J'avais d'abord suivi avec un très vif intérêt l'effort fait par un homme remarquable, M. Massol, pour dégager la morale des dogmes religieux, la rendre indépendante de tout mysticisme et en rechercher les règles dans la nature même de l'homme. Les premiers apôtres de ce prophète, les Vacherot, les Guillemin, les Henri Brisson, les Frédéric Morin, les Ribert, avaient mérité une certaine faveur à ces études fort intéressantes si on les maintient, comme faisait madame Coignet, dans la région élevée des idées. Mais bientôt il avait été visible que le gros de l'armée de la « morale indépendante » entendait détourner au profit de ses haines antireligieuses le mouvement d'émancipation intellectuelle provoqué par l'initiative de M. Massol. L'Architecte de la nature était déboulonné chaque soir dans les loges maçonniques, et, à la *Renaissance par les émules des enfants d'Hiram*, un cordonnier réglait impitoyablement, à chaque tenue, ses comptes avec Jésus-Christ, crucifiant à la fois l'Homme-Dieu et la langue française.

« Ce qui constitue une république, dit un jour Saint-Just en pleine Convention, c'est la destruction totale de tout ce qui lui est opposé. » Ce qui constituait désormais la libre pensée aux

yeux de tous ces prétendus philosophes, c'était la destruction totale de toute pensée libre.

Il fallait être, d'autre part, doué d'un optimisme bien candide ou d'une bien étonnante niaiserie pour ne pas se préoccuper de l'inquiétant état d'esprit des classes ouvrières.

Le mouvement onctueusement socialiste provoqué par l'Association internationale des travailleurs avait été bien vite détourné de ses fins légitimes par les petits prophètes du Vieux de la Montagne, du malfaisant Blanqui. En vain MM. Tolain, Fribourg, Limousin et Murat se dépensaient-ils en efforts impuissants pour retenir, dans les limites d'une lutte loyale, sur le terrain économique, les demi-intelligences recrutées par l'Internationale. Aux ouvriers qui leur conseillaient la patience, la modération, l'étude, l'organisation au grand jour, les ouvriers préféraient et de beaucoup ces abominables petits bourgeois diplômés, en passe de devenir médecins ou avocats, qui les flattaient, les charmaient par leurs allures à la fois mystérieuses et hardies, leur donnaient de l'importance en les enrégimentant dans de petites sociétés secrètes et exploitaient avec une habileté scélérate le goût des masses pour tout ce qui est force et violence.

Même au Café de Madrid, dans un milieu sceptique et difficile à étonner, Raoul Rigault, au retour d'un congrès d'étudiants tenu à Liège, nous surprenait par son sadisme révolutionnaire, exposant des théories dont son ami d'alors, Germain Casse, non moins enflammé, devait plus tard vérifier la pratique avec l'aide du sculpteur Baffier, l'apôtre contondant, piquant et perforant du mandat impératif.

Si, à la lumière du gaz, à travers les verdoyants reflets d'une absinthe gommée, au milieu du cliquetis de vingt conversations, les sinistres gamineries du futur tueur d'otages produisaient une pénible et troublante impression, combien cette impression devait-elle être plus profonde, lorsque Raoul Rigault décrivait à des travailleurs assombris par la misère sa fameuse « machine électrique à tuer les *réacs* et les riches »! Ces embryons de cervelles prolétaires, à peine dégagées des limbes, s'imprégnaient comme des éponges de tout le fiel que les beaux parleurs leur distillaient.

Du sang généreux des grands bourgeois de 89, il ne restait plus une palette dans les veines de ces rejetons névrosés pour lesquels la Révolution tenait tout entière dans le panier où Sanson jetait la tête des suppliciés.

Quand Tolain, Limousin et Fribourg déclaraient que « la religion est une manifestation de la conscience humaine, respectable comme les autres manifestations », les ouvriers les regardaient avec dédain et prêtaient plus volontiers l'oreille aux paroles de Tridon, de Protot, de Humbert prêchant « de larges abatis dans la forêt noire ».

L'organisation des grèves échappait visiblement à l'action modératrice des fondateurs de l'Internationale. Derrière les menuisiers, les ébénistes, les carrossiers, les cochers de fiacre expérimentant pour la première fois la loi récente sur les coalitions, on apercevait la silhouette d'un ami de Blanqui soufflant la haine, la révolte. Plus ça allait mal, plus la misère était rude, plus les chances étaient grandes de pousser à la lutte les pauvres diables. Le blanquiste Genton, lui aussi assassin d'otages, s'en expliquait franchement avec M. Fribourg.

Cette intervention, chaque jour plus active, des pires démagogues dans la politique me donnait fort à réfléchir et m'inspirait une défiance absolue. Très sincèrement, la pensée qu'un jour pouvait venir où la ménagerie socialiste révolutionnaire lâcherait tous ces tigres sur le pavé de

Paris et constituerait un gouvernement de hyènes et de chacals me rendait moins sévère pour le gouvernement impérial et m'empêchait d'en souhaiter trop ardemment la chute. Aussi Ranc, toujours gai et, au fond, très séduit par Blanqui, me prédisait-il une fin humiliante dans la peau d'un incorrigible bourgeois. Il m'appelait « libéral », et il allait jusqu'à « libertaire » les jours où il était de mauvaise humeur. Quand, plus tard, je rencontrai chez Émile de Girardin le prince Napoléon, je constatai que le cousin de l'empereur me qualifiait, lui aussi, non sans amertume, de « bourgeois libéral ».

Tous les jacobinismes sont frères.

XXII

Les étudiants, cependant, ne tissaient pas tous des fils pour le compte de l'araignée révolutionnaire, du fameux Blanqui. Il y avait encore, deçà, de là, quelques vrais jeunes gens se passionnant pour les questions de pure littérature. Je vis à cette époque les derniers échantillons de ces étudiants archaïques épris d'art et assez indifférents aux choses de la politique. Si je note cette dernière apparition, c'est que d'abord il est intéressant de croquer au passage les survivants d'une race disparue, et qu'ensuite il est utile de projeter quelque lumière sur un homme qui a sa place dans l'histoire. J'ai nommé Cavalier, dit *Pipe-en-Bois*.

On croit généralement que Pipe-en-Bois appa

rut, un beau soir, au paradis du Théâtre-Français. et qu'ayant sifflé *Henriette Maréchal* de MM. de Goncourt, il devint célèbre du jour au lendemain. La vérité est que Cavalier n'assistait pas à la première représentation de cette pièce, qu'Alexandre Dumas fils appelait « une chute très lancée ». Les siffleurs étaient des jeunes étudiants, simplement furieux d'avoir fait queue à la porte, sans pouvoir se procurer au bureau les places qu'ils convoitaient. Ces étudiants, parmi lesquels se trouvaient Charles Dupuy, aujourd'hui collaborateur très en vue de la *Gazette de France*, Duchaylard, actuellement préfet, et Thoinet de la Turmelière, fils du député de ce nom, sifflèrent parce qu'ils étaient mal placés, parce que la pièce les ennuyait et surtout parce que les amis des auteurs manifestaient une admiration aussi bruyante qu'intolérante.

Il y eut quelques rixes dans les couloirs, à la sortie, et, le lendemain, les siffleurs se rendirent chez M. de Villemessant, alors directeur de l'*Événement*, pour lui demander l'insertion d'une lettre en réponse aux attaques dont ils avaient été l'objet de la part des amis de MM. de Goncourt. M. de Villemessant causa avec ses jeunes visiteurs, leur demanda quelques renseignements

sur le quartier Latin, les pria de lui signaler les types un peu excentriques marquant dans la jeunesse des écoles, et, tombant en arrêt devant le nom de Pipe-en-Bois, prononcé par un des assistants, il chargea Albert Wolff de faire une chronique sur ce personnage, auquel, pour les besoins de l'article, on attribua une part d'action dans le scandale du Théâtre-Français.

Le lendemain, Cavalier, mis en cause, écrivait une lettre amusante à l'*Événement*, et, saisissant par les cheveux la gloire qui passait à sa portée, il s'attribuait la campagne menée contre *Henriette Maréchal*. Lorsqu'on apprit que cette pièce avait forcé les portes du Théâtre-Français grâce à l'appui de la princesse Mathilde, la politique acheva l'œuvre si bien commencée par les étudiants. Pourtant MM. de Goncourt avaient fait de grosses concessions aux préjugés du public. Ainsi, à la répétition générale, ils avaient coupé le dialogue suivant.

Bressant abordait un domino, au bal de l'Opéra, et lui disait :

— Veux-tu souper?

— Pas avec toi, criait la femme; tu sens l'ail!

Et Bressant de répondre :

— Cela ne t'arrivera jamais; on n'en met pas dans le veau!

Malgré ces mutilations, *Henriette Maréchal* ne fut représentée que six fois; mais Cavalier devint célèbre. On le montra bientôt dans les réunions publiques. Il y dit des niaiseries révolutionnaires, ce qui lui mérita rapidement l'amour des foules. Mais Pipe-en-Bois n'était point homme à s'en faire accroire. Il eût pu, tout comme un autre, après le 4 septembre 1870, se faire payer sa gloire en grosse monnaie administrative. Il n'exigea point qu'on le nommât général, intendant, ni même député. Modestement, il s'attacha au cabinet de Gambetta, à Tours. Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, n'eut qu'à se louer de ses rapports avec le vieil étudiant, et, quand Pipe-en-Bois, dégoûté des grandeurs régulières, retourna à ses jardins, sous la Commune, en qualité d'ingénieur horticole, il charma tout le monde par sa douceur, sa bonté, son irréprochable probité et une simplicité de bon goût. Enfin — et j'ai gardé ce trait pour le dernier — il n'essaya jamais de se faire nommer membre du conseil municipal de Paris.

XXIII

Étais-je las du *Temps* ou le *Temps* était-il las de moi? je ne m'en souviens plus exactement. Mettons que nos lassitudes se combinèrent entre elles et aboutirent, à la fin de 1865, à une séparation qui ne fut douloureuse ni pour le *Temps* ni pour moi. Je ne pouvais pas me résoudre à aligner plus longtemps, sous prétexte de chronique, de petits entrefilets inutiles dont les sujets m'étaient chaque jour disputés avec âpreté par les rédacteurs spécialistes. Je voulais, à mon tour, passer de la deuxième à la première page, escalader les colonnes du journal et me hisser aux sommets du premier-Paris. Il ne fallait pas songer à satisfaire mes ambitions tant que je resterais le petit collaborateur de Nefftzer. Mais, s'il m'était

facile de quitter le *Temps*, il m'était moins commode de trouver une autre maison qui me fût hospitalière. Les journaux politiques étaient peu nombreux à cette époque. Le matin, il en paraissait six, et dix le soir. Sur ces seize feuilles, deux étaient libérales, trois légitimistes, six bonapartistes; trois représentaient la démocratie césarienne, et les deux autres ne représentaient rien du tout.

Je n'avais pas l'embarras du choix, et d'ailleurs je reconnais sans peine que mes modestes besognes au *Temps* n'étaient point faites pour attirer sur moi l'attention des rédacteurs en chef. Les colonnes du *Courrier du Dimanche*, il est vrai, me restaient ouvertes, mais nous étions cinquante journalistes nous disputant le peu de place dont disposait le journal hebdomadaire, déjà rempli, avant de paraître, par les admirables lettres de Prevost-Paradol, les chroniques rêches et spirituelles d'Alfred Assollant, les articles d'Hervé et de Weiss. Et puis, il fallait aussi se ranger pour laisser passer à leur tour Henry Fouquier, Edmond Villetard, Eugène Pelletan, Paschal Grousset et ses articles scientifiques, G. Isambert et Duvernois. Quand une colonne du journal restait inhabitée, Allain-Targé, pro-

cureur impérial démissionnaire, s'y installait pour étudier le budget, tandis que Georges Perin, dans un autre coin, demandait l'évacuation de la Nouvelle-Calédonie avec autant d'acharnement qu'il en met aujourd'hui à réclamer l'évacuation du Tonkin.

Les célèbres jeûneurs Succi et Merlatti fussent morts d'inanition s'ils avaient dû, pour dîner, attendre que leur tour vînt de publier un article dans le *Courrier du Dimanche*.

C'est sans doute pour me soustraire à cette fin cruelle que la Providence avait donné à Ernest Feydeau, l'auteur du célèbre roman *Fanny*, l'idée de fonder, quelques jours plus tôt, un journal intitulé l'*Époque*. J.-J. Weiss, je crois, venait de cesser sa collaboration. Par la porte entr'ouverte je me présentai, et tout de suite Ernest Feydeau m'installa, me confiant la tâche de rédiger l'article de fond sur la question du jour. C'est dans les bureaux de l'*Époque* que, quelques semaines plus tard, je reçus une petite lettre de M. Émile de Girardin m'invitant à venir passer la soirée en son hôtel de la rue de la Pérouse.

Au jour dit, j'entre, je salue et attends. Le grand journaliste vient au-devant de moi, me tend une main longue, froide, velue et sèche, et, sans

préambule, avec une dureté de ton presque choquante, me dit :

— J'ai lu vos articles à l'*Époque*. Je viens d'acheter la *Liberté*. S'il vous plaît d'être mon collaborateur, vous vous rencontrerez avec Clément Duvernois et Vermorel. Êtes-vous libre ?

— Je le serai demain, répondis-je du même air.

— Que voulez-vous faire?

— Tout.

— Que voulez-vous gagner?

— Ce qu'il vous plaira.

— Quand voulez-vous commencer?

— Tout de suite.

Le lendemain matin, à six heures, je venais chercher les instructions d'Émile de Girardin. Le grand journaliste avait déjà fait un article, découpé et rangé, dans les immenses tiroirs disposés autour de son cabinet, des extraits de journaux du soir et du matin, munitions tenues en réserve pour les polémiques futures. Le cou nu dans une chemise de fine toile largement ouverte, drapé dans une robe de chambre pourpre, couvrant d'une écriture de femme de petites feuilles de papier à lettres, se hâtant, à la lueur d'une lampe défaillante, vers la fin de son travail, Émile de Girardin ressemblait à Voltaire, au Voltaire de Houdon.

J'ai découvert depuis, pendant les vingt ans d'une amitié qui ne s'est jamais démentie, que les ressemblances morales et intellectuelles de l'ermite de Ferney et de l'hôte de la rue de la Pérouse étaient aussi nombreuses que leurs ressemblances physiques. Mais je ne m'attarderai pas en un parallèle qui ferait hausser les épaules à ceux qui n'ont jamais lu l'œuvre étonnante de Girardin et qui, de l'œuvre de Voltaire, ne connaissent guère que les contes égrillards. C'est pour ma satisfaction personnelle que j'unis en passant dans une admiration commune l'apôtre de la tolérance et l'infatigable défenseur de la liberté.

Installé sur l'heure, et sur l'heure à la besogne, je travaillai éperdument. Avec la rage d'un conscrit qui sentait braqué sur lui le lorgnon du Napoléon du journalisme, je ne reculai devant aucun obstacle. Depuis les faits divers jusqu'aux premiers-Paris, en passant par la revue des journaux ou les entrefilets sur les questions étrangères, je touchai à tout, librement. E. de Girardin suivait d'un œil bienveillant et aussi un peu détaché les ébats de ses jeunes collaborateurs. Il ne croyait guère au succès de la *Liberté*, qu'il avait prise des mains de M. Charles Muller tirant

à 500 exemplaires. « Travaillez, disait-il à Duvernois, à Vermorel et à moi; c'est *votre* journal que vous fondez si vous réussissez. » Mais, comme il était incapable de regarder travailler les autres sans mettre, lui aussi, la main à la pâte, il noircissait sans relâche ses petites feuilles de papier à lettres, si bien et si fort que, quinze jours après, la *Liberté* tirait à 8,000 numéros.

— *Notre* journal prend, nous dit-il ce jour-là en déjeunant.

Au bout du premier mois, 12,000 numéros étaient enlevés dans les kiosques, et *votre* journal, devenu *notre* journal, subissait une troisième transformation. Girardin l'appelait *mon* journal et le signait : *propriétaire unique.*

Cette leçon d'économie politique, tout en choquant un peu mes idées sur la propriété et ses mutations normales, n'était pas de nature à ralentir notre zèle. Nous avions été les premiers à sourire des métamorphoses subies par les pronoms possessifs. Facilement résignés à cette confiscation de nos biens hypothétiques, nous trouvions de larges compensations à cette perte matérielle dans les plaisirs intellectuels auxquels notre directeur nous conviait sans relâche. Nous étions de toutes ses fêtes, et il saisissait la moindre

occasion de nous présenter aux illustrations et aux célébrités qui s'asseyaient à sa table.

On peut imaginer avec quelle curiosité et quel intérêt je suivais ces causeries, ces discussions où tout ce qui porte un nom dans la politique, les lettres, les arts et les sciences donnait la réplique à Émile de Girardin. C'était un véritable régal, par exemple, d'entendre Sainte-Beuve, le Sainte-Beuve de *Port-Royal*, discuter en riant follement, dans l'intimité de six couverts, sur les mérites des épinards au jus, et de le voir battre, la casserole en mains, le baron Brisse, un Brillat-Savarin de bouillon Duval qui avait réussi, à force d'audace et d'esprit, à faire croire au monde entier qu'il était un incomparable gourmet et un incomparable cuisinier.

Le lendemain, avec un peu plus d'apparat, le prince Napoléon, aidé par le chevalier Nigra, le blond ministre d'Italie, expliquait à Émile Ollivier les beautés de l'alliance franco-prussienne et la nécessité pour l'empereur de s'entendre avec M. de Bismarck. Le prince Napoléon plaidait la cause de l'Italie avec une éloquence brutale et entraînante, et le chevalier Nigra suivait de l'œil, avec l'air modeste d'un simple attaché d'ambassade, ce prince français arpen-

tant le salon et faisant si bien les affaires de Victor-Emmanuel. Nigra s'effaçait et semblait se réserver pour la conquête des âmes féminines. Il rédigeait en jolis vers ses notes diplomatiques et les glissait dans une gondole vénitienne offerte à l'impératrice Eugénie, en résidence à Fontainebleau :

« Femme, si, par aventure, le taciturne empereur veut parcourir ton lac paisible, dis-lui que, au bord de l'Adriatique, Venise, dépouillée, nue et sanglante, mais encore vivante, attend le jour de la délivrance. »

Ainsi chantait le chevalier Nigra, tandis que le prince Napoléon tonnait contre les réactionnaires, amis de l'Autriche, et que M. Bamberg, consul général de Prusse, joyeux compagnon, racontait aux journalistes, l'œil flambant, les odyssées des petites blanchisseuses de la rue de la Victoire, et les bons mots de son chef, M. de Bismarck.

Puis le décor changeait. Dans l'immense salon, grand comme une galerie du Louvre, une foule de députés, de sénateurs, de puissants financiers applaudissaient les grands artistes d'alors, donnant à Émile de Girardin des concerts merveilleux. Chaque fois, un talent nou-

veau, une gloire naissante étaient présentés à ses hôtes par le maître de la maison, et je suis certain que mademoiselle Augusta Holmès, au milieu de ses triomphes symphoniques, n'a pas oublié la soirée où, pour la première fois, dans le juvénile éclat d'une beauté de seize ans, elle sut, véritable sirène, métamorphoser en artistes tant de vieux sceptiques, compagnons ordinaires d'Épicure, aux ventres bedonnants et aux crânes déplumés.

Tout passait sous nos yeux, dans cette étonnante maison toujours éveillée, toujours ouverte, où les audiences commençaient à six heures du matin et dont les lustres s'éteignaient le plus souvent au milieu de la nuit. On y donnait des soirées scientifiques, on y montrait des phénomènes. Les chambellans de l'empereur y coudoyaient des vaincus de Décembre, et le Père Hyacinthe inaugurait son apostolat par des discussions avec M. Caro.

Toute manifestation de la pensée ou de l'activité humaine recevait un cordial accueil chez Émile de Girardin. L'hospitalité était si bien pratiquée par l'hôte de la rue de la Pérouse, que M. Glais-Bizoin, très spirituel député de l'opposition, plus tard ministre de la Défense na-

tionale, faillit y lire, en matinée, un drame de sa composition, le *Vrai courage*, interdit par la censure. Heureusement Girardin, encore sous le coup du bruyant insuccès de sa pièce, les *Deux Sœurs*, eut peur de prêter à rire en recueillant dans son salon une œuvre au moins aussi mal venue que son propre essai dramatique. Il entrevit vaguement les ombres inquiétantes de Vadius et de Trissotin s'agitant sur ses fauteuils et ayant « le vrai courage » de féliciter les *Deux Sœurs*. Il engagea M. Glais-Bizoin à exporter sa pièce, me fourra dans les bagages du député breton, et nous arrivâmes ainsi, pour notre malheur, à Genève, terre libre.

XXIV

Je n'avais pas lu un mot du drame de M. Glais-Bizoin. Nos compagnons de route, de Biéville, du *Siècle*, Jules Claretie, de l'*Avenir national*, Guérin, de l'*Opinion nationale*, Lambert de Roissy, du *Nain jaune*, nous avaient suivis, croyant retrouver dans l'œuvre du député radical un peu de l'esprit dont il remplissait ses discours.

La presse suisse, très échauffée, annonçait notre arrivée aux populations en termes si élogieux que, dans le train, nous finissions par nous prendre tous pour de petits Guillaume Tell décidés à délivrer la France de l'odieuse censure. Nous étions, à en croire nos confrères genevois, « les artisans d'une protestation solen-

nelle ». Ils nous remerciaient d'avoir « choisi leur ville comme étant digne d'enregistrer dans ses fastes une manifestation aussi éclatante ». Ils se montraient fiers de cette préférence, « car elle posait Genève à l'avant-garde des idées avancées ».

Ces citations textuelles donnent une idée très imparfaite de l'accueil que nous réservaient les Genevois. Dans un banquet de cent cinquante couverts, les membres du gouvernement fédéral burent au *Vrai courage*, à son auteur et à ses porte-queue. Au dehors, des musiques jouaient la *Marseillaise*, tandis qu'au dedans, un proscrit, Jules Barni, mort depuis député de la gauche, pâle, crispé, solennel, essayait de confondre dans un même anathème la littérature corrompue du second empire et l'auteur du Deux-Décembre.

Quant à nous, absolument grisés par le spectacle — nouveau pour des jeunes Français — des enthousiasmes d'un peuple libre, nous n'aurions pas donné le *Vrai courage* pour le *Cid*. Et il nous semblait que le lendemain, jeudi, jour fixé pour la première représentation, nous réservait à tous des apothéoses.

A huit heures, vêtus de noir, cravatés de

blanc, tête nue, précédés par deux gendarmes en grande tenue, nous gravissions dignement l'escalier du théâtre et nous entrions dans la loge qui nous était réservée. Dans la salle bondée, tous les spectateurs étaient debout, rendant par de longues salves d'applaudissements les saluts que leur prodiguait Glais-Bizoin, très homme du monde.

Puis le drame commença.

Aux premiers mots prononcés par les acteurs, Claretie, Guérin et moi échangeâmes des regards effrayés.

Le héros de la pièce s'appelait Valentin de Saint-Potain, philosophe libéral. Ce jeune premier voulait épouser Clorinde de Saint-Potain, fille de l'amiral de Saint-Potain. Mais le capitaine de Saint-Potain, lui aussi, voulait prendre pour femme sa belle cousine, et cette dernière, intrépide amazone, avait un « béguin » pour le beau Valentin, le philosophe libéral. Situation angoissante ! Il s'agissait d'inspirer à Clorinde du mépris pour le préféré de son cœur en le convainquant de lâcheté, la fille d'un brave amiral, même suisse, la cousine d'un capitaine de Saint-Potain ne pouvant s'avilir au point d'aimer un capon.

Cette exposition du sujet n'avait pas été sans causer une certaine surprise au public genevois et un grand malaise moral dans notre loge. Il n'y avait pas à le nier, le *Vrai courage* eût été refusé chez Guignol. C'était bête comme à plaisir, et les spectateurs se tâtaient, stupéfaits. De temps en temps, la porte de notre échafaud s'ouvrait et laissait passer la tête ahurie de nos gendarmes d'escorte. Nous, déconfits, humiliés, nous nous aplatissions dans les coins pour échapper aux lorgnettes des jolies Genevoises. Claretie se glissait sous une banquette. Guérin, qu'on prenait pour Jules Favre voyageant incognito, s'arrachait fiévreusement les poils de la moustache.

Si les spectateurs n'étaient pas les gens les plus patients, les plus tolérants du monde, nous devions être jetés, à la sortie, dans le lac Léman, comme de sinistres mystificateurs. Car enfin nous avions laissé dire que nous escortions Corneille, et nous exhibions Jocrisse ! Nous cherchions à nous évader, Claretie et moi, quand Glais-Bizoin nous cloua à notre place d'un regard indigné, nous enjoignant d'assister à la scène capitale de son drame.

Cette scène, je la transcris ici pour faire honneur à l'exquise politesse des Genevois, à leur

patience, à leur résignation. Je la transcris aussi pour faire honte aux censeurs impériaux, assez obtus pour interdire une pièce si cocasse, écrite par un orateur de l'opposition et dont la représentation, à Paris, eût couvert de ridicule tout son parti.

J'ai dit que le capitaine de Saint-Potain, d'accord avec l'amiral de Saint-Potain, veut établir devant Clorinde de Saint-Potain que Valentin de Saint-Potain est un lâche. Voici comment il s'y prend.

LE CAPITAINE, bas à l'amiral.

Je vais l'achever. (*A Valentin*) Vous avez dit, Monsieur, qu'en 1830 le grattoir de la peur avait effacé les armoiries de mes ancêtres ?

VALENTIN, très digne.

J'aurais dû ajouter que votre fierté, s'abaissant devant l'émeute, non seulement gratta son écusson, mais encore entonna la *Marseillaise*, coiffée du bonnet de la liberté.

LE CAPITAINE, furieux.

Vous en avez menti par la gorge. Ce prétendu bonnet était un foulard que je mis pour me garantir d'un rhume.

VALENTIN, railleur.

Un rhume, le 29 juillet, par une chaleur de 25 degrés ?

Le capitaine Saint-Potain veut se battre sur l'heure. Valentin Saint-Potain, philosophe, méprise le duel et les duellistes. « Il n'est pas donné, dit-il avec beaucoup de sagesse, à un coup d'épée ou de pistolet de changer un fait ». Cependant, émoustillé par la présence de la belle Clorinde, il ordonne à son domestique Gabao d'aller chercher « les pistolets de salon » du capitaine de Saint-Potain.

Le choix de cette arme singulière excite une surprise bien naturelle chez le bouillant capitaine, le vaillant amiral et l'ardente Clorinde. Des pistolets de salon pour se battre en duel ! Mais Valentin a son idée. Il marche droit sur son adversaire et lui prend sa montre.

La surprise de la famille Saint-Potain confine à la stupéfaction.

Valentin, impassible, remet la montre du capitaine à Gabao. Gabao recule de trente pas, suspend la montre du capitaine par la chaîne. Valentin vise, tire et fait voler la montre en éclats.

Le capitaine de Saint-Potain est exaspéré.

— Ma montre à répétition ! une montre de Bréguet, qui m'a coûté mille écus, mise en poussière !

— Faites en autant à la mienne, lui dit noble-

ment Valentin, tandis que Clorinde, comprenant la leçon qui se dégage de cet incident, admire la magnanimité de Valentin, sûr de tuer son rival et se bornant à lui casser sa montre.

Les Parisiens du boulevard ne croiront jamais que deux mille personnes purent, dans une salle de spectacle, à une véritable représentation de gala. assister pendant trois actes, sans casser les banquettes, au défilé de scènes dont j'ai transcrit la meilleure. Il nous fut donné cependant de constater un phénomène plus étrange encore. Pas un journal ne traita comme elle le méritait l'œuvre de Glais-Bizoin. Pas un Genevois, rencontrant un des nôtres, ne sourit en parlant du *Vrai courage*. Nous continuâmes à être l'objet des attentions les plus délicates et les plus amicales, et, au départ, nous montâmes dans le train sans avoir surpris sur un seul visage, pas même sur ceux de nos deux gendarmes d'honneur, la plus légère raillerie.

En arrivant à Paris, nous trouvâmes tous nos amis fort émus et consternés. Nous crûmes qu'ils avaient reçu et lu un exemplaire du *Vrai courage*. Nous nous trompions.

Le temps des farces était passé. Glais-Bizoin disparaissait et M. de Bismarck entrait en scène.

XXV

Ce que je sais de la campagne austro-prussienne de 1866, je l'ai appris dans les livres. J'en fais l'aveu sans fausse honte, parce qu'il est vraisemblable que les acteurs eux-mêmes de cette tragédie, si lugubrement dénouée à Sedan en passant par Sadowa, ont fait comme moi. Ils n'ont dû apprendre que longtemps après les événements combien il faut de perfidies, de mensonges, de trahisons mutuelles, de crimes et de sottises pour fabriquer, dans l'histoire, les grands empires et les grands hommes.

Mon érudition de seconde main n'ajouterait donc rien aux magistrales études de M. G. Rothan sur les origines de la guerre de 1870 et n'augmenterait pas d'une tristesse le dossier

formé avec tant d'autorité par l'écrivain diplomate. Cependant, je me souviens d'avoir entendu raconter à Salzbourg, lors de l'entrevue dans cette ville de Napoléon III et de l'empereur François-Joseph, une anecdote qui expliquerait, sans les justifier, les incohérences de la politique française dans la lutte engagée entre l'Autriche et la Prusse.

On sait qu'après la signature de la convention de Gastein, réglant le sort des duchés volés au Danemark par les armées austro-prussiennes, la situation morale de M. de Bismarck avait été très compromise à Berlin. Ses ennemis l'accusaient d'avoir été la dupe du cabinet de Vienne, et on parlait couramment de lui donner pour successeur soit M. de Manteuffel, soit M. de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris. M. de Bismarck crut utile de se rendre à Biarritz au début d'octobre.

L'empereur, déjà très souffrant, passait de longues heures à méditer tristement au bord de la mer sur les mécomptes de ses entreprises. Sans cesse harcelé par son cousin le prince Napoléon, sa pensée était sans relâche ramenée vers cette Italie à laquelle il avait tant sacrifié et qui lui reprochait de n'avoir point assez fait pour

elle. Il avait comme le pressentiment de l'abîme où l'entraînait cette insatiable protégée, et néanmoins il ne pouvait se résigner à laisser inachevée l'œuvre commencée par la campagne de 1859. En couvrant l'Autriche contre les attaques de Victor-Emmanuel et de M. de Bismarck, il craignait de devenir, comme le lui disait son cousin, le représentant de la réaction et du cléricalisme européens, et le pauvre homme se croyait de bonne foi le chef éclairé de la Révolution!

M. de Bismarck trouva son hôte impérial troublé, malade de corps et d'esprit. Cette volonté triompha assez vite de cette incertitude chronique. Le Prussien, plein d'entrain, flatteur, bon enfant, poussant hardiment sa pointe, ne réclamait qu'un appui moral en échange de réalités territoriales. On n'avait qu'à le laisser faire. Pour lui, il se contenterait d'annexer deux millions d'Allemands au Nord. L'Autriche ne serait pas sérieusement entamée. Rome, avec un territoire neutralisé sous la garantie des puissances, assurerait l'indépendance du pape, et la Vénétie serait rendue au roi Victor-Emmanuel. Quant à la France, sans tirer l'épée, elle trouverait dans une rectification de frontières du côté du Rhin une

compensation au petit agrandissement obtenu par la Prusse.

Napoléon III se laissait peu à peu convaincre, et, un soir, rendez-vous fut pris pour le lendemain, neuf heures.

A huit heures, un journaliste, rédacteur d'une correspondance autographiée rédigée sous l'inspiration du souverain, prenait comme de coutume les ordres de Napoléon III, quand la porte s'ouvrit brusquement et livra passage à l'impératrice. Le journaliste disparut discrètement dans un cabinet voisin, mais pas assez vite pour ne point deviner, à l'éclat des premières paroles prononcées par la femme de Napoléon III, qu'il s'agissait d'une affaire lui tenant fort à cœur. Au bout d'une demi-heure le correspondant fut rappelé. L'empereur, très affaissé, regardait fixement un couteau à papier. L'impératrice avait disparu; mais, au milieu du cabinet, gisait, trépigné, le chapeau de paille à rubans bleus qu'elle tenait à la main en entrant chez son mari. A neuf heures, M. de Bismarck arriva. L'entrevue fut courte. Si maître qu'il fût de lui, le ministre prussien parut, en sortant, de fort méchante humeur. Le prince Napoléon l'attendait.

— Il n'y a rien à faire avec l'empereur,

lui dit M. de Bismarck ; je le croyais plus fort.

La personne qui me fit ce petit récit à Salzbourg affirmait avoir entendu de ses propres oreilles le ministre prussien portant sur l'empereur ce jugement à la fois sommaire et découragé. L'incident du chapeau m'a été confirmé, d'autre part, par le journaliste qui en avait été témoin. Il est donc permis de croire que l'impératrice, mise au courant des intentions de son mari, avait protesté avec indignation contre un projet qui livrait en fait à l'Italie le domaine temporel du pape, parrain du prince impérial, et qu'elle avait réussi à empêcher la conclusion d'un traité qui, s'il n'eût rien changé aux futures victoires de la Prusse sur l'Autriche, n'eût point fait de la bataille de Sadowa une défaite française.

A vrai dire, personne, à cette époque, ne soupçonnait la puissance militaire de la Prusse, et, en pressant Napoléon III de conclure une alliance effective avec Berlin, les amis de l'Italie trahissaient assez les craintes que leur inspirait l'armée autrichienne. Dans l'entourage de l'empereur, l'élément militaire s'amusait fort de cette landwehr qu'une guerre arracherait à ses comptoirs pour

la mettre nez à nez avec les redoutables bandes qui avaient tenu l'armée française en échec à Magenta et à Solférino. Le prince Napoléon lui-même croyait fermement que ces Prussiens « ne se battraient pas ou qu'ils seraient battus ». C'est pourquoi il avait poussé avec tant d'ardeur à la conclusion d'une alliance qui le rassurait, en tout cas, pour les destinées de l'Italie.

On sait à quel parti s'arrêta « le taciturne empereur », comme l'appelait en vers M. le chevalier Nigra. Il refusa de s'engager, poussa l'Italie dans les bras de la Prusse, perdit le bénéfice de la complicité que lui offrait M. de Bismarck, négocia en même temps avec l'Autriche pour assurer à l'Italie la cession éventuelle de la Vénétie, attendit avec confiance que la Prusse et l'Autriche, réciproquement éreintées, tombassent pantelantes à ses pieds, et se prépara à recrépir son prestige en dictant ses lois aux deux nations épuisées. Ces honnêtes calculs eurent, hélas! le succès qu'ils méritaient.

Au premier bruit de guerre, Émile de Girardin avait pris parti avec sa décision ordinaire. Très hostile à la politique envahissante, tapageuse et antilibérale du ministre prussien, il conseillait à l'Autriche de désintéresser l'Italie par la cession

volontaire de la Vénétie; puis, se retournant vers Napoléon III, il le conjurait de se faire l'arbitre du monde et le défenseur de la paix européenne en menaçant de l'épée de la France la puissance qui tirerait le premier coup de canon. En d'autres termes, il conviait la France, l'Italie et l'Autriche à s'unir, réconciliées, contre le redoutable agitateur qui, à Berlin, devenait un véritable danger public.

Ces conseils, conformes à la politique traditionnelle de notre pays, Girardin les donnait avec passion, malgré les instances de ses amis les plus intimes, malgré les supplications du prince Napoléon. Il ne cessait de répéter que l'avenir de la liberté, dans le monde, dépendait de la résistance que l'Europe civilisée saurait opposer aux tentatives des Prussiens, dont les procédés et les tendances nous ramèneraient violemment aux barbaries du temps passé et au régime exclusif de la force. Il parlait avec le plus profond mépris des finesses de la diplomatie impériale, de ces toiles tissées par des abeilles ignorantes du métier d'araignée; mais il prophétisait dans le désert. Si émue que commençât à se montrer l'opinion publique, une sorte de défaveur morale aussi injuste que bête s'attachait aux idées du grand journaliste et empêchait les hommes politiques

d'en apprécier la sagesse et la virilité. Et puis, si les classes élevées de la société ne se dissimulaient pas les sympathies que leur inspirait l'Autriche, la démocratie, inconsciente ou aveugle, ne voyait pas d'un mauvais œil grandir la fortune d'une nation jeune, dont elle croyait n'avoir rien à redouter et qui paraissait représenter les idées modernes en Allemagne.

A l'exception de la *Presse*, du *Temps* et de la *Gazette de France*, tous les journaux conquis par avance à l'Italie admiraient sans réserve M. de Bismarck. L'*Opinion nationale*, dès les premiers jours de mai, mettait brutalement les pieds dans le plat. « En France, disait-elle, les journaux monarchiques de toutes nuances ne dissimulent pas les appréhensions que leur cause la crise; ils ne tarissent pas d'injures contre M. de Bismarck. M. de Bismarck est donc un agent de la révolution européenne déguisé en ministre de droit divin? il s'en faut bien; mais M. de Bismarck sert la Révolution sans le vouloir, à peu près comme Richelieu, cardinal de l'Église romaine, vainqueur de la Rochelle, maître de la France par la hache et le billot, servait la cause de la liberté religieuse pendant la guerre de Trente ans. »

Les journalistes avancés briguaient tous l'hon-

neur de suivre les opérations militaires soit en Italie, soit dans les rangs de l'armée prussienne. Le *Siècle* avait choisi Charles Floquet comme correspondant italien et avait obtenu pour un autre de ses rédacteurs, M. Vilbort, ses grandes entrées dans la tente de M. de Bismarck. Le *Journal des Débats* était renseigné par M. Petruccelli della Gattina, qui se distingua en 1870 par sa haine contre la France et sa tendresse pour l'Allemagne. Personne, en revanche, ne demandait à se faire présenter au généralissime Benedeck, chef suprême des armées autrichiennes. L'Autriche, c'était l'ennemi. Elle représentait le catholicisme et la réaction. Elle sentait l'eau bénite. On ne pouvait lui pardonner, sans doute, d'avoir emprisonné Silvio Pellico !

Il faut reconnaître que les Autrichiens ne s'aidaient guère. Tandis que la Prusse mobilisait avec une activité merveilleuse son armée et ses diplomates, que ces derniers, souples, aimables, empressés, familiers, inondaient les feuilles françaises de renseignements intéressants et gratuits, l'Autriche, étonnée et dédaigneuse de l'opinion publique, ignorant l'art de la modifier, n'attachait d'importance qu'à ce qui se disait dans l'intimité de l'empereur et de l'impératrice.

On a écrit que les Prussiens ne s'étaient pas bornés à conquérir par leur seule bonne grâce les sympathies des journaux : je suis certain que, s'ils eussent été à vendre, tous les journalistes auraient été achetés comptant et sans compter ; mais je reste convaincu que le concours donné par les journaux à l'Italie et à la Prusse fut absolument désintéressé, et que les entremetteurs prussiens et italiens n'eurent pas même à corrompre des virginités qui se jetaient toutes seules dans leurs bras.

Qui nous dit, d'ailleurs, que ces maquignons politiques dont les prétendues indiscrétions provoquèrent à la fin de l'empire une sorte de scandale ne se bornaient pas à mettre dans leurs poches l'argent qu'ils demandaient à leurs gouvernements pour cette sale besogne ? Ce genre de tripotages laisse en général aussi peu de traces que l'oiseau dans l'air ou le poisson dans l'eau, selon le dire du grand Salomon. Aux Champs-Élysées — ceux de là-haut, — si tous les acteurs et tous les comparses du drame austro-prussien se rencontrent, il y aura certainement des scènes amusantes quand M. de Bismarck apprendra que bien des sommes fournies par « le fonds des reptiles » et destinées à corrompre des

journalistes étrangers ont été, en réalité, simplements grignotées par des demoiselles en partie fine avec d'excellents agents prussiens. Mais passons, comme dirait Paulus (de l'Alcazar); ce sont là les scories de l'histoire.

XXVI

Le traité offensif et défensif liant indissolublement l'Italie et la Prusse avait été signé le 27 avril 1866. C'est sur les conseils de l'empereur lui-même que Victor-Emmanuel avait mis sa signature au bas de ce traité. On s'explique difficilement pourquoi M. Thiers, si bien renseigné sur tout ce qui touchait aux choses de la diplomatie, attendit le 3 mai pour prononcer à propos de la politique extérieure un discours auquel applaudit la majorité du Corps législatif et dont les avertissements prophétiques, connus à temps, eussent certainement impressionné l'empereur lui-même.

Inspiré par une indignation patriotique, le futur réparateur de toutes les fautes commises annonça

les événements qui allaient s'accomplir. Prévoyant les victoires de la Prusse, il la montra marchant par étapes successives vers son but définitif, la reconstitution d'un empire germanique comme au temps de Charles-Quint, s'appuyant sur l'Italie au lieu de s'appuyer sur l'Espagne et enserrant nos frontières dans un cercle de fer. Aux yeux de M. Thiers, pour tout homme clairvoyant, l'unité italienne avait pour conséquence l'unité allemande. Le devoir de la France était tout tracé : il fallait arrêter la Prusse et défendre à l'Italie de s'allier à elle en lui déclarant que nous l'abandonnerions, le cas échéant, aux colères autrichiennes.

Ce discours — un des plus beaux peut-être qu'ait jamais prononcés M. Thiers — n'avait qu'un défaut : il arrivait comme moutarde après dîner. L'alliance italo-prussienne était conclue, et rien désormais ne la ferait rompre. Sur l'épiderme endolori de Napoléon III, le discours de M. Thiers fit l'effet d'un sinapisme. Furieux et reprenant avec l'historien national le fameux « duel à la langue » dont se préoccupait si fort, en 1860, M. le sénateur baron de Heeckeren, il alla à Auxerre raconter au maire de cette ville qu'il « détestait les traités de 1815 ».

Autant valait signifier aux Prussiens et aux

Italiens qu'ils n'avaient plus à se gêner. M. de Bismarck n'en demandait pas davantage. Il se crut sans doute encore à Paris, dans la salle de concert où, l'année précédente, pour faire honneur à la musique du 34e régiment d'infanterie prussienne, on avait chanté un hymne d'alliance intitulé : *Teutons et Francs*. L'auteur des paroles, un M. Taylor, s'écriait comme Napoléon III à Auxerre :

Nobles fils d'Allemagne,
Salut à vous, messagers de la paix,
Voici les temps rêvés par Charlemagne.
Il n'est plus de Français;
Nous sommes frères aujourd'hui.

Nous étions assez bien renseignés dans les bureaux de la *Liberté*, où passaient chaque jour une foule de messieurs appartenant au monde politique. Bien des personnages se faisaient un véritable plaisir de venir nous raconter ce qui s'était passé, la veille au soir, à la cour impériale, dont ils étaient les plus beaux ornements. C'est par ces voix détournées de leurs devoirs que j'appris l'effet produit sur Napoléon III par le canon de Sadowa.

Le premier mouvement fut terrible. L'empereur voulait marcher sur le Rhin, remporter une victoire, conclure la paix, puis abdiquer au profit du

prince impérial, sous la régence de l'impératrice.

Le maréchal Randon, mandé d'urgence, calma cette belle ardeur. Il confessa que nous n'avions pas 80,000 hommes à mettre en ligne. L'empereur, terrifié, eut une attaque qui le laissa sans connaissance pendant soixante-douze heures.

Je ne crois pas que la nouvelle de cette syncope, dont les Prussiens ont le devoir de remercier la Providence, ait jamais été connue du public; et il faut avouer qu'une nation est bien malheureuse quand elle possède un souverain dont la vie se passe à être toujours étonné par les événements et toujours surpris par la maladie.

XXVII

Au point de vue des variations de l'esprit humain en général et de celles de la presse en particulier, rien n'est plus curieux que le brusque changement d'attitude des journaux au lendemain de Sadowa.

Les plus pacifiques d'entre nos confrères devinrent sur le champ des foudres de guerre ; les plus belliqueux déposèrent leur casque et coiffèrent le bonnet de coton de Richard Cobden. Les admirateurs de M. de Bismarck parlaient maintenant de lui arracher la peau du dos et estimaient qu'une armée de 1,200,000 hommes était à peine suffisante pour mener à bien cette opération de haute tannerie. Les autres, au contraire, déclaraient qu'il n'y avait plus qu'à s'incliner devant le fait accompli et que, n'ayant pas su faire

la guerre en temps utile, la France devait se plonger dans les jouissances de la paix désarmée. Ils soutenaient qu'il était inutile de s'imposer le lourd fardeau des dépenses militaires, d'accroître dans une proportion incalculable l'impôt du sang, si l'on était résolu à se recueillir et, à l'exemple du bey de Tunis, à faire tricoter pacifiquement des bas par un million de baïonnettes.

Je confesse avec humilité qu'à la suite de Girardin, je pris rang parmi les enragés de la résignation et que je fis, selon une formule chère au grand journaliste, « la guerre à la guerre ». Il est vrai que, six mois plus tard, avec la même ardeur, je voulais absolument m'emparer du grand-duché de Luxembourg ou, tout au moins, en chasser les Prussiens.

Le pis en cette affaire, c'est que nous étions tous de bonne foi et que nous nous contredisions nous-mêmes avec la conviction d'obéir aux règles inflexibles d'une logique impitoyable. Je dis cela pour les nouveaux venus dans la vie politique, qui s'indignent avec une sincérité parfaite des évolutions intellectuelles de leurs devanciers et prennent pour de simples et indécentes cascades les brusques changements d'opinion des députés, des administrateurs et des journalistes.

Personne, hélas ! n'échappe à ces convulsions de la pensée, déterminées par un choc inattendu, par un événement imprévu. J'ai entendu Gambetta déclarer hautement, en juillet 1870, qu'il n'empêcherait pas « Napoléon III de laver le Deux-Décembre dans l'eau du Rhin » ; et pourtant, après nos premières défaites, Gambetta marqua au front, du fer rouge de ses proclamations, tous ceux qui, de près ou de loin, s'étaient déclarés partisans de cette guerre. Je vois aujourd'hui M. Delattre tenir un rang distingué parmi les membres intransigeants du socialisme radical, et j'ai vu, en 1867, le nom de Delattre placé à côté de celui de M. A. Hubbard au bas d'une pétition au Sénat réclamant le retour en France des cendres du roi Louis-Philippe. J'ai lu dans le *Journal officiel* la stupéfiante déclaration d'amour faite un jour au conseil municipal de Paris, dans une séance du Sénat, par Hérold, préfet de la Seine, et je lis en ce moment la petite note suivante, tout entière de l'écriture d'Hérold et datée de 1874. Dénombrant les groupes de l'assemblée parisienne, Hérold me signalait :

Treize républicains considérés comme gâtant tout ce dont ils se mêlent, surnommés par quelques-uns la *Société du doigt dans l'œil*, par d'autres les *Com-*

munards : ce sont MM. Allain-Targé, Cadet, Cantagrel, Clémenceau, Cléray, Floquet, Jobbé-Duval, Lamouroux, Lockroy, Loiseau-Pinson, Nadaud (hélas ! excellent homme d'ailleurs), Périnelle et Vauthier.

Par ces petits exemples, choisis à dessein parmi les plus anodins, j'espère désarmer les jeunes hommes de bronze, missionnaires de la parole moderne, qui seraient tentés de juger avec trop de sévérité les erreurs et les variations de ceux qui les ont précédés dans la carrière, et je termine ce paragraphe en livrant à leurs méditations le passage suivant d'une lettre inédite adressée à Émile de Girardin, en août 1871 :

Ma politique, au milieu d'un pays rongé de discussions absurdes — écrivait M. Thiers — ne peut être que celle de l'union, et elle lui est antipathique. On aime à se haïr, à se méconnaître, à pouvoir dire les uns des autres qu'on est des scélérats, lorsque, la plupart du temps, on n'est que des sots déçus et aigris par les déceptions.

XXVIII

Quand je pense qu'en 1817, la Restauration, gouvernement réactionnaire et monarchique, supprima d'un coup tous les sous-préfets, tous les secrétaires généraux de préfecture, et qu'au seuil de 1887 une Chambre républicaine a renversé un ministère républicain pour n'avoir pas supprimé les sous-préfets, je me pose pour la millième fois une question *impure* au plus haut degré. Au risque d'être honni à nouveau par les personnes à convictions fortes, je me demande si les gens qui s'emploient avec tant d'ardeur à changer violemment la forme des gouvernements et à remplacer la république par la monarchie ou la monarchie par la république ne sont pas un peu sots, comme disait M. Thiers dans sa lettre à

Girardin, et en même temps, contrairement à l'opinion de M. Thiers, un tantinet malfaisants.

Il m'est de moins en moins démontré, en effet, que les révolutions contribuent pour une part quelconque à la félicité des peuples, et je suis de plus en plus convaincu que la devise du praticien : « Guérissez, n'arrachez pas », doit être celle du politicien, soucieux du bien de son pays. Si nous avions dépensé, depuis 1789, à obtenir, des réformes des gouvernements qui se sont succédé, le quart du zèle que nous avons déployé à les renverser successivement, notre cher pays serait le plus grand et le plus libre pays du monde, car c'est un fait à noter que nous choisissons invariablement, pour détruire les gouvernements, l'heure précise où ils commencent à devenir supportables.

Un pareil aveuglement serait inexplicable si on l'attribuait exclusivement, comme M. Thiers, à la seule pauvreté de notre esprit. Mes observations personnelles m'ont amené à croire que nous ne sommes pas exclusivement bêtes et qu'une certaine dose de canaillerie, parfois inconsciente, mais jamais désintéressée, nous pousse le plus souvent à demander à la révolution le bonheur

de la patrie et, en passant, la satisfaction de nos appétits. Comme de simples peaux-rouges, nous brûlons une forêt pour faire cuire notre côtelette, nous détruisons une ville pour édifier une masure sur ses ruines, et nous sommes tous, plus ou moins, dans l'état d'esprit si bien dépeint par un des membres du conseil municipal de Paris, M. Edgar Monteil, dans ses *Impressions de voyage de Paris à Versailles*: « J'étais hanté par une idée fixe », nous apprend M. Monteil; « cette idée, qui me tourmente encore, qui me tourmentera jusqu'à ce qu'elle soit satisfaite, parce que je travaille pour jouer un rôle politique et crois que j'en jouerai un, cette idée est d'être représentant du peuple... En 1870, je me figurais qu'il suffisait d'être républicain et d'avoir écrit au *Rappel* pour que vos concitoyens se hâtassent de porter sur vous leurs suffrages. »

L'idée d'être « représentant du peuple » ou simplement employé du peuple, hantait trop de gens en 1867 pour que l'opposition constitutionnelle, celle qui veut améliorer et non renverser, recrutât de nombreux adhérents parmi les anciens ennemis de l'empire.

Cependant les résultats obtenus n'étaient point pour décourager ceux qui, sans arrière-pensée,

s'employaient à cette besogne ingrate. A partir de l'entrée des *Cinq* au Corps législatif, on s'était mis en marche vers des « destinées meilleures », et il n'était point insensé de supposer que, si parfois on marquait le pas, on finirait néanmoins par atteindre le but.

Depuis le moment où Ch. Floquet et Duvernois avaient, au *Courrier de Paris*, ouvert la brèche dans la Constitution de 52 en soutenant le droit, pour les journaux, de discuter les séances du Corps législatif, bien des libertés nouvelles avaient passé par cette fissure. L'opposition constitutionnelle avait grandi chaque année. M. Thiers avait trouvé les formules qui la rendaient acceptable par la bourgeoisie. M. de Morny et, après lui, M. Walewski avaient puissamment aidé à crocheter les serrures de l'empire dictatorial. On était arrivé à constituer un tiers parti qui, sous la direction d'hommes considérés tels que M. Buffet, le marquis de Talhouet, de chefs actifs comme M. Latour du Moulin, chantait à peu près le même air que les députés de la gauche. Le ton seul différait. Enfin, il est incontestable qu'Émile Ollivier, par ses séductions personnelles, l'accent de sincérité de ses déclarations, l'incontestable loyauté de ses intentions, avait décidé

l'empereur à écrire la fameuse lettre du 19 janvier 1867.

C'était quelque chose que cette lettre. Restituant le droit d'interpellation aux Chambres, promettant de soustraire la presse à l'arbitraire administratif, consacrant dans une certaine mesure le droit de réunion, Napoléon III rompait, par la publication de ce document, avec ses origines, ses traditions, ses partisans de la première heure, et tendait assez franchement les mains aux hommes qui ne voulaient pas attendre la liberté d'une nouvelle révolution.

Je sais bien que ces mains étaient teintes du sang de Décembre, qu'elles signaient aujourd'hui la levée d'écrou de la France de la même plume qui, en 1851, avait paraphé l'ordre de son embastillement; mais nous sommes si bien habitués, en France, à voir tous les gouvernements débuter par une violence, une escobarderie ou un attentat, qu'on eût pu, à mon sens, mettre à l'écart ces scrupules rétrospectifs et utiliser pour le bien de la patrie les repentirs de Napoléon III.

Il est très vrai encore que les libertés qu'il nous restituait étaient malingres, anémiques, grelottantes et peu appétissantes. Elles présentaient même un certain danger pour ceux qui voulaient les

approcher de trop près. Mais, en un temps où la science triomphe des diathèses les plus invétérées, il me semble encore qu'on eût dû se risquer et, en infusant du sang frais et jeune à ces petites goualeuses, en attendre des rejetons un peu moins scrofuleux.

L'aventure, en tout cas, méritait d'être tentée, car il est hors de doute que l'homme qui rêvait aux Tuileries en fumant sa cigarette était, à ce moment, de bonne foi et qu'il songeait à étonner le monde par son libéralisme après l'avoir écœuré par sa dictature.

J'ai recueilli à cette époque, de vingt bouches différentes, le récit de conversations qui ne me permettent pas de conserver le moindre doute à cet égard. Avec l'âge, l'idée était venue à Napoléon III d'être aimé pour lui-même. Il espérait que la France ne lui serait pas plus cruelle que mademoiselle Marguerite Bellanger. Il voulait faire peau neuve, ôter ses bottes, déposer sa cravache et, nouveau saint Louis, rendre paternellement la justice sous un chêne. Comme le disait Émile Ollivier, « si on ne l'effarait pas, il s'adapterait à la liberté ».

Mais deux sortes de gens avaient intérêt à « l'effarer ». Au premier rang, ceux que tour-

mentait l'idée d'être « représentants du peuple » ou employés par le peuple; au second, les hommes en possession, depuis 1851, d'un mandat, d'une fonction ou d'une influence, frémissant de rage et de terreur à la pensée que la petite noce allait finir et que désormais il faudrait se faire élire par les électeurs et non par les préfets. Entre ce marteau et cette enclume, le crâne impérial rebondissait douloureusement.

A la Chambre, au Sénat, on parlait avec la dernière irrévérence des fantaisies libérales et séniles de Napoléon III. Les gens gais le comparaient au baron Hulot de la *Cousine Bette*, courant après les petites souillons. Les gens sérieux discutaient dans les coins l'éventualité d'une abdication rendue nécessaire, disaient-ils, par le « ramollissement » du chef de l'État. On avait formé un club conservateur, rue de l'Arcade, pour biseauter les cartes gouvernementales. Avec des portées bien préparées, les croupiers de la réaction étaient à peu près certains qu'au baccara libéral l'empereur ne tirerait plus que des bûches.

Un sire de Kervéguen, député, par une douce ironie, opposait au projet de loi sur la presse un contre-projet en une foule d'articles. L'article 16 obligeait les journaux à publier chaque jour, en

tête de leurs colonnes, le chiffre de leur tirage, les fausses déclarations étant punies d'une amende de 2,000 francs. Grâce à l'article 18, tout Français avait le droit de faire paraître des articles dans un journal quelconque, sans que ce dernier pût s'y refuser. Il suffisait de payer pour cette insertion une redevance dont M. de Kervéguen fixait lui-même le montant. L'article 19 assurait le même droit « aux dames et aux demoiselles majeures ». Et le sire de Kervéguen ne passait dans les rangs de la droite ni pour un esprit violent ni pour un adversaire résolu des libertés publiques !

A gauche, on favorisait par des procédés analogues le mouvement de conversion ébauché par Napoléon III. Les journaux se moquaient fort agréablement, quand ils ne l'insultaient pas, de M. Émile Ollivier. On raillait ses illusions, on salissait ses intentions. Les bienveillants le trouvaient « serin »; les autres rougissaient d'indignation au spectacle d'une « telle impudeur ». A entendre les députés, la lettre du 19 janvier n'était qu'une comédie bonne à amuser les niais. L'autorisation préalable et l'arbitraire administratif étaient supprimés pour la presse : la belle affaire ! On serait jugé par la police correctionnelle.

Le droit d'interpellation était rendu : la jolie farce! Le droit de réunion, restreint il est vrai, mais enfin le droit de réunion était inscrit dans nos codes : c'était un piège, un véritable piège, une provocation!

Napoléon III n'était pas de taille, malheureusement, à subir impassible de pareils assauts. Prompt au découragement, sensible aux coups et aux reproches, constatant que son étoile commençait à filer et ne brillait guère plus qu'une modeste veilleuse, il hésitait, n'osant plus ni reculer ni marcher en avant. Cette situation morale, dont l'âne de Buridan, jeûneur involontaire entre deux picotins, a été une des victimes les plus célèbres, détruisit dans le public le bon effet produit par la lettre du 19 janvier.

En politique, la première condition du succès réside dans la décision avec laquelle on fait vite, à l'heure favorable, les actes nécessaires. Il ne faut point donner à ses adversaires le temps d'escompter des promesses, et d'en diminuer l'importance par des commentaires exagérés ou malveillants, sinon tout l'effet qu'on était en droit d'attendre d'une mesure s'efface et se résout en déception amère. Les réformes du 19 janvier, réalisées aussitôt qu'annoncées, dépassaient, je

l'affirme, les espérances les plus optimistes. Retardées, ajournées, amoindries, renvoyées aux calendes grecques, reprises, puis encore délaissées, elles firent, quand on les servit aux affamés de liberté, l'effet d'un turbot en excursion prolongée dans le Sahara. Tout le monde se boucha le nez.

A partir de ce moment, l'empire libéral était virtuellement frappé de mort. Les adversaires de droite et de gauche apportant, dans leur œuvre de dénigrement, une passion et, disons le mot, une mauvaise foi égales, la France devait reprendre fatalement le train qui conduit soit à la révolution, soit à la dictature.

J'ignore si les excellents réactionnaires et les gens à fortes convictions qui contribuèrent, chacun pour leur part, à amener ce résultat se félicitent encore de leur œuvre et ne regrettent pas un peu d'avoir fait avorter l'expérience tentée par l'opposition constitutionnelle. A cette heure, l'empereur serait mort, l'empire aurait fait comme l'empereur, tué par le simple fonctionnement du suffrage universel et de la liberté. Nous aurions l'Alsace, la Lorraine et la République en sus. Il est vrai que, dans cette hypothèse, bien des gens tourmentés par l'idée d'être « représentant du peuple », ne seraient pas tous arrivés aussi

promptement à se donner satisfaction; mais qui ne se consolerait à la pensée que MM. Colfavru, Vergoin, Douville-Maillefeu et beaucoup de leurs collègues ne sont pas députés et n'ont aucune chance de le devenir ?

XXIX

Le succès vraiment surprenant de la *Liberté* n'avait pas diminué le nombre des ennemis soigneusement collectionnés par Émile de Girardin pendant sa longue existence de journaliste. Malgré son indifférence un peu hautaine pour les personnes, le grand publiciste ne laissait que bien rarement ses polémiques dégénérer en pugilat littéraire. Nous nous appliquions, à l'exemple de notre maître et ami, à nous maintenir dans la région des idées et des principes.

Il faut croire que nous n'y réussissions guère ou qu'on était bien sévère à notre égard, car, un lundi matin, en lisant le feuilleton dramatique de Francisque Sarcey, dans l'*Opinion nationale*, nous poussâmes un long cri d'horreur

Sarcey trépignait sur la *Liberté*, son directeur et sa rédaction, avec une fureur qui nous parut, naturellement, aussi injuste qu'injurieuse. Non seulement il malmenait un homme que nous admirions et que nous aimions; mais nous autres, seigneurs de moindre importance, nous étions traités un peu durement. Nous pensions tous, avec une grande sincérité, avoir fait preuve quotidienne d'un certain talent, et Sarcey, sans pitié pour nos illusions, qualifiait nos articles de « conversation pure et simple de Prudhommes d'estaminet, en face d'une chope et d'un domino ». Nous étions d'autant plus vexés qu'au fond, nous faisions tous le plus grand cas du talent, de la probité professionnelle de Sarcey, et que ces attaques empruntaient à son honorabilité incontestée un caractère d'amertume tout particulier.

Nous résolûmes donc de boire une pinte du sang de Sarcey, et, sans prévenir « le patron », nous tirâmes au sort le nom du Spartacus auquel incomberait le soin de venger la *Liberté*.

A cette loterie, je gagnai pour la première et la dernière fois de ma vie. A dix heures, Clément Duvernois et Arthur de Fonvielle se présentèrent de ma part chez Sarcey, qui constitua

sur-le-champ ses témoins. Alors commença une série d'allées, de venues, qui firent, dans le petit monde de la presse, un événement de cet incident. Étais-je le champion de M. Émile de Girardin ou celui des rédacteurs de la *Liberté*? Les tenants de Sarcey soutenaient que, si je croisais le fer, c'était pour le compte de mon directeur; mes amis affirmaient que c'était en qualité de rédacteur du journal visé par Sarcey que je brandissais ma colichemarde. Sur le terrain même, à Vincennes, tandis que Sarcey et moi, en bras de chemise, nous nous refroidissions sous les morsures d'une brise matinale et glacée, la querelle se poursuivait entre nos mandataires, tant et si bien que mon adversaire me proposa, en souriant, « d'aller séparer nos témoins ».

Nos camarades réciproques, très dévoués chacun de leur côté, ne purent se mettre d'accord, et, malgré les protestations de Sarcey et les miennes, nous dûmes nous rhabiller et regagner Paris sans nous être fait la moindre entaille.

Il y eut, par suite, des provocations innombrables échangées entre nos témoins. Les journaux intervinrent dans le débat. Nouveaux articles, nouvelles provocations. Un instant, on put croire qu'on allait assister à une réédition du combat

des Trente. Tout se termina par une rencontre entre Duvernois et Sarcey, et fort heureusement ce dernier ne reçut qu'une blessure légère.

Si j'ai noté en passant ce petit fait divers, c'est qu'il me permet une fois de plus de rendre hommage à la mémoire d'Émile de Girardin et de constater combien ses théories sur l'impuissance et l'impunité de la presse étaient le résultat d'une conviction et d'une foi sincère. Notre querelle avec Sarcey l'attrista profondément. A la première nouvelle d'un envoi de témoins, il accourut, nous gronda, soutenant, malgré nos protestations, que notre adversaire n'avait pas dépassé son droit de critique et que nous donnions, nous ses élèves, un déplorable exemple en portant indirectement, par notre attitude, un nouveau coup à la liberté d'écrire. Pourquoi voulions-nous qu'un gouvernement fît preuve d'une tolérance qui nous faisait défaut? Si c'était un crime de dire que nos articles rappelaient « les conversations de Prudhommes d'estaminet », crime que nous voulions punir d'un coup d'épée, était-ce un crime moins punissable, aux yeux d'un ministre, de blâmer sa conduite, de le trouver dangereux pour le bien de l'État? Et, nous poussant la logique aux reins, Émile de Girardin entendait que nulle

suite ne fût donnée à la querelle à peine ébauchée. Il était difficile de déférer à son désir.

Quelques mois plus tard, je commençai une campagne assez vive contre le chef du gouvernement espagnol, le maréchal Narvaez, et je publiai une lettre de remerciements que m'avaient adressée d'illustres proscrits, Emilio Castelar, Praxedes Sagasta et dix autres écrivains, depuis ministres ou ambassadeurs, mais alors condamnés, pour délits de presse, à la mort, par le *garrotte vil*, la peine la plus infamante, infligée seulement aux parricides. Émile de Girardin prit texte de ce document, pour nous laver derechef la tête et nous dire, très sérieusement, qu'entre le maréchal Narvaez et nous, il n'y avait, au fond, que peu de différence, que nous aussi, nous avions voulu infliger la peine de mort à un homme sincère, convaincu, à un écrivain de talent. Et, comme il se sentait lui-même glisser un peu rapidement sur la pente d'un paradoxe extravagant, il échappa au péril par une plaisanterie, nous déclarant que Narvaez était infiniment plus intelligent que nous, puisque, ayant des opinions identiques aux nôtres sur la responsabilité de l'écrivain, il ne s'exposait pas, pour venger ses injures, à recevoir un mauvais coup

et s'en remettait au bourreau du soin de punir les délinquants.

Jamais, pendant vingt ans, je n'ai surpris la moindre défaillance, de la part d'Émile de Girardin, dans le culte passionné, presque fanatique, qu'il rendait à la liberté, sous toutes ses formes. sous tous les aspects, même les moins édifiants. Aucune déception ne parvint à ébranler cette foi robuste et exigeante, poussant ses principes jusqu'aux dernières conséquences et même au delà, et proclamant, au scandale de tous, l'impunité universelle et la négation du droit de punir. Mais il était écrit quelque part que jamais je ne pourrais m'élever jusqu'aux régions sereines où fonctionnent, dans le vide, les principes absolus. Malgré mon admiration pour Girardin, je me suis toujours traîné dans ce que mon illustre maître et ami appelait « l'ornière de la liberté ».

Je n'ai jamais pu comprendre, en effet, qu'une société pût vivre sans que ses membres encourussent une responsabilité quelconque, soit quand ils se causent un dommage réciproque, soit lorsqu'ils ont recours à la violence pour modifier l'état social et politique.

Je reconnais que je ne suis pas dans le mouvement et que l'avenir appartient peut-être à des

doctrines fort au-dessus de ma portée intellectuelle. Je constate, en effet, que déjà le droit de punir est discuté par de très bons esprits et qu'il n'y a pas un bon compagnon, dans les réunions publiques ou dans les journaux avancés, qui ne considère comme une pure iniquité la répression des attentats contre les personnes ou contre la propriété.

Quand la magistrature, suffisamment épurée, se recrutera parmi les orateurs de ces conférences Molé, tenues dans les assommoirs, la théorie de l'impunité deviendra facilement de la légalité. Le jury n'aura plus à acquitter, le chef de l'État n'aura plus à grâcier, comme ils le font aujourd'hui, des assassins sans délicatesse. Le crime libre dans l'État libre, telle sera la formule définitive de l'avenir, et les quelques sévérités tenues en réserve dans l'arsenal des lois, comme d'archaïques documents de l'ancienne barbarie juridique, ne seront guère appliquées qu'aux propriétaires et aux dévotes.

Ce sera l'âge d'or.

XXX

A côté de la presse authentique, timbrée, cautionnée, taquinée et, au demeurant, assez inoffensive, avaient grandi dans l'ombre, au quartier Latin, depuis 1856, des petits journaux soi-disant littéraires, dont l'action devait être au plus haut degré dangereuse pour le régime impérial.

D'abord la police n'y avait pas pris garde. Des petits carrés de papiers autographiés, distribués dans des caboulots, « tout à la blague et à la joie », n'étaient pas faits pour retenir l'attention de la police. Que Musette épelât le *Sans le sou* et la *Mansarde*, que Mimi Pinson déchiffrât couramment la *Muselière*, organe de Lemercier de Neuville, le futur impresario des *pupazzi*, qu'est-ce que cela pouvait bien faire aux petits Vidocq de la

Sûreté? Il faut bien que jeunesse s'amuse. Des gaudrioles gaiement racontées n'ont jamais mis l'État en péril. Et puis, sous le règne d'Auguste, il était convenable de favoriser les belles-lettres.

D'ailleurs, c'était la mode. Alexandre Dumas publiait le *Mousquetaire;* le *Diogène* du photographe-poète Carjat cherchait sans être inquiété un homme, c'est-à-dire un commanditaire; Edmond About étrillait en chef l'*Ane savant*, journal des Écoles. Tant que ces jeunes gens jetteraient à tous les vents leur verve et leur esprit, ils ne penseraient pas à mal, c'est-à-dire à la politique. C'était du moins l'avis des fortes têtes commises à la sûreté publique et à la surveillance du quartier Latin. Aussi les fortes têtes furent-elles très étonnées, en 1861, de lire un petit journal intitulé le *Travail* et récemment fondé par deux étudiants, MM. Germain Casse et Henri Lefort. La police ne s'y trompa pas : il y avait un nid de vipères dans ce cornet de papier. Elle prit ses renseignements.

Casse était un créole, fils d'un ex-propriétaire d'esclaves. Élevé à Sorèze, sous l'œil de l'abbé Lacordaire, il s'était promis d'expier les erreurs de ses ancêtres et de rendre aux blancs, avec les intérêts, une liberté que ses aïeux avaient énergi-

quement refusée aux noirs. De cœur chaud, exubérant, il pensait, comme tous les philanthropes historiques, qu'il ne faut pas regarder à la dépense quand il s'agit du bien de l'humanité. Il n'eût pas hésité, je crois, à sacrifier les existences de la majorité pour faire le bonheur de quelques-uns. C'était aussi l'avis d'un autre étudiant amené par son père à Henri Lefort pour recevoir de ses aînés la rude éducation révolutionnaire. Le jeune Clémenceau, aujourd'hui si aimable et si reluisant, n'eût pas été, à cette époque, agréable à rencontrer au coin d'une guillotine. Vrai cavalier de Cromwell, nourri de la forte moelle biblique du prophète Marat, il était, de plus, Vendéen, athée, cela va sans dire, et élève en médecine.

Si je suis bien renseigné, un autre rédacteur du *Travail*, Tridon, depuis membre de la Commune, fleurait un peu l'orléanisme et passait par Dumouriez avant d'arriver à Hébert. Il y avait aussi un carabin nommé Taule, maintenant directeur de l'Asile Sainte-Anne, et un doux étudiant en droit, Méline, le créateur de l'Ordre du mérite agricole, ministre de l'agriculture sous la présidence de Jules Ferry.

Une fois avisée, la police ne perdit pas de temps. Avec l'aide de Dieu et du parquet, Tridon, dé-

fendu par Léon Renault, et Germain Casse, réconforté par la parole de M. Jules Grévy, furent envoyés en prison. Ils ne s'y ennuyèrent pas. Alexandre Dumas fils l'a dit, « les opinions sont comme les clous : plus on frappe dessus, plus on les enfonce ». Blanqui, lequel gémissait, selon son habitude, sur la paille humide des cachots, huma, à l'arrivée des jeunes gens, une bonne odeur de chair fraîche. Il sourit à la pensée que la justice impériale prenait la peine de lui fournir des recrues. Au bout de huit jours, Germain Casse et Tridon, magnétisés, médusés par le Vieux de la Montagne, conspiraient comme s'ils n'avaient jamais fait autre chose de leur vie. Une fois libres, ils allèrent au congrès de Liège, fondèrent, au retour, rue Hautefeuille, une société d'études sous le titre de la *Libre pensée* et embauchèrent dans l'armée de la révolution politique les ouvriers, qui se bornaient jusqu'alors à se gargariser avec les formules lénifiantes d'un socialisme à la guimauve.

Les petits tigres de la démagogie scolaire ressemblent aux moutons du bon Panurge. Où Casse avait passé, passeraient bien Charles Longuet et Gustave Flourens. Du moins, ces derniers le croyaient. La *Rive gauche*, puis la *Jeunesse*, puis *Hernani*

ne négligèrent rien pour mériter à leurs rédacteurs les palmes du martyre. « Partout la rédaction triomphe — s'écriaient, dans ces feuilles auxquelles la politique était interdite, Rogeard, Longuet et Flourens — partout la réaction triomphe ! L'Italie se réconcilie avec le moyen âge ; l'Espagne imite les forfaits du Deux-Décembre. L'appui que nous donnait la jeunesse française nous est retiré ; les sbires napoléoniens empêchent notre feuille de parvenir jusqu'à elle. » Les sbires ne se le firent pas dire deux fois. Ils perfectionnèrent un complot ébauché tant bien que mal par une jeunesse inexpérimentée, empoignèrent une cinquantaine d'ouvriers et d'étudiants au café de la *Renaissance*, et cimentèrent par de rigoureuses condamnations l'union libre, contractée quelques mois plus tôt, entre les ouvriers et les fils de la bourgeoisie.

A ce propos, je me souviens d'un incident assez plaisant. La police avait saisi chez un étudiant, Paul Dubois, des fiches portant des noms. Bonne aubaine pour Javert ! Des fiches, des noms, des adresses sont, au plus haut degré, les éléments constitutifs d'une société secrète !

— Halte-là ! répliquaient les prévenus, les fiches appartiennent au journal le *Candide*.

Elles portent les noms et les adresses de ses abonnés.

— Vous nous la baillez belle ! Vos abonnés sont des affiliés.

— Soit, si vous le voulez ; mais alors frémissez, car parmi ceux que vous appelez des affiliés se trouvent M. Schneider, directeur du Creusot, vice-président du Corps législatif ; madame la baronne de Lagrange, M. le duc de Brancas, M. de Rothschild, six salles de l'École polytechnique et deux officiers des grenadiers de la garde. Nous avons donc pour complices l'aristocratie, la haute banque, la grande industrie et l'armée.

On ne poursuivit ni M. Schneider, ni M. de Rothschild, ni M. le duc de Brancas. On les tint pour des abonnés sérieux. Mais on trouva, en haut lieu, que ces messieurs et madame la baronne de Lagrange se livraient à d'étranges lectures, et la police, déroutée, se mit à surveiller les bonapartistes eux-mêmes.

Elle ne pouvait, au reste, suffire à sa besogne, cette pauvre police, eût-elle eu plus d'yeux qu'Argus, plus de bras que le géant Briarée, car tous ceux qui devaient jouer un rôle dans la chute de l'empire, dans la Commune ou dans la troisième république, commencèrent, en 1867, à se donner

carrière. On trouvait des ennemis de Napoléon III dans tous les coins.

A la conférence des avocats, Ribot faisait son premier discours politique et flagellait l'empire, en prononçant l'éloge de lord Erskine, le défenseur des droits de la presse en Angleterre. D'une main, la police annotait la harangue de l'éloquent *leader* du centre gauche ; de l'autre, elle saisissait au collet le célèbre ami des femmes, A. Naquet, le restaurateur des libertés conjugales, le propagateur du divorce, occupé, à cette heure, à marier chimiquement des matières explosibles. Elle ramassait Ch. Floquet criant au tsar : « Vive la Pologne, Monsieur ». Entre temps, elle faisait le coup de poing avec les étudiants et les ouvriers en manifestation sur la tombe de Manin, et marquait au crayon rouge, dans le *Courrier français*, journal de Vermorel, les articles inquiétants du général Cluseret et les *Variétés* sur l'architecture d'Antonin Proust, ministre des beaux-arts pendant le ministère Gambetta. Elle filait Félix Pyat, Protot, Vallès, Delescluze et cent futurs colonels de la Commune. Elle constatait que M. le duc de Persigny avait serré la main à M. Glais-Bizoin, député radical. Elle assistait, troublée, à la fondation du *Journal de Paris*, dans lequel Édouard

Hervé coudoyait Ranc, où Spuller écrivait à la même table que Ferdinand Duval. Elle regardait Weiss, évadé des *Débats*, corrigeant les faits divers de Victor Noir. Elle savait que le duc d'Aumale avait pris deux mille francs d'actions dans cet organe de « l'union libérale » et elle apprenait que Barthélemy Saint-Hilaire apportait, lui aussi, son obole républicaine au *Journal de Paris*.

A peine remise de l'émotion causée par le spectacle de cette coalition, la police arrachait dans les faubourgs des affiches séditieuses, se plaignant de la cherté du pain, réclamant le rétablissement de la taxe et concluant par ce cri : *Mort aux riches!* Enfin elle entendait avec stupeur Henri Brisson déclarer tout haut, sans se gêner, qu'il y avait des bornes à la patience parisienne et qu'on avait tort de croire que « le peuple des barricades était mort ».

Puis, toujours en 1867, dans la poussière des grandes parades militaires, au bruit des fanfares triomphantes, au milieu des splendeurs de l'Exposition universelle, la police, surmenée, avait dû veiller sur les souverains étrangers qui défilaient, eux aussi, défiants ou hostiles.

A trop regarder, elle ne voyait plus rien. Elle

n'avait pas vu Berezsowski travaillant à sa façon la conclusion de l'alliance franco-russe. Elle n'avait pas vu le télégramme qui jeta au milieu des fêtes officielles la nouvelle de la mort de l'empereur Maximilien, fusillé par ordre du Mexicain Juarez. Elle n'avait pas vu davantage le roi Guillaume de Prusse causer à la brasserie Fanta avec M. de Bismarck, et lui demander combien d'hommes et de mois seraient nécessaires pour anéantir cette nation affolée et ce souverain affaissé.

1867, c'était le commencement de la fin. Et tous les hommes politiques en avaient si bien le pressentiment qu'ils se hâtaient de prodiguer leurs conseils et leurs consolations à leurs tenants respectifs. M. de Saint-Paul, l'âme damnée de M. Rouher, se lamentait rageusement dans l'attitude d'un Jérémie, professeur de savate. Il indiquait à son maître un coup de chausson irrésistible pour *tomber* les orléanistes et les révolutionnaires. A l'auteur du coup d'État il proposait « un coup d'éclat ». C'était bien simple : il s'agissait simplement de dissoudre la Chambre, de promettre la paix, de faire respecter la Constitution de 1852 et d'en appeler au pays. M. Piétri, préfet de police, autre conseilleur, s'excusait

de ne donner à Napoléon III que de mauvaises nouvelles; mais ce n'était pas sa faute. Les populations ne savaient pas plus que lui à quoi s'en tenir sur l'orientation de la politique impériale. Était-ce la paix? la guerre? une nouvelle évolution libérale ou un retour à la dictature qui se préparait dans le cabinet des Tuileries? L'empereur serait bien aimable de prendre un parti, car « la France avait besoin d'être gouvernée et conduite ».

Le professeur Germain Sée, l'illustre docteur, donnait aussi des conseils fort sages à l'ancien prisonnier de Ham. Il lui conseillait de soigner sa vessie, de surveiller son anémie et de rester tranquille.

Aux princes de la famille d'Orléans, on ne marchandait pas davantage les avis. J'ai sous les yeux une véritable consultation datée du 17 août 1867, et adressée à M. le duc d'Aumale par M. le comte de Kératry, l'ancien préfet de police du gouvernement de la Défense nationale. Ce papier, très curieux, fait honneur à la perspicacité de M. le comte de Kératry. Il prévoit trois causes de chute pour l'empire : la mort de l'empereur, sa déchéance légale par une assemblée irritée ou une guerre avec la Prusse entraînant « l'in-

vasion de deux ou trois de nos provinces frontières ».

Dans le premier cas, M. de Kératry estimait qu'un coup d'État parlementaire aurait des chances de succès, « le parti gauche comptant dans son sein des influences considérables qui ne sont plus hostiles à la famille d'Orléans et dont la voix autorisée pourrait, à une heure donnée, en réveiller le souvenir dans le pays et opérer un revirement aussi brusque que favorable aux idées dont elle est la haute expression ». Mais, quelle que fût la cause qui décidât de la chute de l'empire, M. de Kératry était d'avis que les princes d'Orléans devaient quitter l'Angleterre et se rapprocher de la France :

> Quoique la distance soit courte de Londres à Calais, les communications et un débarquement sur nos côtes peuvent être difficiles. La traversée arrête bien des dévouements. Aux yeux du vulgaire, un bras de mer est un océan. Il est hors de doute qu'au moment d'une crise, l'apparition brusque au grand jour, sur un point de la France, d'un prince auquel les compagnons d'armes ne feraient certes pas défaut, suffirait pour donner une forme décisive à des inspirations incertaines et pour entraîner l'armée et certains de ses chefs.

M. de Kératry conseillait aux princes de s'agiter, comme M. le professeur Germain Sée conseillait à l'empereur de rester tranquille. Ces ordonnances eurent, il est vrai, toutes deux le

sort des prophéties de Cassandre. Les princes d'Orléans ne mirent aucun empressement à se rapprocher de la frontière, et Napoléon III ne put se résigner à se soigner. Aussi l'empereur mourut-il de sa maladie de vessie, et les princes que M. de Kératry, simple député, attendait à Paris le 4 septembre 1870, furent, le 5 du même mois, reconduits à l'étranger par les soins de M. de Kératry, devenu dans l'intervalle préfet de police.

XXXI

Tout le monde, on le voit, se préparait en vue d'un cataclysme prochain. A côté des politiciens ou des simples intrigants, il surgissait à chaque instant un nouveau Pierre l'Ermite, prêchant la croisade et distribuant aux pèlerins de la révolution des coquilles généralement vides. Rien n'était plus intéressant, à mes yeux, que la conversation de ces agitateurs et de ces agités, en général assez communicatifs et vous exposant, avec la plus profonde tranquillité d'âme, les plans les plus saugrenus ou les plus monstrueux. Ils étaient prêts à tout, ces héros d'aventure, les uns par dévouement sincère à des idées généreuses mais peu pratiques, les autres par amour du caboti-

nage, par vanité, pour se distinguer, pour ne pas faire comme les autres, pour le plaisir, pour rien.

Chétif bourgeois, un peu terre à terre, et destiné par tempérament autant que par goût au simple train-train de la vie ordinaire, je ne pouvais me défendre d'une certaine admiration pour ces inassouvis, épris d'idéal ou affamés de réalités difficiles à se procurer en notre temps.

En les écoutant raconter paisiblement des projets d'escalade sociale à donner le vertige aux Titans, ou discuter sérieusement les chances d'un coup de main révolutionnaire contre l'empire de Russie ou la vieille Angleterre, je me disais que c'était peut-être un grand malheur que, dans nos sociétés modernes et régulières, il n'y ait plus de place pour les talents, les vices et, disons le mot, pour les vertus de ces mortels remuants. Autrefois, les gaillards de cette trempe se taillaient des royaumes à la suite de Guillaume le Conquérant, découpaient des comtés et des baronnies dans la peau des Sarrasins et, au pis, mouraient de la peste ou d'un coup de lance. Des mondes entiers appartenaient à qui osait les prendre et, si grands que fussent les appétits, on pouvait toujours tenter de les satisfaire. Aujourd'hui, dans nos ruches basses de plafond, les hommes

XXXI

Tout le monde, on le voit, se préparait en vue d'un cataclysme prochain. A côté des politiciens ou des simples intrigants, il surgissait à chaque instant un nouveau Pierre l'Ermite, prêchant la croisade et distribuant aux pèlerins de la révolution des coquilles généralement vides. Rien n'était plus intéressant, à mes yeux, que la conversation de ces agitateurs et de ces agités, en général assez communicatifs et vous exposant, avec la plus profonde tranquillité d'âme, les plans les plus saugrenus ou les plus monstrueux. Ils étaient prêts à tout, ces héros d'aventure, les uns par dévouement sincère à des idées généreuses mais peu pratiques, les autres par amour du caboti-

nage, par vanité, pour se distinguer, pour ne pas faire comme les autres, pour le plaisir, pour rien.

Chétif bourgeois, un peu terre à terre, et destiné par tempérament autant que par goût au simple train-train de la vie ordinaire, je ne pouvais me défendre d'une certaine admiration pour ces inassouvis, épris d'idéal ou affamés de réalités difficiles à se procurer en notre temps.

En les écoutant raconter paisiblement des projets d'escalade sociale à donner le vertige aux Titans, ou discuter sérieusement les chances d'un coup de main révolutionnaire contre l'empire de Russie ou la vieille Angleterre, je me disais que c'était peut-être un grand malheur que, dans nos sociétés modernes et régulières, il n'y ait plus de place pour les talents, les vices et, disons le mot, pour les vertus de ces mortels remuants. Autrefois, les gaillards de cette trempe se taillaient des royaumes à la suite de Guillaume le Conquérant, découpaient des comtés et des baronnies dans la peau des Sarrasins et, au pis, mouraient de la peste ou d'un coup de lance. Des mondes entiers appartenaient à qui osait les prendre et, si grands que fussent les appétits, on pouvait toujours tenter de les satisfaire. Aujourd'hui, dans nos ruches basses de plafond, les hommes

d'un certain tempérament n'ont rien à faire, sinon à grossir, à un moment donné, les rangs d'une populace en rut insurrectionnel.

Au premier rang de ces intrépides, mais parmi les meilleurs, j'avais suivi de l'œil et aussi de cœur, car ils étaient mes amis, les frères Arthur et Ulric de Fonvielle. Le plus jeune des deux, Ulric, auquel son rôle de témoin dans le meurtre de Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte fit depuis une bruyante célébrité, nous avait quittés un beau matin, sans crier gare, pour rejoindre Garibaldi, sonnant le ralliement des chemises rouges de tous les pays.

Journaliste, peintre de talent, soldat vigoureux, il avait fait toute la campagne de Sicile, assiégé Gaëte et consolidé bien involontairement de son sang de républicain le trône de la maison de Savoie. Plus tard, il avait pris congé pour aller délivrer les noirs en Amérique. Il avait passé au milieu de ces tempêtes humaines, gai, spirituel, sans illusions sur les mérites des instruments bizarres dont le hasard se sert pour accomplir les grandes actions et même les mauvaises, et pourtant toujours prêt à s'embarquer pour le pays des dangers et des aventures, si on lui montrait au bout du voyage une idée à faire

triompher, un peuple à délivrer. Présentement, il songeait à libérer la France de l'empire et il reconnaissait avec chagrin qu'il était plus facile de donner l'assaut à Gaëte que de franchir de vive force les grilles des Tuileries.

Son frère, Arthur de Fonvielle, caressait une autre chimère. Il en voulait à la Russie. Pendant l'insurrection de Pologne, nous avions dû nous cramponner à sa redingote pour le contraindre à rester en repos. Il sut pourtant échapper à notre surveillance, et nous apprîmes, un soir, que notre ami était, à cette heure, un des grands chefs du Caucase insurgé! Comment Arthur de Fonvielle, ce Parisien de Paris, avait-il été conduit à prendre la suite des affaires de Schamyl? Par quelles suites de circonstances invraisemblables le retrouvions-nous sous un pic glacé, déguisé en Tcherkesse, et tenant tête au tsar? Il faut bien que je le raconte ici pour que le lecteur se fasse une idée de l'énergie et de la résolution de ce modeste soldat de l'idée républicaine.

On venait de déjeuner au café de Mulhouse, et, comme on était entre camarades, le repas s'était prolongé assez tard. Cependant, le dernier cigare éteint, on finit par gagner le boulevard, et l'un des convives, que ses amis appelaient le capi-

touche brûlée, le dernier homme tué ou disparu, A. de Fonveille se retira lentement, menant l'exode des femmes, des vieillards et des enfants qui allaient chercher un refuge en Turquie.

En 1867, mon ami avait oublié la Pologne et la mer Noire. Lui aussi ruminait des expéditions à l'intérieur, de grands coups à donner et à recevoir, essayant de me convaincre de l'absurdité de mes espérances constitutionnelles et examinant avec une bienveillante sollicitude toutes les combinaisons ayant pour but le renversement de l'empire.

J'ose dire que j'ai eu à cette époque la primeur des nouveaux perfectionnements apportés dans l'art de faire des révolutions. Depuis, la dynamite, la panclastite et la mélinite, ont été, sinon inventées, du moins utilisées avec un certain succès, dans les relations entre peuples et gouvernements; mais, à cette date déjà ancienne, la modeste barricade paraissait encore suffire aux démagogues bon teint.

On comprendra donc ma surprise lorsque, un soir, dans un beau salon du restaurant Champeaux, à la fin d'un dîner très truffé, en pelant une poire, j'entendis un Américain, notre hôte, nous exposer, d'une voix douce et posée, son

intention de tenter à Londres une grande insurrection féniane. Il ne se dissimulait pas les difficultés de l'entreprise; mais, disait-il, la police et les pompiers auraient tant à faire, qu'il n'avait pas grand'chose à redouter d'eux. Et alors, sans s'animer, comme s'il se fût agi de l'organisation d'une joute sur l'eau ou d'une fête vénitienne, l'aimable homme nous exposa son plan. Deux ou trois cents récipients contenant du pétrole, du goudron et aussi quelques matières explosibles, devaient être, en même temps, mis au fil de la Tamise. Ces brûlots, dirigés tout enflammés par le seul jeu des remous du fleuve, viendraient s'échouer sur les bassins des docks et mettraient le feu aux innombrables bateaux amarrés aux quais. Cela flamberait comme des allumettes.

Profitant de l'émotion bien naturelle provoquée dans la population par l'incendie, le fénian et ses amis travailleraient alors de leur état de révolutionnaires.

Clément Duvernois, les frères Fonvielle et moi nous reçûmes ces confidences d'abord avec stupéfaction, croyant à une plaisanterie à froid, puis avec horreur quand nous reconnûmes que le fénian parlait sérieusement. Nos protestations indignées parurent l'étonner infiniment. Inquiet,

il consulta de l'œil son voisin, comme pour lui demander s'il avait commis une énormité, et le voisin lui dit :

— Cher ami, je vous avais prévenu, tous ces messieurs sont des bourgeois, ils ne sont bons qu'à faire de la politique sentimentale.

Le voisin du fénian s'appelait le général Cluseret, futur délégué à la guerre sous la Commune, un de ces hommes troublants et énigmatiques qui ne sont point faits pour se mouvoir dans des sociétés régulières.

Cluseret avait eu des débuts singuliers pour un futur entrepreneur d'insurrections. Lieutenant d'infanterie en 1848, commandant le petit poste de la rue de la Banque, il s'était obstinément refusé, le 24 février, à rendre ses armes à la révolution victorieuse. Impassible, il ordonnait à ses soldats de coucher en joue quiconque faisait mine de s'approcher du terrain réservé par sa consigne. Il fallut l'intervention officielle du général Duvivier pour triompher de la résolution du jeune officier. Relevé régulièrement de sa faction, il quitta son poste, tambour battant, avec une mine si fière, que, lorsqu'on organisa la garde mobile, le général Duvivier se souvint du jeune lieutenant et lui confia le commandement d'un

bataillon. On ne pouvait faire un meilleur choix: D'une bravoure héroïque, d'un inaltérable sang-froid, Cluseret fut pour l'insurrection de Juin un redoutable adversaire. A la tête du 23e bataillon, il enleva les onze barricades du Faubourg-Saint-Jacques. A la suite de ce fait d'armes, on le nomma chevalier de la Légion d'honneur.

Choisi par Garibaldi pour prendre le commandement de la Légion française, après la mort de son chef, de Flotte, Cluseret, en récompense de ses services éclatants et de sa haute capacité militaire, reçut le brevet de colonel dans l'armée italienne. Il voulait être général. Il le fut et gagna, en cette qualité, la bataille de Gross Kreyss, dans la guerre de la sécession. Que voulait-il être au moment où il pilotait dans Paris le fénian incendiaire? Rêvait-il d'une dictature ou d'un trône? Je ne l'ai jamais su. A le voir correct, droit dans sa redingote militairement boutonnée, d'une politesse un peu hautaine, cet homme que la seule force des choses eût mis à son rang et au rang le plus élevé, s'il ne s'était pas jeté dans les chemins de traverse, cet homme, dis-je, me faisait alors songer à ces grands premiers rôles de province, qui errent, dignes, dans les cafés parisiens, en attendant un engagement in-

vraisemblable pour le théâtre impossible. Apprenait-il déjà son rôle de 1871 ?

Aujourd'hui, ce inassouvi, retiré dans le Midi, s'est fait artiste. Il peint, il expose des tableaux appréciés des connaisseurs ; il vit simplement. Mais moi, qui sais ce que vaut ce Prométhée en disponibilité, je jette de temps en temps un coup d'œil sur le village qu'il habite. Je m'attends toujours à apprendre, un matin, que Cluseret est parti de son île d'Elbe, pour une destination inconnue, et qu'il a, quelque part, n'importe où, fondé une république ou restauré un trône.

XXXII

Les pires ennemis de l'empereur n'étaient pas au demeurant ces hardis aventuriers, ces politiciens incohérents, ces écoliers extravagants, ces avocats et ces journalistes ambitieux et même ces timides prétendants au trône dont j'ai déjà parlé. Le second empire, né des appétits de quelques déclassés et des conceptions difformes d'un Bonaparte, socialiste, bon enfant et mystique, était, depuis ses débuts, la proie des querelles intestines les plus ardentes. Malgré l'abondance du foin et des honneurs que Napoléon III, d'une main large, distribuait à ses serviteurs, ces derniers se battaient toujours au râtelier, affaiblissant à l'envi l'action gouvernementale de leurs rivaux et passant leur existence soit à les calom-

nier, soit à se défendre contre leurs médisances. Ils se jugeaient réciproquement avec une atroce sévérité.

M. de Persigny, par exemple, écrivait à l'empereur, le 15 août 1854, une lettre dans laquelle il lui demandait la suppression du ministère d'État, dont le titulaire était alors M. Fould. Le morceau est vif.

Votre Majesté, écrivait M. de Persigny, a paru surprise quand je lui ai dit qu'il n'y avait plus qu'un seul ministre qui résume tout le gouvernement dans sa personne. Si je suis le premier qui ait cherché à vous faire connaître cet état de choses, je m'en honore, car Votre Majesté ne tardera pas à reconnaître que ce qu'elle croit, en ce moment, l'exagération d'un esprit mécontent, n'est que l'expression adoucie de ce qui est dans toutes les bouches et, tôt ou tard, elle mettra fin à une situation qui compromet la dignité du trône et l'honneur du gouvernement, car, que le premier ministre soit un cardinal Richelieu ou un cardinal Dubois, le résultat est le même. Mais, comment un homme qui, par son origine, sa famille et sa personne, pouvait *à peine se faire accepter dans le monde vulgaire des affaires*, a-t-il pu s'élever à un si haut degré de puissance qu'un signe de lui élève ou abaisse les hommes?

Les grands dignitaires de l'empire s'épargnaient si peu entre eux que leurs propos désobligeants franchissaient les frontières, déconsidérant à la fois et la France et son gouvernement. En 1856, la reine d'Angleterre elle-même, partageant les défiances et les préventions de lord Clarendon,

n'avait pas craint de traiter ce sujet scabreux avec M. de Persigny, et tout de suite l'empereur avait été prévenu, par des oreilles indiscrètes et des bouches zélées, des propos peu orthodoxes de son vieil ami. Napoléon III avait demandé des explications à M. de Persigny, qui répondait dans une autre lettre à la date du 20 janvier 1856 :

J'ai trouvé (ici) dans l'opinion générale, comme à Paris, la même appréciation du personnel de votre gouvernement; c'est comme une notoriété publique. Si l'on vous cache cette situation, l'on vous trompe.

M. de Maupas haïssait M. de Morny. On donnait couramment à entendre que M. Walewski jouait à la Bourse et que, si M. Fould faisait les affaires de l'État, il ne négligeait pas pour cela les intérêts de sa maison de banque. On se passait réciproquement par-dessus la tête, heureux de se jouer un bon tour. Des contre-polices, au service de ces rivalités, s'espionnaient mutuellement. Tricoche et Cacolet avaient dû multiplier les succursales de leurs bureaux de renseignements, et voici en quels termes M. Drouyn de l'Huys s'en plaignit à l'empereur dans une lettre *confidentielle et très particulière*.

Sire, disait le futur ministre des affaires étrangères, nous

vivons sous un prince ennemi de la fraude et j'invoque, tremblant encore, la protection de Votre Majesté.

Il y a trois jours, à la nuit close, un grand homme noir, vêtu d'une grande redingote brune et armé d'une grande paire de moustaches, s'est présenté à *mon* concierge et lui a demandé, d'un air mystérieux, la liste des personnes qui viennent chez moi. Le concierge refuse, l'homme noir insiste et propose, à voix basse, de l'argent. *Ma* vertueuse portière repousse cette offre avec l'éloquence de l'indignation, en s'écriant : « Nous sommes pauvres, mais honnêtes ! »

Et moi aussi, je puis dire, depuis que j'ai renoncé à ma dotation sénatoriale : je suis pauvre, mais honnête. Je viens donc supplier Votre Majesté de placer sous la surveillance particulière de MM. Piétri et Collet-Meygret, cet asile de l'innocence, pour qu'ils le défendent contre les nocturnes invasions de l'homme noir. La maison est facile à reconnaître : elle est à deux pas de celle où, en décembre 1848, le prince Louis-Napoléon m'appela pour me confier un ministère qui me fit mettre deux fois en accusation, et non loin de celle où je demeurais lorsque j'acceptai, pour trois jours, une place dans le cabinet qui lutta contre l'assemblée législative et le général Changarnier.

Puisque Votre Majesté écoute avec indulgence cette anecdote, veut-elle me permettre de lui en conter une autre ? *No sè*, comme dirait Sancho, *si viene ó pelo ó à contrapela peró no importa.*

Un jour, les ennemis du président Jeannin dénoncèrent à Henri IV un complot, dans lequel ils donnaient à entendre que celui-là était impliqué. Le roi assemble un grand Conseil pour examiner cette affaire. Il fait asseoir à son côté le vieux président et, lui posant la main sur la tête : « Messieurs, » dit-il, je réponds du bonhomme. Cherchez le traître parmi » vous. » J'ai toujours trouvé cette anecdote très jolie. Elle est rapportée dans la *Vie d'Henri le Grand*, par Péréfixe.

La salutation très respectueuse qui termine ce singulier message n'en diminue ni l'impertinente

bonhomie, ni la profonde amertume. Il est, je l'ai dit, de M. Drouyn de l'Huys; mais tous eussent pu l'écrire, car tous étaient filés, surveillés par leurs meilleurs amis et par leurs collègues. La jalousie, l'envie, ces maladies des cours, des sérails et des démocraties, le désir de plaire, la crainte d'avoir déplu exerçaient, sous Napoléon III comme sous Louis XIV, leur influence désorganisatrice même sur les amis de la première heure, dans les rangs de ceux que l'empereur ne pouvait abandonner, sans la plus noire ingratitude. Or, l'empereur n'était pas ingrat.

L'état d'impuissance dans lequel ces haines d'antichambre réduisaient le pouvoir avait frappé le souverain. Mais, comme il est très rare qu'on se dise en se parlant à soi-même des choses désagréables, il n'acceptait pas volontiers sa part de responsabilité dans cette guerre incivile engagée entre ses serviteurs. Il reconnaissait bien que son gouvernement n'était pas populaire, mais il distinguait soigneusement son gouvernement de sa personne. Il se plaignait que les agents du pouvoir n'imitassent ni « la bienveillance extrême du chef de l'État, ni sa modestie, ni sa simplicité ». Il confessait que ses ministres étaient infatués des pouvoirs qui leur étaient

délégués. Il trouvait les administrations hautaines et routinières et blâmait les préfets de faire les pachas. Mais, même dans les plus belles années de son règne, il n'avait jamais su rétablir l'ordre dans ses propres troupes, autant par douceur naturelle que par ce sentiment médiocre et bien humain, qui vous fait prendre un certain plaisir à entendre révéler les faiblesses de ceux qui connaissent les vôtres.

Avec le temps, la situation ne s'était pas améliorée, et, lorsque la mort, poussant successivement dans la tombe les principaux artisans du coup d'État, laissa la place nette à M. Rouher, ce dernier comprit à merveille que, s'il voulait vivre en paix, il lui fallait d'abord se rendre indispensable à l'empereur, ensuite écraser sans pitié, sans miséricorde, toute influence, grande ou petite, essayant de s'interposer entre lui et le souverain.

Maître du Corps législatif par son talent incontestable et surtout parce qu'il n'eût pas souffert qu'une place, une croix ou une faveur fût donnée sans son visa, exerçant sur l'esprit fatigué de l'empereur malade l'autorité que donne, sur un indolent, une énorme puissance de travail, M. Rouher fut le grand artisan des résistances

que rencontrèrent, en 1867, les intentions libérales de Napoléon III.

Feignant tout d'abord de se prêter aux fantaisies de son maître, il ne refusa pas de conférer avec Émile Ollivier sur les suites à donner à la lettre du 19 janvier. Il eut, pour le brillant orateur libéral, les égards sans conséquence qu'il eût accordés poliment à une favorite avouée, en visite dans son cabinet. Il lui assigna quelques rendez-vous, s'excusa d'y manquer et découragea promptement une ardeur dont le désintéressement n'excluait pas l'orgueil. Puis, comme Brennus, il jeta hardiment sa chaussure auvergnate dans la balance où l'empereur pesait et repesait par grammes et centigrammes les poudres libérales qu'il s'agissait de jeter aux yeux de la France et de l'Europe. Interpellé par M. Jules Favre, M. Rouher discrédita d'un mot les lois annoncées en les prenant à son compte et en assurant qu'il les avait confectionnées lui-même dès 1860, en bon cuir de Riom, bien résistant, avec des clous de Clermont-Ferrand, inusables.

Une pareille audace aurait dû mettre le feu au ventre d'Émile Ollivier. Malheureusement l'ancien *Cinq* aimait très sincèrement l'empereur. Il s'était pris à la glu de cette indolente douceur, au piège

de cette bienveillance caressante et un peu féminine. Il s'était donné tout entier, non pas au souverain peut-être, mais à coup sûr à l'homme, et c'est avec une sorte d'attendrissement un peu naïf qu'il se refusait, contre Émile de Girardin et contre nous tous, à faire du chagrin à l'hôte des Tuileries. Il se crut très habile, en outre, en dissimulant sa déconvenue, en prenant acte des paroles de M. Rouher et en les transformant en une adhésion formelle à sa propre politique. Il accueillit le vice-empereur comme un enfant prodigue, les bras tendus, le sourire aux lèvres.

Machiavel dut bien rire à ce spectacle qui, par contre, mit dans une véritable fureur mon illustre maître Émile de Girardin. « Vous avez donné votre démission de ministre de la conscience publique, » dit-il à Émile Ollivier, lui reprochant de devenir ministériel au lieu de devenir ministre. Et, prenant texte d'une phrase de M. Rouher, il nia avec violence que la France, depuis le rétablissement de l'empire, « ait marché vers des destinées meilleures ».

Tant d'aveuglement méritait un prompt châtiment. Il ne fit pas défaut au grand journaliste qui, traduit sur-le-champ en police correction-

nelle, s'entendit condamner à dix mille francs d'amende.

Ces cinq cents louis servirent sans doute à payer la plaque en diamants que l'empereur envoya quelques semaines plus tard à M. Rouher, en compensation des « attaques injustes » dont cet homme d'État avait été l'objet. Aussi, les amis personnels de l'empereur, sous la conduite de M. de Persigny, dont l'horreur pour le ministre d'État n'avait fait que croître et s'exaspérer depuis 1854, commencèrent-ils à battre en brèche M. Rouher et à se joindre à l'opposition pour renverser cet Auvergnat envahissant.

XXXIII

Parmi les camarades de Clément Duvernois, il y avait un de nos confrères, Florian Pharaon, qu'un long séjour en Afrique, en qualité d'interprète, avait fait l'ami et presque l'intime du général Fleury. Ce militaire faisait peu parler de lui.

En apparence, il semblait absorbé par ses devoirs de directeur des haras. En réalité, il attendait son heure, se préparant à recueillir la succession de M. de Morny, dont il s'efforçait d'imiter les grandes façons, le grand air, le spirituel cynisme et l'exquise courtoisie. Lui aussi, rêvait de supplanter M. Rouher et de présider à l'évolution libérale, qui seule pouvait le pousser au pouvoir.

Avant décembre 1851, le général Fleury, alors

commandant, avait utilisé ses talents diplomatiques, en recrutant, en pleine Kabylie, des officiers capables de travailler au coup d'État. Il exerçait maintenant son industrie en sens contraire, cherchant dans les salons, sur le boulevard, des hommes qui consentissent à jouer les Saint-Arnaud au profit de sa fortune et des idées libérales. Florian Pharaon lui avait souvent parlé de Duvernois, et il avait écouté, avec beaucoup d'attention, tout ce qu'on lui contait de ce jeune homme, de ses ambitions, de son talent et de ses aptitudes politiques. Et toujours, moitié riant, moitié grave, il demandait si « ce gaillard-là aimait les belles filles et les bons cigares ». A quoi Pharaon répondait que Duvernois ne fumait que la cigarette.

Le général Fleury voulut se renseigner lui-même, il pria Pharaon de lui ménager une entrevue avec Duvernois, séduisit et fut séduit, et, tout de suite, les deux nouveaux conspirateurs se mirent à l'œuvre.

Il fallait d'abord se procurer un journal, car il était difficile de commencer une campagne dans la *Liberté*. Émile de Girardin était trop irrité par sa condamnation du 6 mars, pour se prêter à un mouvement tournant qui consistait à isoler

l'empereur de ses ministres, à feindre de croire que l'infortuné souverain était tenu en chartre privée par M. Rouher et ses collègues, à le représenter comme souffrant cruellement de son impuissance à faire éclore les œufs pondus dans la lettre du 19 janvier.

Le général Fleury songea à l'*Époque*, dans laquelle un grand tailleur parisien, M. Dusautoy, conseiller général de l'Yonne, avait de gros intérêts. Il ne fut pas difficile de convaincre le riche négociant. Dusautoy, profondément dévoué à la personne de l'empereur, avait sur le cœur certaines blessures d'amour-propre, certains dénis de justice de la part de M. Rouher et de ses amis. Le général Fleury était trop habile pour ne point tirer bon parti de ce dévouement, d'ailleurs très sincère et très désintéressé, et de ces rancunes très vives. A la fin du mois de mai, Dusautoy vint offrir à Clément Duvernois la direction politique et la rédaction en chef de l'*Époque*.

Au moment décisif, Clément Duvernois hésita. Depuis quinze jours, en effet, je n'avais cessé de le mettre en garde contre les dangers de l'entreprise à laquelle il tenait expressément à m'associer. Certes, je n'avais aucune répugnance à accentuer le côté constitutionnel de notre attitude,

mais je voulais être sûr que, ce point une fois admis, nous resterions des opposants très fermes sur le terrain des réformes et des libertés et que nous ne nous heurterions pas, une fois en route, à des résistances qui paralyseraient notre action et dénatureraient le caractère de notre œuvre. Je demandai donc qu'avant tout, A. Dusautoy, en qualité de propriétaire du journal, signât un programme très détaillé, très net, dont la rédaction me serait confiée.

Cl. Duvernois se rendit à mes raisons et, en collaboration, nous dressâmes le catalogue, un peu long, des réformes dont nous entendions poursuivre l'accomplissement. Je m'imaginais que notre futur propriétaire ferait la grimace et nous trouverait un peu hardis. Mais je ne connaissais pas alors le dessous des cartes. Notre programme n'avait pas été lu par le seul Dusautoy. Remis au général Fleury, il avait pris le chemin des Tuileries et nous était revenu recopié, lu, corrigé et considérablement augmenté, dans le sens le plus socialiste.

J'appris seulement un an plus tard, après ma rupture politique avec Clément Duvernois, que ces corrections repoussées par moi, tant elles me rappelaient les plus niaises déclamations en usage

dans les congrès ouvriers, avaient été faites de la main même de Napoléon III. Dusautoy, souriant de mon incrédulité, me montra le brouillon de cette pièce curieuse, où s'entre-croisaient l'écriture de l'empereur, la mienne et celle de Duvernois.

L'*Époque* n'eut point de succès dans le public, malgré le talent de Duvernois et le mérite de MM. Paschal Grousset, Arthur Arnould et Francisque Sarcey, nos rédacteurs littéraires. Nous arrivions trop tard. L'opinion publique appartenait déjà aux violents et à tous ceux qui souhaitaient et préparaient la révolution sous une forme ou sous une autre.

On constatait, d'ailleurs, ironiquement et justement, l'impuissance de nos efforts. Plus nous répétions que la liberté allait éclairer le monde, plus l'administration multipliait les procès de presse. Nous étions nous-mêmes traduits en police correctionnelle pour délit de fausses nouvelles. Plus nous tapions sur la tête de M. Rouher, plus nous paraissions consolider les fondations de son crédit, reposant comme dans une terre glaise sur l'irrésolution maladive du chef de l'État.

Je n'avais pas beaucoup de goût pour le rôle de dupe, et je m'expliquai très nettement avec Duvernois.

— Es-tu certain, lui disais-je, que l'empereur soit de bonne foi, ou bien qu'étant sincère il ait l'énergie indispensable pour imposer sa volonté à son entourage? Si oui, continuons notre ingrate besogne. Sinon, allons-nous en. L'empire avec la liberté, passe encore. La sauce fera digérer le poisson. Mais l'empire tout seul, bien obligé.

Clément Duvernois, perplexe, un peu décontenancé, rendait de fréquentes visites au général Fleury, cherchant à se renseigner. Un matin, il arrive au bureau, radieux.

— Tout va bien, me dit-il, je viens de chez l'empereur.

— Bah!

— Oui, à l'instant, j'en sors. J'ai fait sa conquête.

— Que lui as-tu dit?

— Mon cher, répondit Duvernois en riant, je lui ai expliqué le Deux-Décembre, auquel il n'avait jamais rien compris. Il avait fini par croire tout ce qu'on disait de lui à ce sujet dans les journaux. Il a été frappé à ce point par notre conversation qu'il m'a demandé d'écrire une histoire du rétablissement de l'empire.

— C'est très intéressant, fis-je. Mais va-t-il ren-

voyer Rouher? Les lois sur la presse et sur le droit de réunion seront-elles votées?

— Tu ne peux te faire une idée, interrompit Duvernois, de la bonne grâce et de la puissance de séduction de l'empereur. Il a donné sur-le-champ des ordres pour que tous les documents les plus secrets relatifs au coup d'État fussent extraits des archives et portés chez moi.

— Ah çà, lui demandai-je à mon tour, est-ce que tu as sérieusement l'intention d'écrire l'apologie du Deux-Décembre?

— Que tu es bête! me répliqua Duvernois un peu refroidi. L'histoire du coup d'État est une histoire dont il ne faut écrire que le premier chapitre.

Le soir même, j'écrivis ma dernière ligne à l'*Époque* et je donnai ma démission de rédacteur de ce journal, ma modération, si constitutionnelle qu'elle fût, se refusant à suivre Duvernois dans la voie où, depuis cette conversation, je voyais bien qu'il s'engagerait à corps perdu.

XXXIV

Au lendemain de la révolution qui envoya en exil la reine Isabelle et fit rentrer en Espagne Emilio Castelar et ses amis, j'étais à Madrid. Je me présentais à huit heures du matin au ministère de la guerre, dans le cabinet du général Prim, que j'avais connu à Paris pendant la proscription.

Le général me tendit une main et de l'autre salua un prêtre qui entrait, suivi d'une dizaine d'officiers. Un soldat ouvrit une sorte de grande alcôve dissimulée dans la muraille. J'aperçus un autel chargé d'ornements sacrés. En sept ou huit minutes le prêtre prit la messe d'assaut et disparut, suivi par les aides de camp. On referma l'armoire.

Le général me regarda, pour lire sur mon visage l'impression causée par le spectacle un peu inattendu auquel je venais d'assister, puis il me dit en souriant :

— Vous affirmerez à nos amis de Paris, à tous vos amis les journalistes, n'est-ce pas, cher Monsieur, que vous m'avez vu à huit heures du matin, non point vêtu en soldat, mais en civil. Vous ajouterez que je n'avais pas l'air d'un homme qui prépare un nouveau coup d'État militaire, comme on le croit en France.

— Je répéterai fidèlement vos paroles, général, lui répondis-je, mais j'ai bien peur de rencontrer des incrédules.

— Ce serait une bien grande injustice, reprit le général Prim. Et, sérieusement, il ajouta : — Il est temps de clore l'ère des pronunciamientos.

L'illustre général avait un accent de conviction qui me frappa. Quand je revins à Paris, je racontai dans quelles dispositions d'esprit j'avais trouvé le général Prim. On rit beaucoup de ma naïveté, et l'on me fit remarquer qu'Espagne, général et pronunciamientos étaient une trinité de mots dont l'un évoquait tout de suite les deux autres.

Dans les fréquents voyages que je fis, de 1867 à 1869, soit dans les départements, soit à l'étranger, j'ai constaté que mes interlocuteurs souriaient ironiquement quand on leur disait que l'empereur voulait sincèrement maintenir la paix et restituer quelques libertés à notre pays. Le nom de Napoléon signifiait partout guerre et dictature, comme les mots Espagne et général faisaient irrésistiblement songer aux coups d'État militaires. Que cette opinion fût injuste dans sa formule exagérée, je n'y contredis pas, mais une pareille défiance, si générale et si tenace, est un facteur qu'il est impossible de négliger en politique. En route, je pus me convaincre à maintes reprises que, si l'empereur avait réussi à s'isoler au milieu des Français, il avait réussi également à isoler la France au milieu de l'Europe, et que c'était folie de compter, le cas échéant, sur une sympathie ou sur un concours.

J'étais à Salzbourg au moment de l'entrevue de Napoléon III et de l'empereur François-Joseph, en 1867. La jonction de ces deux débris de Sadowa eût dû réjouir le cœur de tout bon Autrichien. Elle provoqua dans toutes les classes de la population une indicible inquiétude. Pour se préserver du « mauvais œil » et détourner les

sorts, les Tyroliens ornaient leurs breloques de petites cornes de corail ou étendaient l'index et le petit doigt en passant sous les fenêtres du palais où dormait le « taciturne ». Tout le monde, depuis les guides d'hôtel jusqu'aux chambellans, exprimait son peu de confiance dans le gouvernement français et sa répugnance à engager une partie en commun. Bien plus, quand on les poussait, ils manifestaient des sentiments assez singuliers chez des estropiés si fort malmenés par les élèves de M. de Moltke.

Ils consentaient sans peine, il est vrai, à nous voir déclarer la guerre à la Prusse et corriger leurs vainqueurs, si nous en étions capables. Mais ils prenaient un air sérieux pour déclarer que, dans cette entreprise — où d'ailleurs ils étaient bien résolus à ne pas nous accompagner — l'honneur seul devait guider nos bras et diriger nos coups. Pas un seul de ces chapeaux pointus n'eût consenti à nous aider, même de sa plume de coq, et tous ces bourgeois tyroliens refusaient énergiquement de payer notre triomphe d'un centiare de terre allemande, cette terre fût-elle prise sur les propriétés personnelles de M. de Bismarck.

En dépit de l'éclat des fêtes, de la politesse

de ses hôtes et de l'empressement de la foule à se rendre sur son passage, l'empereur comprit tout de suite qu'il avait fait un voyage inutile et que, contrairement aux assurances de notre ambassadeur à Vienne, M. de Gramont, M. de Beust était trop fin pour laisser son maître s'engager avec l'homme que le peuple appelait le « grand trompeur ». Au retour, je m'arrêtai à Stuttgart. La nouvelle d'une entente possible entre Napoléon et l'Autriche avait suffi pour prussifier les Wurtembergeois, heureux désormais de faire l'exercice sous les ordres d'instructeurs envoyés de Berlin.

En France, c'était pis. Lorsque à son arrivée, l'empereur fit expédier une circulaire pacifique par M. de Moustier et prononça à Arras un discours rassurant, tout le monde crut à la guerre prochaine. On se tranquillisa, au contraire, quand il confessa à Lille que des « points noirs » assombrissaient notre horizon. Dans une petite ville de l'Est, un huissier devint populaire pour avoir dit au cercle, en parlant du chef de l'État : « Cet homme est si menteur qu'on ne peut pas même croire le contraire de ce qu'il dit. » A Reims, j'appris que « cet homme ne parlait jamais et mentait toujours ». Je connaissais natu-

rellement ces formules démodées dont lord Cowley passait pour être l'auteur depuis 1854 et qui faisaient les délices des cafés de départements. Mais je ris tout de même et de bon cœur en voyant si farauds et si casseurs d'assiettes des politiciens qui, trois ans plus tôt, se fussent déchiré le larynx à crier : « Vive l'empereur ! »

En ce qui me concerne, j'ai toujours pensé que Napoléon III n'était ni plus fourbe ni plus menteur que les autres pasteurs de peuples. J'ai constaté qu'on pouvait mettre dos à dos — comme une paire de soles — un courtisan de Louis XIV et un candidat quêtant la faveur populaire.

Il m'a semblé, de plus, que les accès de pruderie et de sévérité des peuples et des rois coïncidaient presque toujours avec l'affaiblissement de ceux qu'ils avaient à juger, et qu'on refusait toute vertu à qui n'était plus assez fort pour imposer le respect.

Et, de ces remarques, j'ai tiré des conclusions extrêmement intéressantes, mais que je garde pour moi, d'abord parce qu'elles paraîtraient immorales, ensuite parce qu'elles le sont.

XXXV

Cependant le Sénat et le Corps législatif s'étaient décidés à voter les lois sur la presse et sur le droit de réunion. On avait mis quatorze mois à accomplir cette besogne, et encore, au dernier moment, il s'était trouvé sept députés pour refuser, malgré les instances du souverain, leurs suffrages aux réformes libérales. On baptisa les sept récalcitrants les « sept sages de la Grèce ». On eut tort de rire d'eux. Ils se bornaient à soutenir que, s'il est très mal de confisquer les libertés d'un peuple, il n'est pas habile de les lui restituer. Prendre est vilain ; mais rendre est absurde. C'était du moins l'idée des sept sages, hommes d'expérience.

Bien que libéral, Ernest Picard n'était pas loin

de partager cette opinion. Trop spirituel pour croire à la sincérité des fureurs antidynastiques de la plupart de ses collègues, il leur annonçait la fin des jours tranquilles et leur conseillait ironiquement de ne point secouer trop fort l'édifice impérial, de peur qu'il ne s'écroulât sur leur tête. Il avait coutume de dire que le bonheur, pour un homme politique, consiste à faire une opposition à outrance à un gouvernement fort, qu'on est certain de ne pas pouvoir renverser. Il regrettait en riant que cette certitude lui fît désormais défaut, et que les libertés relatives rendues à la presse et à la parole l'obligeassent à ménager les coups dirigés contre le pouvoir personnel.

Aussitôt l'autorisation préalable supprimée, Charles Delescluze s'était hâté de faire paraître le *Réveil*, organe des revendications impitoyables, formulées d'ailleurs en style noble et ne descendant jamais jusqu'à l'injure. Le premier article du premier numéro de cette feuille haineuse, mais polie, avait coûté cinq mille francs d'amende à son auteur. Dans la *Tribune*, Eugène Pelletan — bon élève de Lamartine — avait des colères qui sentaient un peu la lampe et l'arrangement littéraire; la *Tribune*, à laquelle grimpaient suc-

cessivement des gens de talent, comme André Lavertujon, aujourd'hui diplomate, Émile Zola, Héröld, Jules Ferry, et aussi le général Cluseret, était moins ardente que le *Réveil*, mais plus hostile que l'*Électeur libre*, organe d'Ernest Picard.

Aucune de ces feuilles cependant n'avait acquis la faveur publique, et maintenant que j'ai pu me rendre compte des goûts véritables des lecteurs populaires, je n'en suis pas surpris. Les écrivains de ces feuilles radicales parlaient une langue assez correcte et exprimaient, non sans esprit, des idées aussi raisonnables que vagues. Voici, par exemple, le début d'un article d'alors sur la politique et les affaires :

Nous voudrions principalement, dit l'écrivain, parvenir à fixer dans cet article une règle de conduite pour le suffrage universel aux prochaines élections et prouver expérimentalement cette élémentaire vérité que les bonnes affaires sont entièrement liées à la bonne politique et qu'une nation ne trouve de sécurité et de prospérité qu'en restant maîtresse de ses destinées.

Cette *Marseillaise* des « bonnes affaires », bien que signée par Gambetta, ne pouvait, on le reconnaîtra, entraîner et mettre à l'envers les cœurs et les têtes des lecteurs de la *Revue politique*. Les *Ça ira* de Charles Floquet, dans la *Tribune*, n'étaient pas faits davantage pour transformer les

comptoirs en barricades. « C'est seulement par le libre gouvernement de nous-mêmes que nous pourrons retremper notre caractère qui s'affaisse, notre moralité qui se dégrade et nos finances qui s'épuisent », s'écriait tragiquement le futur et excellent président de la Chambre des députés.

Bien qu'évidentes, mais un peu contredites, depuis, par l'expérience, comme tout le monde le sait, ces vérités laissaient le grand public assez indifférent. Ceux qui, dans la petite bourgeoisie ou les classes ouvrières, étaient conquis à la révolution, ne s'attardaient pas à la lecture d'articles bien faits, bien déduits, auxquels manquait cependant la conclusion logique, c'est-à-dire l'appel aux armes. Ramasser dans l'ordure un trognon de chou et le jeter à la tête du pouvoir a toujours été, dans tous les temps, le procédé de polémique cher aux masses. Comme les bons souverains, le peuple aime mieux frapper qu'écouter, et ce n'est qu'en cognant qu'il a le sentiment de sa souveraineté.

Aussi, tandis que les lecteurs du *Réveil* sommeillaient et que, du haut de la *Tribune*, Eugène Pelletan parlait dans un sorte de désert, la foule se ruait dans les boutiques de librairie pour

acheter le dernier numéro de la *Lanterne*, revue de huitaine, fondée par Henri Rochefort avec le concours financier de M. de Villemessant.

Ce n'est pas que le ton de ce petit pamphlet ne fût déjà fort au-dessus du niveau intellectuel de ses lecteurs. Mais, plein de pichenettes et de nasardes, spirituel, gai, sans prétention d'aucune sorte aux vastes spéculations de la politique, ce recueil de calembours et de jeux de mots vraiment très drôles avait le rare mérite de n'être ni solennel, ni tragique, et de dire résolument, avec un adorable geste de gamin, «zut» à S. M. l'empereur Napoléon III. Tandis qu'attachés par leur grandeur au rivage des longues périodes, les rédacteurs principaux du *Réveil* et de la *Tribune* filaient des ironies à l'adresse du « chef de l'État », Henri Rochefort, en vrai gavroche taquinant le bourgeois, seringuait son encre à la figure du souverain.

J'ose dire que le succès extraordinaire de la *Lanterne* causa une surprise également douloureuse aux Tuileries et dans les rangs de l'opposition irréconciliable. Il n'était plus possible de se faire des illusions. Avoir pris la Bastille en 1789 et n'avoir jamais laissé échapper une occasion de faire une bonne émeute, même sous la

République, même contre la République, n'était-ce plus là désormais des titres suffisants ou décisifs à l'engouement des masses ? A quoi bon revenir de Cayenne, comme Delescluze, si, en s'arrêtant sur le boulevard, au retour des courses, l'on pouvait, par quelques railleries heureuses, se faire acclamer César par les prétoriens de l'asphalte ? L'ingratitude des foules, leur versatilité attristaient et froissaient profondément les doctrinaires de la Révolution française. Leur amour-propre souffrit cruellement, à cette époque, des caprices dépravés de la popularité, et Ledru-Rollin — ce Danton pour gravures de modes — trahit la fureur commune en écrivant, quelques mois plus tard, dans le *Times*, une lettre dans laquelle on lisait :

Avant de recevoir la visite du jeune Rochefort, j'hésitais. Après sa visite, mon hésitation a cessé. Je veux la liberté, mais non à tout prix. Je la veux vêtue de blanc, non vêtue de pourpre. Je laisse cette couleur aux empereurs et je prévois qu'avec des hommes tels que Rochefort, on en arrivera forcément à la guerre civile.

J'ai reproduit ce petit morceau de prose, parce qu'il est la justification éclatante de la logique du peuple et l'explication de son affection subite pour M. Rochefort. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des agitateurs passent leur vie à répé-

ter que la société est mal organisée, qu'il faut la bouleverser, que les riches sucent le sang des pauvres, se repaissent, en vrais vampires, des virginités plébéiennes; puis, quand le peuple est convaincu, lorsqu'il a la rage au ventre et la haine au cœur, les Ledru-Rollin s'arrêtent étonnés, font les dégoûtés, remettent leurs gants et prévoient qu'on « arrivera forcément à la guerre civile ».

Il serait singulier qu'il en fût autrement.

Le peuple, lui, n'est pas seulement simple; il est aussi *simpliste*. Quand, pendant des mois et des années, on lui a crié à l'oreille que le gouvernement est scélérat, il en conclut qu'on lui conseille de renverser le gouvernement, et, s'il le peut, il le renverse. Le peuple, je ne l'en blâme pas, ne tient compte de rien, ni des intentions, ni des difficultés à vaincre, ni des enseignements de l'histoire. Il va au but tout droit. Il ressemble trait pour trait à cet actionnaire du *Courrier français* réclamant impérieusement, dans une assemblée générale, le renvoi immédiat du chroniqueur Edouard Siebecker.

On avait essayé de calmer ce capitaliste irrité. Doucement, on lui avait demandé les motifs de ce décret d'expulsion, dirigé contre un journa-

liste irréconciliable ennemi de l'empire. Et lui, levant furieusement les épaules, les lèvres serrées, l'œil en feu, il persistait à demander la tête de l'exécrable Siebecker, convaincu du crime de contre-révolution.

Enfin, poussé à bout, l'actionnaire daigna motiver son arrêt. « C'était à cause de Jeanne d'Arc ! »

— Comment Jeanne d'Arc ? demandèrent les assistants.

— Oui, reprit l'actionnaire furieux ; votre Siebecker a fait hier un article sur Jeanne d'Arc. Oh ! je sais bien ce que vous allez me dire. Siebecker a écrit que la pucelle était une fille du peuple, qu'il ne fallait pas permettre aux prêtres de prendre pour eux cette brûlée. Tout çà, c'est des histoires. Cette Jeanne d'Arc était toute-puissante après la déroute des Anglais. Elle n'avait qu'un mot à dire pour proclamer la République, et cette gueuse s'est tue ! Et vous attendez que je l'admire ! Ah ça, est-ce que le *Courrier français* est un journal républicain, oui ou non ? Tenez, voulez-vous que je vous dise ? Eh bien, cette Jeanne d'Arc, elle me rappelle Darimon. Il n'en faut plus.

XXXVI

Je n'ai jamais douté de la sincérité des hommes politiques qui découvrirent au cimetière Montmartre, en novembre 1868, la tombe du député Baudin, tué sur la barricade de décembre 1851. L'explosion de leur douleur tardive fut d'autant plus bruyante qu'ils se reprochaient sans doute d'avoir complètement négligé, pendant quinze ans, de rendre le moindre hommage à la mémoire de cette victime du devoir civique. Jamais on n'avait porté une fleur au pauvre mort, dont les gardiens du cimetière eux-mêmes confondaient la dernière demeure avec celle de l'amiral Baudin. Depuis l'heure où il avait jeté, dans un dégoût suprême, sa vie aux ouvriers de faubourg qui lui reprochaient insolemment les

25 francs d'indemnité qu'il touchait comme député, pas un homme du peuple, pas un bourgeois n'étaient venus demander à cette sépulture des leçons ou des encouragements.

Ce fut une bonne fortune pour le parti de la destruction que la rencontre fortuite de cette tombe. Quand la pierre en fut soulevée, Baudin et Bonaparte, le bourreau et la victime, apparurent ensemble, l'un soufflété par les hommages rendus à l'autre. On avait cette fois le moyen de ne tenir aucun compte des repentirs de Napoléon III. Le directeur du *Réveil*, Ch. Delescluze, dont Girardin avait caractérisé le talent par cette phrase : « Quand vous prenez une plume, ce n'est pas pour écrire, c'est pour proscrire, » Delescluze, dis-je, éclairé par la haine, eut une vision très nette de ce qu'on pouvait faire de ce mort, oublié pendant tant d'années. D'accord avec Peyrat, à l'*Avenir National*, il ouvrit une souscription pour élever un monument à Baudin. M. Challemel-Lacour, directeur de la *Revue politique*, se joignit à ses confrères.

Il faut pourtant reconnaître que l'enthousiasme manifesté tout à coup en l'honneur du vaincu de Décembre ne se traduisit pas tout de suite par de nombreuses souscriptions. Autre

chose est haïr; autre chose est payer. Mais, l'administration ayant eu la maladresse de poursuivre les promoteurs de la souscription, il y eut dans le monde politique un juste mouvement d'indignation contre l'impudeur ministérielle. Tout le monde mit la main à la poche, même Victor Hugo, et le grand orateur légitimiste Berryer se rencontra avec Prevost-Paradol et Louis Blanc pour honorer Baudin et l'exemple qu'il avait donné. Ils sont rares, en effet, ceux qui meurent pour la loi et la légalité. Cette besogne ingrate tente peu les courages, n'étant pas faite pour satisfaire les ambitions ou les passions.

Ce serait une grande injustice d'affirmer ou d'insinuer que « l'affaire Baudin » ne fut qu'une comédie plus ou moins sinistre ; mais il faut dire qu'elle fut mise en scène avec une habileté consommée. Il y a, d'ailleurs, des acteurs très convaincus, finissant par croire qu'ils sont les personnages qu'ils représentent et prenant à leur compte les opinions qu'ils récitent. Il est très positif que, dix jours après la manifestation du cimetière Montmartre, des hommes écumaient de colère en prononçant le nom de Baudin, tandis que les grands premiers rôles juraient de le venger. « Si les mouchards demandent mon nom,

vous leur direz que je m'appelle Peuple et Jeunesse, » s'était écrié le 2 novembre, sur la tombe retrouvée, un jeune homme anonyme, et il avait ajouté en tirant de sa poche un long pistolet : « Voici ma carte. »

Plus pratiques, les avocats s'occupèrent de l'acte du jugement, et je sus par Cl. Laurier que la distribution des rôles n'était pas sans présenter quelques difficultés. Ch. Delescluze n'avait pas trouvé parmi les maîtres de la parole un défenseur à son goût. Tous avaient plus ou moins pactisé avec la réaction, soit en 1848, soit depuis, et le directeur du *Réveil*, éternel révolté, mort bravement plus tard en état d'insurrection contre ses propres principes, n'admettait ni défaillance, ni transactions. Des avocats ayant une grande situation au Palais n'auraient jamais consenti à plaider de façon à faire condamner leur client. Ce que voulait Delescluze, c'était une bouche qui cracherait à la face de l'empire, sans ménagements, toute la haine et le mépris que lui inspirait cette institution. Un instant, il avait songé à confier à Cl. Laurier le soin de sa défense ; mais Laurier avait irrité, par son sourire gouailleur dans lequel disparaissait son menton de félin, le solennel directeur du *Réveil*. C'est

alors que Gambetta s'était offert à Delescluze et avait été accepté comme pis aller et malgré sa visite imprudente au comte de Paris.

J'ai l'esprit trop laïcisé pour croire, comme ses héritiers politiques le soutiennent, que Gambetta était Dieu et qu'ils sont ses prophètes ; mais j'avoue que les foudres du Sinaï, annonçant les tables de la loi et la venue de Jéhovah, furent moins retentissantes que la parole de cet inconnu de la veille, annonçant sa propre arrivée par les tonnerres de sa voix, et avertissant la démocratie républicaine qu'un maître lui était né. Ceux qui le virent alors submergeant, des flots irrités de son éloquence, le ministère public, le Deux-Décembre et l'empire, eurent le sentiment qu'il faudrait désormais compter avec ce jeune homme. Sa plaidoirie fut un rugissement de lion, signifiant aux autres fauves qu'il venait prendre la première place.

XXXVII

Un an s'était écoulé depuis le jour où je m'étais séparé de Cl. Duvernois. A la fin du douzième mois, je ressentis cet indicible malaise que connaissent seuls les ivrognes, soumis au régime de l'eau claire. J'avais une folle envie d'écrire, de corriger des épreuves, de respirer l'odeur du papier sortant humide des presses. Alfred Assollant et Jules Claretie, auxquels je décrivais, en vrai nosomane, les symptômes de ma maladie, m'offrirent de me présenter à Edmond Tarbé qui venait de fonder le *Gaulois* et réussirent à convaincre le jeune directeur de l'utilité de ma collaboration. Nous fîmes nos accords et, quinze jours plus tard, je connus les joies du succès. Tarbé avait tout fait, d'ailleurs, pour me rendre

facile la tâche quotidienne que m'imposait le traité conclu avec lui. Avec une bonne grâce parfaite, il m'avait abandonné une colonne du journal que je remplissais à mon gré, sous ma seule responsabilité, et très généreusement il avait remplacé les conventions faites à mon entrée par des arrangements nouveaux me donnant une situation considérable dans le journal.

Je me sentais apprécié, maître absolu dans mon petit royaume ; la poste m'apportait chaque jour vingts lettres de félicitations et d'encouragement. J'avais des camarades charmants et de haute valeur : Francisque Sarcey et Edmond About. Je me consacrai tout entier au journal et je réussis à donner à mes idées une forme à laquelle le public parut prendre un goût assez vif.

Un peu hissés sur des échasses ou perchés sur des tas de principes, mes confrères de la grande presse prêchaient pour leurs saints, avec une componction et une solennité qui me paraissaient excessives. Je crus qu'il n'était pas besoin de prendre des airs de confident de tragédie pour dire l'heure qu'il est ou le temps qu'il fait, et je m'appliquai à traduire, sur le ton de la plus simple conversation, sans jamais reculer devant un

mot gai, les idées de cette bourgeoisie parisienne et française, dont, malgré ses défaillances et ses aveuglements, je fus et resterai le défenseur convaincu.

Tout en me cantonnant sur le terrain de l'opposition constitutionnelle et antirévolutionnaire, je ne pris plus la peine de dissimuler que la République était la conséquence éloignée peut-être, mais à coup sûr inévitable, des réformes dont je demandais la réalisation. Sans me soucier autrement des préjugés des partis et des sous-partis, blâmant aujourd'hui la conduite des républicains dont je défendais pourtant les idées générales, approuvant demain le gouvernement que je m'employais de mon mieux à affaiblir et à conduire doucement à sa dernière demeure, je conquis promptement, par ces allures indépendantes, la réputation d'un irrégulier, réfractaire à tout embrigadement. Jules Ferry m'écrivait alors : « Je salue cordialement votre impartialité, » et ce n'était pas un compliment, car il signalait par cette amicale raillerie mon inintelligence des conditions nécessaires pour trouver dans le journalisme politique le moyen de parvenir.

Mais je n'essayai même pas de me corriger, trouvant de larges satisfactions dans le plaisir de

dire nettement ce qu'on croit être la vérité. J'eus l'occasion, un peu plus tard, de bien préciser, sous le ministère d'Émile Ollivier, dont javais énergiquement encouragé les premiers efforts, ma façon de comprendre l'exercice de ma profession. La *Cloche*, de L. Ulbach et la *Marseillaise* avaient annoncé qu'en récompense de mon concours j'allais recevoir un bel uniforme de préfet. C'était une façon galante d'apprendre au public que mon impartialité se faisait payer ses éloges. Je répondis dans le *Gaulois* que la modération des idées que je défendais m'obligeait à rester ce que j'étais, « journaliste libre de toute attache, de toute reconnaissance et de toute obligation ». Cette déclaration, dont je comprends aujourd'hui l'involontaire impertinence, m'attira quelques quolibets. Je donnais là, j'en conviens, un déplorable exemple et, si quelque chose peut me consoler de mon erreur d'antan, c'est la pensée qu'il n'a pas été beaucoup suivi.

Dans son *Journal de dix ans*, un impérialiste qui signe *Fidus* raconte que, après le 24 mai, le ministre Ernoul, très irrité contre la presse, déclarait que les journaux républicains modérés étaient les plus dangereux pour l'ordre moral et que, parmi eux, le *Soir*, que je dirigeais, et le

XIX^e^ Siècle, d'Edmond About, étaient les plus mauvais. J'ai trouvé au ministère de l'intérieur des notes établissant que le *Gaulois* n'était pas, auprès des amis de M. Rouher et de ses successeurs, en meilleure odeur de sainteté que le *XIX^e^ Siècle* et le *Soir* auprès des ministres du maréchal Mac-Mahon. Il est très certain que le *Gaulois*, dont le tirage dépassait cinquante mille exemplaires, contribua pour une large part à retenir dans l'opposition libérale bien des gens que les revendications frénétiques des irréconciliables commençaient à rejeter dans la réaction ; car, déjà à cette époque, ces aimables gens s'obstinaient à prendre les mouches avec du vinaigre et prétendaient recruter des néophytes par la promesse formelle de leur distribuer, le jour du triomphe, les sept plaies d'Égypte.

Dans les réunions publiques, des orateurs appartenant au barreau de Charenton plaidaient la cause de la démocratie de façon à lui assurer une condamnation sans appel. On liquidait chaque soir l'infâme société, et les capitalistes étaient invités à venir déposer, aux pieds du peuple souverain, les fruits de leurs rapines. Comme dans la chanson célèbre, on ne voulait plus « ni gendarmes ni sergots, ni lévriers en paletots ». On

ne voulait plus davantage de Dieu : « C'était un sale jésuite. »

Il était fort à craindre que ces divertissements n'exerçassent, à la vieille des élections, une fâcheuse influence sur l'esprit des électeurs et ne devinssent pour le pouvoir personnel une occasion, un prétexte et aussi une raison de battre en retraite et de se réfugier derrière les remparts de la Constitution de 1852. Les organes spécialement consacrés à la défense de l'empire commençaient déjà à donner d'inquiétantes définitions du « régime libéral » qu'il se préparait à appliquer. L'empereur, disaient-ils, devait gouverner et régner, et de fréquents plébiscistes amenderaient, à l'occasion, ce qu'avaient d'excessif les prérogatives du souverain. Le Parlement, réduit au rôle d'avocat consultant, laisserait « les grandes initiatives à la dynastie », et la dynastie, elle, laisserait au Parlement les yeux pour pleurer.

Si l'effort commencé en 1860 devait aboutir à ce résultat, il n'y avait plus évidemment qu'à jeter le manche après la cognée et à ramasser le tout pour l'envoyer à la tête du gouvernement. Mais si, d'autre part, le parti libéral n'avait travaillé avec autant de persévérance que pour livrer le pays aux sinistres réformateurs dont

l'avant-garde apparaissait hurlante au coin de toutes les rues, il y avait peut-être lieu pour lui de remmancher sa cognée et de se préserver, par un vigoureux moulinet, contre cette invasion de barbares.

C'est à lutter contre ces dispositions contradictoires de la bourgeoisie que les gens de bon sens et de bonne foi devaient dépenser leur patience et leur énergie, sans pourtant consentir à faire un pas en arrière et sans permettre au pouvoir personnel de tirer avantage de la situation. A cette tâche difficile et ingrate, les plus persévérants sentaient s'épuiser leur courage, et je me souviens que, dans une réunion privée, M. Thiers, d'une voix assombrie et d'un accent pénétré, mit la mort dans l'âme de ses auditeurs, en prononçant les paroles suivantes :

L'Europe, dit le futur libérateur du territoire, marche à la République, mais il ne faut pas que les jeunes gens se fassent illusion. Par la faute des gouvernements, qui tantôt cèdent, quand ils devraient tenir ferme, et tantôt résistent, quand ils devraient diriger et contenir, ce siècle ne connaîtra que la période des transitions brusques, sanglantes, terribles à tous, que je remercie Dieu de ne pas être appelé à voir. L'enchevêtrement des problèmes sociaux et politiques, intérieurs et internationaux est tel aujourd'hui que les peuples sont fatalement amenés à tout trancher en supprimant tout. Mais suppression violente et solution sont deux et, pour être déplacées, les questions n'en subsistent pas moins toujours

menaçantes. Ce n'est que lorsque le monde nouveau, qui déjà déchire les flancs de l'Europe, aura acquis assez de virilité et de sagesse pour vaincre et résoudre que la République économique (*sic*) ramènera l'ordre et la paix au sein de notre société. Vous êtes jeunes, Messieurs, disait en terminant M. Thiers, mais, dussiez-vous atteindre l'extrême limite de la vie, vous n'aurez vu que le prologue de la civilisation de l'avenir.

Tombant d'une telle bouche, ces prophéties n'étaient guère réconfortantes, et il fallait être en possession d'une certaine dose d'optimisme pour continuer une lutte dans laquelle les victorieux n'avaient pas, à en croire M. Thiers, plus de chances que les vaincus d'échapper à une destruction finale.

XXXVIII

L'inquiétude était partout, dans le public et dans le gouvernement; et l'approche des élections, fixées du 23 au 24 mai 1869, redoublait l'anxiété de l'administration, contrainte, pour la première fois depuis 1863, d'opérer avec une presse libre et des réunions publiques. Au ministère de l'intérieur, on travaillait nuit et jour. Dans les départements, les préfets avaient fondé quarante-six journaux nouveaux, et, à Paris, on cherchait des consciences à vendre. On dressait état sur état. On savait combien tel journal d'opposition avait de lecteurs dans chaque arrondissement et on constatait avec effroi que toute feuille officieuse était sans abonnés et sans crédit. Dans les bureaux des grands chefs, on se congra-

tulait lorsque par hasard on était arrivé à s'assurer le concours hypothétique d'un rédacteur dépourvu d'autorité. Apprenait-on que, à la suite d'un décès, des actions du *Siècle* étaient à vendre, vite on déléguait à un ami le soin de s'en rendre maître. On faisait répandre par jour 18,000 exemplaires du *Peuple français*, le nouveau journal de Clément Duvernois, organe alimenté par la cassette particulière de l'empereur.

Certaines gens, insinuants entremetteurs, cédaient pour une faveur une marchandise qu'ils étaient incapables de livrer et trafiquaient d'écrivains à cent lieues de soupçonner le commerce auquel ils servaient de prétexte. On avait le *Petit Journal*, et la *France*, et la *Patrie*, et le *Constitutionnel*; la *Presse*, le *Moniteur* et la *Liberté* ne refusaient pas, le cas échéant, un concours efficace. On pouvait espérer l'appui du *Soir* et peut-être celui des *Débats*. Mais ce qu'on n'avait pas et ce qu'on ne pouvait espérer avoir, c'était l'oreille du public, décidément rebelle aux séductions des journaux enrégimentés.

La candidature officielle, qu'on entendait bien pratiquer avec vigueur, restait, il est vrai, le plat de résistance de la cuisine administrative. Mais là encore le lièvre manquait au civet et, s'échap-

pant échaudé de la casserole ministérielle, allait se rafraîchir dans les ondes pures d'une candidature indépendante. On manquait d'hommes. On avait fatigué les dévouements en exigeant d'eux une soumission trop grande. On se lassait à la fin d'être traité en ennemi de l'empereur parce qu'on avait déplu à un sous-préfet de l'empire.

Faute d'avoir été renouvelé, le personnel gouvernemental, alourdi par les années, ne pouvait plus mettre en ligne que des invalides, des malades ou des découragés. Ces débris n'étaient plus assez souples, assez ingambes pour se livrer aux exercices nouveaux que leur imposait désormais la concurrence. Ils regardaient avec tristesse, et non sans envie, ces jeunes clowns au toupet rouge, pour lesquels les cerceaux de papier et les cercles d'étoupe enflammée n'avaient pas de mystères, et qui, au risque de se rompre les os ou de casser le nez des spectateurs, bondissaient de cirques en cirques, de réunions privées en réunions publiques, ne connaissant qu'une peur, celle de ne pas réussir.

Qui pouvait lutter avec Ch. Floquet, appliquant lui-même des échelles aux murailles, et collant, d'un pinceau flamboyant comme le panache d'un

conventionnel, ses affiches électorales dans le département de l'Hérault ? Qui osait exposer sa laryngite sénile à une rencontre avec la voix tonitruante de Gambetta, conscient de sa force et passant à toute vitesse sur le ventre résigné du vieux Carnot lui-même ? Où était-il ce champion de sous-préfecture assez hardi pour contredire Jules Ferry, exigeant « les destructions nécessaires » et demandant, comme un simple radical, « la séparation absolue de l'État et de l'Église, la réforme des institutions judiciaires, le jury partout » ? Quel Nestor impérial pouvait prétendre à l'emporter en renom de sagesse sur Jules Simon, professeur de philosophie, qui réclamait à titre modeste de minimum « la suppression des armées permanentes » ?

Le temps avait marché depuis 1863. Les jeunes gens d'alors étaient devenus des hommes, et tous avaient le sentiment que ceux qui ne se feraient pas, cette fois, leur place au soleil de la vie publique, retomberaient à jamais dans l'obscurité et le néant.

Il y avait du désespoir dans l'ardeur qu'ils apportaient à livrer ce dernier combat pour la vie : l'occasion perdue se retrouverait-elle, soit de renverser un gouvernement par trop exclusif,

soit de rétablir le régime parlementaire, cette terre promise des avocats et des journalistes?

Ils n'avaient pas eu besoin de se concerter pour se dresser tous à la même heure, la langue rouge et sèche, altérés et résolus à calmer, par une large lampée, leur soif d'honneurs et de pouvoir. Sans appui, sans relations, M. de Kératry, dans le Finistère, et M. Guyot-Montpayroux, dans la Haute-Loire, avaient révolutionné le monde administratif et soulevé les électeurs à force d'activité et d'énergie. Dans la Haute-Marne, Steenackers, futur directeur des postes de la Défense nationale, ayant loué par hasard une propriété appartenant à M. le prince de Joinville, les orléanistes, en majorité dans ce département, avaient fait un candidat de ce locataire des princes.

Entre la nation, curieuse de nouveautés, et les hommes nouveaux il s'était établi un courant de sympathie que ne pourrait jamais réussir à détourner la pression administrative la plus décidée.

Aussi les fonctionnaires avisés cherchaient-ils dans des procédés nouveaux le succès qui les fuyait. La simple corruption, la corruption simple et bête consistant à acheter un homme ou un journal, n'est efficace que si l'on peut limiter administrativement le nombre des feuilles et des

consciences à vendre. Or, avec le régime nouveau, un milliard de fonds secrets eût été insuffisant à payer même les non-valeurs. Si on fondait un journal, il avait pour collaborateurs au bout de quinze jours des journalistes ennemis de l'empire. L'*Étincelle*, par exemple, avait payé fort cher à des républicains des articles qui n'eussent pas été déplacés dans des organes d'opposition radicale. Au *Peuple français*, journal de l'empereur, M. Jules Guesde, le plus farouche des démagogues, se livrait à des études sociales auxquelles eût pu prendre plaisir le cercle anarchiste de la « Panthère des Batignolles ».

Il importait donc de trouver autre chose, et c'est à quoi s'était employé depuis longtemps, avec beaucoup de grâce et d'intelligence, un chef de la division de la presse, M. Giraudeau. A l'antique méthode de la corruption brutale il voulait faire succéder la séduction méthodiquement appliquée. Il ne lui avait pas échappé que l'empereur, en ne sachant pas prendre un parti, en marchandant maladroitement des libertés qu'il finissait pourtant par se laisser arracher, avait obligé les hommes de valeur à attendre d'un autre régime la place à laquelle ils avaient le droit de prétendre dans la direction des affaires politiques. Pour

qu'ils fussent quelque chose, il fallait que l'empire n'existât plus. De là cette formidable poussée, dont l'effet faisait crier et craquer les étais pourris de la Constitution.

M. Giraudeau voulait qu'on redonnât confiance à ces ambitions légitimes. Il pensait qu'on y réussirait en favorisant à Paris et dans les départements les candidatures de tous les journalistes, directeurs de journaux, n'ayant point encore prononcé de paroles irréparables. Aux *Débats*, par exemple, il voulait prendre M. John Lemoinne, et au *Temps* Adrien Hébrard. Il n'avait pas d'éloignement pour les parlementaires comme Édouard Hervé, et il demandait même à l'*Univers* de lui prêter le nom de M. de Melun. Pour parfaire cette liste aux couleurs diverses et chatoyantes, le chef de division comptait sur un travailleur manuel, et il ne croyait pas qu'il fût très difficile de se procurer cet ouvrier de la dernière heure. Cela s'appelait « l'union dynastique », et cette union devait regarder avec des yeux de chien de faïence l'union d'en face, « l'union libérale », où tous les ennemis de l'empire se donnaient la main.

Ce plan de campagne, longuement étudié par les gens spéciaux et approuvé notamment par

M. Schneider, président du Corps législatif, avait le grand défaut d'avoir été conçu trop tard. Les officiers de lettres auxquels on proposait de prendre le commandement de compagnies franches d'électeurs indépendants n'avaient plus confiance dans la durée de l'empire. Or, pas de durée, pas de Suisses. Ils se défiaient, en outre, de la sincérité des promesses gouvernementales et soupçonnaient vaguement que, une fois engagés dans la bataille, la vieille garde était capable de les envelopper dans un mouvement tournant et de leur tirer dans le dos.

Et, cependant, que de motifs sérieux pour tout le monde de prêter l'oreille à M. Giraudeau ! Comment consentir à être confondu, dans la défense d'une cause commune, avec les niais revenants qui agitaient en faisant « oouh ooh » de vieilles ferrailles révolutionnaires ? Delescluze voulait que le frère du député Baudin posât sa candidature dans toutes les circonscriptions électorales. On offrait aux Folies-Belleville une candidature à M. Félix Pyat, et ce romantique, doué du génie des faux-fuyants, répondait que lui, « soussigné, léguait sa modeste fortune, cinquante mille francs, à qui sauverait la liberté ». Ceux que la haine n'affolait pas n'avaient pas

le courage d'être sensés, et, se respectant trop pour dire des inepties, ne respectaient pas assez le public pour lui refuser les absurdes lieux communs dont la foule est si friande. Un lettré, M. Bancel, « arborait le drapeau de l'espérance. Il avait succombé avec la justice, il ne voulait triompher qu'avec elle ». Henri Rochefort, en lutte ouverte contre Jules Favre, écrivait : « Le travail doit être constitué de façon à développer les intelligences et non à les obscurcir. Chose bien simple, et que cependant personne n'a pu encore obtenir ; je demande que, pour arriver à vivre, l'ouvrier et l'ouvrière ne soient pas dans l'obligation de se tuer. »

Comme dans la tragédie antique, des chœurs soulignaient, dans les réunions, les tirades de l'irréconciliabilité. L'année précédente, le Midi s'était levé, c'est-à-dire soulevé contre la nouvelle loi militaire. Dans quelques villes, d'ardents amis de la paix s'étaient battus au nom du désarmement universel. Des gendarmes et des soldats avaient été blessés ; « le soldat et le gendarme sont des bêtes fauves », écrivaient les journaux socialistes. L'*Égalité*, organe de l'Internationale, se demandait avec sollicitude « ce qu'on ferait des bourgeois quand la révolution sociale les au-

rait expropriés », et, à sa propre question, elle faisait elle-même la réponse : « On leur donnera des bons de soupe. » Moins philanthrope, un autre organe du parti ouvrier criait aux pauvres bourgeois: « Vous aimez à verser le sang, eh bien, on vous fourrera le nez dedans et on vous en fera lécher jusqu'au dernier vestige. »

La perspective d'être si mal nourris aurait dû suffire à détourner de la lutte à outrance tant de candidats avocats et journalistes, fils de bourgeois, bourgeois eux-mêmes. Mais le branle était donné et, puisque la victoire était à ce prix, on était résolu à payer, en monnaie de singe, c'est-à-dire en grimaces, fussent-elles idiotes ou hideuses, la place convoitée depuis si longtemps.

XXXIX

De toutes ces grimaces, la plus drôle était à coup sûr, celle de Clément Laurier.

Comme on devient poète par amour, cet admirable avocat s'était fait irréconciliable par amitié. C'est par dévouement qu'il avait suivi Gambetta dans les réunions, et c'était pour ne pas séparer sa cause de celle de son ami qu'il était devenu, à son tour, candidat ultra-radical contre Cantagrel et Henri Rochefort, aux élections complémentaires. Quand Laurier arrivait le soir au café Riche, vers minuit, éreinté par quatre heures de réunions publiques, il se demandait avec amertume par quelle mauvaise chance il en était arrivé à ramer sur les galères et avec les galériens des Folies-Belleville. « Je ne puis

verre de lampe, renversait une pile de journaux, s'asseyait sur un chapeau, puis disparaissait, suivi de ses fidèles Auvergnats.

D'après nos calculs, contrôlés par des « pointages » répétés, le prochain Corps législatif, après les ballottages et les élections complémentaires, compterait 110 ou 120 opposants.

Le croirait-on ? Malgré ce résultat, les vrais bonapartistes se réjouissaient parce que Prevost-Paradol avait tristement échoué à Nantes avec 1,500 voix, bien qu'il se fût oublié jusqu'à promettre aux électeurs de venir, chaque année, remettre sa démission entre leurs mains. Mais Prevost-Paradol passait pour être orléaniste, et cet état d'esprit avait le privilège d'exaspérer les impérialistes, comme il met hors d'eux, aujourd'hui, les radicaux républicains.

J'ai connu un pauvre homme toussant, à chaque parole, le reste de son dernier poumon. Le moribond ne paraissait pas se soucier de son appareil respiratoire ; mais, en revanche, il se plaignait sans cesse et avec aigreur d'un durillon, « son agacin », comme il l'appelait, qui lui causait des douleurs et des inquiétudes intolérables. Ainsi faisaient les partisans décidés de l'empire. Ils daignaient à peine s'occuper du socialisme déma-

nais que, pensant ainsi, il agit comme il le faisait, il me répondait, sans y croire, par le lieu commun en honneur dans les partis : « Que veux-tu, on ne peut pas rompre avec ses amis ». Cependant, une fois, la patience lui échappa, et, dans le tumulte d'une bagarre électorale, il déclara « que, pour être de l'avant-garde, il voulait voir d'abord qui en faisait partie ». Un assistant marqua d'un bleu, sur l'œil de Laurier, le jour où fut prononcée cette fière parole.

Gambetta était moins susceptible. L'heure des sélections nécessaires n'avait pas encore sonné. Il était bien l'Oint du peuple et, tout en restant bon garçon et familier, il tenait à prouver à la petite cour qui se formait déjà autour de lui qu'il saurait, le cas échéant, toucher et guérir les écrouelles démagogiques. Il n'éprouvait pas de répugnances, lui si intelligent, à renchérir sur les déclarations de ses comités. Lui, l'âme de la défense nationale, il écrivait sans rire qu'en fait d'armée « le peuple debout, cela suffit ». Il affirmait, sans rougir, que les citoyens devaient élire tous les fonctionnaires, et, pour se justifier d'avoir fait échec à Carnot, un vétéran de la République, il invoquait « la volonté du peuple, qu'il mettait bien au-dessus de ses sentiments personnels. »

Mais ces petites taches au soleil n'en diminuaient ni le rayonnement ni la chaleur. Positivement, de sa seule présence, Gambetta réchauffait les salles et les cœurs. Il était impossible de le voir sans l'aimer, de l'entendre sans le croire, de l'approcher sans s'attacher à lui.

Cette puissance de séduction était si forte que, quelque temps avant le procès de Baudin, un sous-préfet d'alors, M. Dugué de la Fauconnerie, ayant rencontré par hasard le jeune avocat, crut devoir entretenir l'empereur d'un homme qui, selon lui, avait le plus grand avenir et devait être, à bref délai, une puissance avec laquelle on aurait à compter. M. Dugué de la Fauconnerie fut aussitôt chargé par Napoléon III de causer avec M. Rouher et d'examiner avec lui si Léon Gambetta était homme à venir prendre place dans la compagnie de Cadets qu'on recrutait alors pour l'empire libéral. Plein de son sujet, le sous-préfet, après avoir passé en revue tous les jeunes gens « réconciliables », soutint que la conquête de Gambetta, si elle était possible, ce dont il doutait fort, serait pour le gouvernement d'un prix inestimable, et que, en tout cas, il serait sage d'avoir les plus grands égards pour ce jeune maître, si jamais un heurt se produisait entre lui et l'administration.

M. Rouher coupa court à l'enthousiasme du fonctionnaire. Il déclara qu'il avait entendu parler de « ce Gambetta », qu'on lui avait fourni, dans le temps, des notes de police sur le quartier des Écoles et que, ce prétendu grand homme était « un bohème » dont on aurait raison avec « cinq cents francs par mois ». Puis il ajouta ironiquement, selon sa coutume, que, si Sa Majesté s'amusait maintenant à « conspirailler » avec les habitués de caboulots, le ministre de l'intérieur aurait beaucoup d'agrément.

Remarquons en passant combien se vérifient mal, le plus souvent, les horoscopes tirés par les hommes éminents sur leurs jeunes rivaux. M. Thiers disait de Gambetta qu'il finirait « fou furieux ». M. Grévy déclarait qu'il mourrait dans la peau d'un « factieux », et M. Rouher ne voyait en lui qu'un « bohème ». Ces exemples sont faits pour nous conseiller la modération et la prudence dans nos jugements anticipés, presque toujours frappés de déchéance par les événements. « Ce peut être un avocat de second ordre. Il peut même apporter quelque connaissance dans la discussion d'une affaire, mais, à coup sûr, ce n'est pas un orateur capable de s'élever à une grande hauteur. » Qui parle ainsi, dans la *Marseillaise* ? — Germain

Casse. — Et de qui parle-t-il ? — de Jules Ferry.

Chaque jour, la grimace de Clément Laurier devenait plus expressive. Comme pour justifier ses noirs pressentiments, les troubles dans la rue succédaient aux hourvaris des réunions. Des bandes parcouraient la voie publique, aux cris répétés de « Vive l'anarchie ! vive Rochefort ! mort aux propriétaires ! » Avec sa logique ordinaire, l'opposition soutenait que ces bandes étaient à la solde de la police, et, en même temps, elle s'indignait contre les brutalités de la police en uniforme, frappant, à tour de bras, les prétendus mouchards. Tous les soirs, ces chocs se renouvelaient. La population honnête et tranquille se rendait, après dîner, sur le lieu présumé où la rencontre aurait lieu, et attendait patiemment les premières charges de cavalerie pour se retirer et s'élever avec beaucoup de sincérité contre les abus de la force.

L'émeute tendait à devenir un sport. En juin, pendant les chaudes soirées qui chassent les Parisiens hors de leurs étroits domiciles, il y eut une semaine vraiment inquiétante. D'épouvantables bousculades eurent lieu dans le faubourg Montmartre, au boulevard des Italiens, au boulevard

Saint-Michel, à la Bastille. A Belleville, la force publique ne put arriver à temps pour protéger une maison de débauche, pillée de fond en comble par des moralistes à « rouflaquettes » dédaigneux des égards qu'on doit à sa famille. « Respectez au moins vos sœurs, » criait un officier exaspéré et repoussant à coups de botte les austères casquettes à pont.

Clément Laurier, lui aussi, était furieux. Il constatait que l'empire n'était pas même capable de maintenir l'ordre, et que personne, en présence de cette impuissance des pouvoir publics, ne pouvait plus croire à la légende de la force gouvernementale. Mais ce qui, à ses yeux comme aux miens, du reste, trahissait, plus encore que les troubles dans la rue, la gravité de l'état mental de la population, c'était le culte véritablement frénétique dont M. Henri Rochefort était l'objet.

Tous se ruaient, aplatis, sous les roues du char de ce Jaggernaut. Ses concurrents, devant son souffle, se dispersaient comme de la poussière. En possession d'un sauf-conduit que le ministre de l'intérieur avait eu la faiblesse de lui donner, l'auteur de la *Lanterne* n'avait qu'à paraître dans une réunion, à prononcer quelques phrases,

à peine entendues, pour transformer ses auditeurs en séides exaspérés. Jamais le grand saint Médard ne groupa, autour de ses ossements, autant de convulsionnaires. L'inconscience surprenante du spirituel écrivain, marchant devant lui avec l'impassibilité d'un fléau, fascinait la foule. Il paraissait, on se courbait.

M. Delattre, aujourd'hui député, avait été un instant indigné de l'audace du « lanternier » osant se mesurer avec Jules Favre. Pendant huit jours, il avait fatigué de ses sollicitations un grand éditeur, alors très influent dans son arrondissement, le priant d'organiser une vigoureuse propagande en faveur du puissant orateur. Le grand éditeur avait déjà remué ciel et terre, quand il apprit que la candidature de M. Henri Rochefort n'avait pas désormais de champion plus ardent que le même M. Delattre. Avec ce dernier, MM. Vermorel et Millière formaient le trio d'anabaptistes volontaires, chargés de parler dans les réunions au nom du nouveau Jean de Leyde, de traduire en discours ses idées, et au besoin de lui en prêter, quand il en manquait. Gambetta, acclamé en mai dans la première circonscription de Paris, était hué en novembre comme un simple conservateur, sur le soupçon d'hostilité à la can-

didature du dieu Rochefort, né dans la crèche du *Figaro*. « Descends, traître ! » lui criait le cordonnier Gaillard, futur organisateur des barricades sous la Commune.

Je ne sais pas si j'ai eu tort ou raison, mais je dois me rendre ce témoignage que jamais je n'ai donné à la liberté une plus grande preuve d'affection que pendant l'année 1869. J'avais mille raisons d'être découragé par le spectacle de ces saturnales et de ces sabbats politiques. J'étais bien forcé de m'avouer à moi-même que l'empire, tel qu'il était à cette heure, valait cent fois mieux que le régime éventuel, en préparation dans les réunions publiques. Mais je comprenais à ce point la nécessité de ne pas effrayer la bourgeoisie libérale et d'en finir une bonne fois avec les retours offensifs du pouvoir personnel, que j'imposai silence à mes antipathies et que je n'eus ni une parole trop sévère pour les excès de la démagogie, ni une défaillance dans mon modeste combat contre le ministère.

Avec une ingéniosité dont les intéressés, d'ailleurs, ne me surent aucun gré, je m'évertuai à trouver des circonstances atténuantes à des paroles et à des actes justiciables, en des temps moins troublés, de l'asile Sainte-Anne ou de Nouméa.

C'est le crime des mauvais gouvernements d'imposer aux gens raisonnables de pareilles déviations du sens moral et de les contraindre à des promiscuités humiliantes avec des fous et des malfaisants.

Avouer nos véritables sentiments pour les épileptiques ou les maniaques homicides qui déshonoraient la liberté de leurs indécentes familiarités, c'eût été fournir des armes à la réaction qui n'avait pas désarmé et qui, repliée sur ses jarrets, ramassée sur elle-même, guettait, embusquée, l'occasion de nous sauter au collet. Mais que cette attitude était pénible et fatigante et que de fois, le cœur aux lèvres, j'effaçais de mes articles le paragraphe où j'avais lâché la bride à mon dégoût et à mon indignation!

Entre autres vilains quarts d'heure, je me souviens qu'un soir, je reçus un mot de Jules Simon, m'invitant à l'accompagner, avec Charles Hugo et Anatole de la Forge, chez un nommé Budaille, se disant propriétaire, instituteur, et donnant, place du Trône, dans un immense hangar, des séances d'enseignement civique. Avec ses rangées de hautes poutres soutenant la toiture, à peine éclairée par une douzaine de quinquets fumeux, la salle, absolument glaciale, nous appa-

rut comme une forêt de Bondy, vue d'hiver. On nous poussa sur une estrade — vrai pilori — tandis que quatre ou cinq cents spectateurs nous montraient le poing et saluaient Jules Simon des épithètes les moins gracieuses.

Cette exposition, égayée par quelques discours qui nous frappaient à la face comme de répugnants projectiles, dura environ une heure et se fût certainement terminée par quelques horions, si Jules Simon, qui se mangeait les lèvres de colère, n'avait, à force de courage, de talent et de présence d'esprit, effrayé et charmé à la fois les jeunes élèves du cours Budaille. Mieux que Bidel, mieux que Pezon, l'illustre orateur réussit, à coups de cravache, ensuite en caressant hardiment le poil de ces citoyens, à rétablir un peu d'ordre dans la ménagerie. Après quoi, profitant d'un entr'acte, nous prîmes congé à l'anglaise, sans saluer, traversant en file indienne les rangs peu sympathiques de l'auditoire.

Comment, du reste, des hommes ignorants eussent-ils été respectueux de l'incomparable talent de Jules Simon, de sa vaillance, de sa fidélité aux idées les plus généreuses et les plus élevées, quand un lettré, M. Charles Longuet, aujourd'hui rédacteur important de la *Justice*, écrivait couram-

ment, à propos d'une conférence faite par Jules Favre :

Assez de critique littéraire comme cela ! Nous avons le droit de demander ce que signifient ces exhibitions saugrenues où l'on voit des momies s'exerçant à ressusciter des momies. Ces hommes, qui jouèrent les niais ou les traîtres — tragiques bouffons — dans le grand drame, dans la vraie tragédie de 1848 : Crémieux, Brid'oison formaliste avec le bégaiement en moins et la juiverie en plus ; Jules Favre, l'Isocrate mielleux et enfiellé ; Pagès, le jocrisse féroce, ces hommes, ces cabotins usés viennent avant la reprise de la pièce nous donner un spécimen de leurs petits talents de société. Avant peu, sans doute, nous aurons une dissertation du philosophe Simon, un sermon du révérend Pelletan, un petit carême — après carnaval — du père Guéroult, et le bonhomme Carnot nous récitera des fables.

En lisant ces petits morceaux de fine prose, Clément Laurier fronçait de plus en plus le sourcil, portant son menton en avant, avalant sa lèvre supérieure et clignotant désespérément. Il appréciait de moins en moins les mérites de la presse ; mais il reprit sa gaieté en apprenant que ce bon M. Budaille, instituteur et propriétaire, place du Trône, entrepreneur en 1869 de charivaris socialistes, avait déposé par écrit, en 1868, « ses espérances aux augustes pieds » de Napoléon III et à ceux de sa famille. M. Budaille demandait un brevet d'officier dans la garde mobile, en voie d'organisation. « Le sang

injures politiques si fort enrichi depuisquelques années, une insolence, une calomnie ou une menace dont elle n'ait point fait usage contre le gouvernement et son chef.

Pendant six mois, nous eûmes, en 1869, un avant-goût de l'anarchie. Élections générales, élections partielles, troubles dans la rue, la perspective d'une révolution à échéance fixe, rien ne manquait à la fête. Les lois n'étaient plus appliquées. En juillet, l'empereur avait cependant pris son parti. Il était décidé à marcher en avant. Il avait formé un nouveau ministère, paralysé M. Rouher en le plaçant à la tête du Sénat, et annoncé au Corps législatif réuni pour vérification des pouvoirs un projet de sénatus-consulte assez sérieusement réformateur.

Mais Napoléon III eût proclamé lui-même sa propre déchéance, rétabli la République et coupé sa propre tête de ses propres mains, que ces concessions eussent paru insuffisantes, tant les esprits étaient montés et déséquilibrés. Ce n'était plus seulement le centre gauche, les Buffet, lesd'Andelarre, les Latour-du-Moulin et autres modérés, qui étaient partis en guerre contre le pouvoir personnel; l'ancienne droite, elle aussi, allait rédiger des programmes avancés.

Contrairement aux serpents, dont les tronçons à peine séparés éprouvent l'irrésistible besoin de se rejoindre et de se souder l'un à l'autre, les assemblées parlementaires se plaisent, on le sait, à se partager en fractions aussi petites que possible. La division de tous fait la force de quelques-uns, chefs de groupes. A peine réunie, la Chambre élue en 1869 comptait déjà une gauche irréconciliable, une gauche fermée, une gauche ouverte, un centre gauche, un tiers parti, une droite et une extrême droite. Chaque groupe cherchait à se distinguer du groupe rival, et dans chaque groupe chaque député s'appliquait à primer son voisin, le tout, cela va sans dire, sur le dos du gouvernement.

Ce fut à un jeune député, fraîchement choisi par les électeurs du Finistère, que revint l'honneur de faire, à lui seul, plus de bruit que les députés, les journaux et les orateurs de réunions politiques. Une impertinence de M. Rouher l'avait signalé jadis à la bienveillante attention du public. Du haut de la tribune, le vice-empereur, interrogé sur certains faits relatés dans une étude sur le *Mexique*, avait appelé M. de Kératry, auteur de ces révélations d'outre-mer : « ce Monsieur », et déclaré qu'il n'y avait pas à tenir

compte des propos d'une « individualité sans mandat ».

Ce « Monsieur » prit fort mal les dédains de M. Rouher. Il se fit élire député et, pour son coup d'essai, faillit mettre le feu aux poudres et faire sauter, avec mandat cette fois, le gouvernement et M. Rouher.

Aux termes de la Constitution, le Corps législatif devait être réuni à la date du 26 octobre. Le ministère hésitait entre trois dates : Pâques, la Trinité ou les Calendes grecques. L'empereur était malade, l'impératrice voyageait, et les ministres, fourbus à la suite des discussions ardentes sur la vérification des pouvoirs, se reposaient et réparaient leurs cordes vocales tout à fait éraillées. Les députés avaient mis également des centaines de kilomètres entre eux et les poignées de mains de leurs électeurs. Ils respiraient l'air frais, hors de Paris, faisant la sieste, et oubliaient.

Prenant son temps et sûr d'être entendu dans ce silence relatif, M. de Kératry écrivit une lettre rendue publique. Il annonçait que, le 26 octobre, à deux heures de relevée, il se rendrait à la place de la Concorde, et que de là il se formerait en colonne pour faire ouvrir les portes du Corps législatif, fermées par les ministres en violation

de la Constitution. « Espérons, pour l'honneur de la France, qu'il se trouvera dans notre pays quarante ou cinquante députés assez virils pour lutter sur le terrain de la légalité, » disait en terminant M. de Kératry.

Si l'auteur de cette convocation avait été un avocat de profession, le gouvernement et les députés n'eussent vu, dans sa lettre, qu'une figure de rhétorique, car, depuis six mois, le « peuple » était invité chaque soir, dans toutes les réunions, à descendre dans la rue et à vider par les armes son différend avec la dynastie napoléonienne. Mais le dossier de M. de Kératry ne permettait pas de le confondre avec les beaux diseurs qui prennent toujours les paroles pour des actes. « Admirable d'entrain et de bravoure au combat de San Lorenzo », avait dit le *Journal officiel* en enregistrant la nomination de M. de Kératry, lieutenant au 3e chasseurs d'Afrique, dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Ce *read* de cavalerie légère sur le pont de la Concorde causa donc une terreur véritable aux ministres et un ennui profond aux députés avancés. Il n'y avait pas moyen, décidément, de jouir en paix d'un repos mal gagné. Quelle singulière idée avait donc Kératry? Il était député : que vou-

lait-il de plus? Il était donc bien pressé de siéger pour donner rendez-vous à date fixe à ses collègues! « J'y serai, » avait néanmoins répondu Gambetta, alors en Suisse. Bancel et Raspail promirent leur présence réelle, et le *Réveil* et le *Rappel*, se croyant à la veille d'une révolution, convièrent furieusement le peuple à faire cortège aux députés.

Sans Jules Ferry, les choses eussent mal tourné. Les journaux à peu près raisonnables avaient beau se lamenter et conjurer les citoyens de ne point aller regarder l'émeute probable : nous savions tous que rien au monde n'empêcherait les Parisiens d'aller assister à une représentation gratuite. Nous savions également que le ministère, après un premier mouvement de stupeur, avait pris son parti d'une collision et qu'il se préparait à tirer avantage d'une agression dont la crânerie ne suffisait pas à justifier l'imprudence. Nous en étions donc réduits à souhaiter une effroyable baisse du baromètre et à espérer, pour le 26 octobre, un nouveau déluge.

Mais Jules Ferry sut fort habilement tirer son parti et lui-même de ce très mauvais pas. Dans sa réponse à M. de Kératry, il déclara en termes enflammés qu'en présence de la provocation mi-

nistérielle, il était temps d'agir, et conclut en annonçant au monde qu'il convoquait tous les membres de la gauche pour en délibérer.

Du moment où l'on causait, il était évident qu'on n'agirait pas.

La crise, un instant aiguë, redevint chronique. On en fut quitte pour une lettre de Victor Hugo déconseillant, de Bruxelles, la manifestation projetée et affirmant que ce qui sortirait virtuellement de la situation, c'était « l'abolition du serment ». A l'exception de MM. Vacquerie et Paul Meurice, du *Rappel,* personne ne comprit rien à ce qu'avait voulu dire le grand poète. Aussi son manifeste fut-il déclaré admirable et décisif, et chacun, soulagé d'un grand poids, regagna son logis.

J'ai constaté, à cette époque, que le silence énigmatique du gouvernement et son parti pris évident de ne sévir ni contre les orateurs des réunions publiques ni contre les journalistes les plus imprudents contribuèrent pour une large part à troubler et à inquiéter les membres les plus résolus de l'opposition. Émile de Girardin, très bien renseigné, croyait fermement que cette mansuétude était inexplicable si elle ne masquait pas les préparatifs d'un coup d'État.

M. Schneider, malgré son habituelle réserve,

ne dissimulait pas aux jeunes députés dont il aimait à s'entourer que le parti de la force gagnait du terrain à Saint-Cloud.

Seuls, les Auvergnats qui faisaient escorte à Guyot-Montpayroux ne paraissaient nullement inquiets. Il n'avait pas échappé à ces hommes pratiques et sagaces, venus à Paris pour obtenir une place par la protection du député de Brioude, que la place serait peut-être meilleure s'ils l'obtenaient à la suite d'un bouleversement politique, et, patients, ils attendaient la révolution, soit de droite, soit de gauche, espérant, en tout cas, des vacances dans les emplois publics.

Ces fils de Vercingétorix ont recueilli, depuis, les fruits de leur clairvoyante persévérance. Le pauvre Guyot-Montpayroux est mort dans une salle d'aliénés. Sa clientèle est placée.

XLI

Après la révolution du 4 septembre 1870, on vit tout à coup surgir, jusque dans les moindres hameaux, une espèce d'hommes dont je n'avais pas entendu parler jusqu'alors. Ces hommes étaient les citoyens clairvoyants, courageux et méconnus qui, paraît-il, avaient prédit et désiré la chute de l'empire, traité de balivernes les transformations libérales du régime né du coup d'État et refusé de pactiser avec son auteur.

Il faut croire qu'en décembre 1869 ces cohortes opéraient dans un profond mystère, car, sauf à Paris, elles ne faisaient guère parler d'elles. Sans doute elles cachaient leur jeu et, pour mieux surprendre la confiance du tyran, elles allaient jusqu'à simuler hautement des sympathies pour

l'empire, cette fois en pleine transformation parlementaire.

C'est ainsi que l'un de ces modestes martyrs de sa foi, M. Cyrus Hugues, maire de la Seyne (Var), fut décoré en 1880 par M. Constans, ministre de l'intérieur, pour avoir hébergé le révolutionnaire Blanqui en 1879 et signé une adresse ultra-bonapartiste à l'empereur Napoléon III en 1867. Il était juste, en effet, d'indemniser cette victime d'une patriotique dissimulation.

Quant à moi, j'ose affirmer aux historiens de l'avenir qu'ils commettraient une grosse erreur si, sur la foi de récits faits au lendemain de la guerre, sous le coup d'une colère légitime, ils racontaient à nos petits-fils que la France, au seuil de l'année 1870, avait la volonté ou seulement le désir de renverser le gouvernement. Bien au contraire, dès qu'on apprit que, à la suite de longs pourparlers, Napoléon III se décidait à charger Émile Ollivier de former un cabinet et d'organiser enfin un régime libéral et parlementaire, les Français parurent éprouver une réelle et vive satisfaction. On se laissa aller derechef à l'espérance, et aussitôt, comme c'est la coutume, bien des gens qui boudaient pensèrent que l'heure était venue de demander avec décence et

d'accepter avec dignité une fonction sous le régime qu'on allait inaugurer.

L'année qui venait de s'écouler n'avait pas été gaie. On avait eu un avant-goût des divertissements que réservait au pays l'émeute triomphante. Dans leurs boutiques délaissées, les commerçants parisiens avaient vainement attendu le client. On avait promis à la bourgeoisie de la supprimer à la première occasion. On trouvait, en général, que la presse et les orateurs des réunions publiques avaient peut-être abusé de la crédulité publique. Tout le monde, sauf, bien entendu, les furieux de naissance ou d'éducation, voyait avec plaisir la possibilité de réconcilier l'ordre et la liberté.

Les jeunes députés nouvellement élus, qui, malgré la vivacité de leur opposition, n'avaient pas trouvé grâce devant les impitoyables rédacteurs du *Réveil* et du *Rappel*, commençaient à trouver désagréable le voisinage de M. Delescluze et de ses amis. Ernest Picard, à plusieurs reprises, avait manifesté son intention de se distinguer et même de se séparer une bonne fois de ces intolérants jacobins. Il n'était contredit ni par M. Wilson, ni par M. de Jouvencel, ni par M. Steenackers. M. de Kératry, plus net encore, avait souvent

agité dans de petits conciliabules la question de savoir s'il convenait que la gauche modérée se déclarât prête à prendre le pouvoir, avec la certitude d'appliquer tout entier son programme de réformes. Cette question, qui impliquait la reconnaissance formelle de l'empire, avait été examinée sans la moindre répugnance par des hommes tels que MM. Bethmont, Rampont, Riondel et Javal.

Quant à Jules Favre, il ne décourageait pas ses jeunes amis, tout en s'employant à retarder et à rendre moins violente la rupture inévitable avec les autres membres de la gauche, subissant non sans regrets peut-être, mais enfin subissant l'impérieuse domination du parti dont M. Delescluze était le vrai chef.

Précisément parce que j'avais été tenu au courant, d'une façon très précise, des phases des négociations engagées entre Napoléon III, Clément Duvernois, Émile Ollivier et M. Schneider, je n'avais plus le moindre doute sur la sincérité des résolutions impériales. La lutte avait été longue, difficile, et l'empereur n'avait pas du premier coup concédé à son futur premier ministre tous les points sans l'acceptation desquels l'entrée aux affaires d'Émile Ollivier eût été une duperie et une capitulation.

En réalité, il s'agissait de déchirer la Constitution de 1852, de transformer le césarisme en monarchie constitutionnelle, d'inaugurer un régime parlementaire à tendances démocratiques.

On comprend très bien que les politiciens qui mettent actuellement dix ans à ne pas accomplir la moindre réforme, même fiscale, considèrent comme un jeu d'enfants ce bouleversement complet et pacifique d'une Constitution par son auteur encore très puissant. Mais nous autres, simples « libertaires », nous étions moins difficiles. Nous pensions qu'avant de proclamer un gouvernement, il fallait commencer par le faire comprendre et aimer, et nous estimions que, transformé, l'empire libéral ayant à sa base le suffrage universel marquait une étape utile entre la monarchie que nous n'aimions pas, et la république qui avait théoriquement nos préférences.

Aussi, pendant le mois de décembre 1869, prévenus des dernières hésitations de l'empereur, mis en garde contre le retour offensif des mamelucks, fîmes-nous les plus grands efforts pour engager Émile Ollivier à ne pas se montrer trop conciliant. J'avais le sentiment très net que cette

expérience ne réussirait que si elle était faite dans des conditions inespérées par l'opinion publique. On attendait beaucoup, il fallait donner plus du premier coup et d'un seul coup.

Mes camarades et moi nous insistions surtout sur un point. Nous demandions à Ollivier de n'accepter le pouvoir qu'avec un décret de dissolution du Corps législatif dans sa poche. « Peut-être ne serez-vous pas obligé de vous en servir, lui disions-nous; mais il est indispensable de mettre le pistolet sur le front d'une Chambre issue de la candidature officielle. » Nous soutenions avec raison, je crois, que, si des élections générales avaient lieu sous la bonne impression causée par l'avènement d'un cabinet libéral, elles perdraient nécessairement le caractère d'opposition antidynastique et amèneraient à la Chambre un personnel nouveau qui, sans rancunes, mais aussi sans défaillances morales, remplacerait avantageusement les vengeurs de 1851 et les voltigeurs de 1852.

Clément Duvernois, de son côté, devenu le confident le plus intime de Napoléon III, exerçait sur l'esprit d'Ollivier une influence fâcheuse ; il pensait qu'il ne fallait pas dénaturer radicalement le caractère de la Constitution impériale et la

remplacer par une monarchie où le souverain régnerait sans gouverner. Il n'aimait pas, il n'avait jamais aimé les orléanistes et l'orléanisme, et bien qu'un instant en coquetterie avec les amis du duc d'Aumale, il avait toujours manifesté une vive antipathie pour les institutions purement parlementaires. Le socialisme de son patron finissait par le marquer de son empreinte.

On a publié les lettres échangées en 1869 entre Émile Ollivier, l'empereur et Clément Duvernois, lettres trouvées dans les papiers des Tuileries. Ces documents, préparés avec soin par leurs auteurs, destinés à être lus et commentés ligne par ligne, faits peut-être pour être montrés à des tiers, ne donnent pas, à mon sens, une impression exacte de l'état d'esprit d'Émile Ollivier pendant les derniers jours du mois de décembre 1869.

Je l'ai vu, moi, extrêmement troublé à la pensée de décourager, par des résistances trop formelles, l'empereur, qui n'était point venu à lui et à ses idées sans se faire une réelle violence morale. Je me plais à lui rendre ce témoignage qu'une pensée d'intérêt personnel ne lui dictait pas les remarques dont il interrompait les avis et conseils que nous lui donnions, et qu'il écoutait,

si peu influents que fussent les conseilleurs, avec une attention bienveillante.

— Si je laisse échapper l'occasion, nous disait-il, si l'empereur n'a pas la conviction que nous pouvons être un rempart suffisant entre lui et la révolution, si je lui marchande trop quelques concessions de forme ou de personnes, si je l'oblige trop brutalement à sacrifier des hommes avec lesquels il a si longuement vécu, si j'entends enfin le forcer à faire amende honorable sur le parvis Notre-Dame, il se révoltera contre mon injustice, battra en retraite, et ira certainement rejoindre les pires ennemis de la liberté.

Ces observations dont je rapporte sinon le texte, du moins le sens, n'étaient pas faites à la légère. Les dernières convulsions du pouvoir personnel se suicidant de ses propres mains pouvaient être dangereuses pour la cause libérale. Enfin, il faut bien le répéter, puisque, dans ce sentiment, honorable après tout, se trouve l'explication des fautes commises par Émile Ollivier et des responsabilités cruelles qu'il a assumées, l'ancien *Cinq* aimait très sérieusement l'empereur, et il voulait lui prouver qu'il n'était pas indigne de son choix en se taillant une popularité dans la sécurité du souverain qui se livrait à lui.

Je dis les choses comme elles étaient, n'ayant nulle raison de faire subir à mes impressions une orthopédie opportune et habile. La composition du ministère du 2 janvier, l'entrée aux affaires

d'hommes empoignés au Deux-Décembre comme M. Daru, de parlementaires obstinés tels que M. Buffet, des gens honorables qui s'appelaient Talhouet, Segris, Louvet, Maurice Richard, causa la plus grande surprise au pays.

Les fonds publics atteignirent de suite les plus hauts cours, et Ernest Picard, prenant acte, dans l'*Électeur libre*, de l'abdication du pouvoir personnel, dit qu'il restait seulement à mettre en pratique les nouvelles institutions, déclarant que, si le ministère accomplissait cette œuvre, ce serait son devoir et celui de ses amis de le « seconder dans sa tâche ». Dans le *Siècle*, Taxile Delord, un irréconciliable pourtant, confessa qu'après les futures élections de 1875, un ministère Favre-Picard était probable.

Toute la population européenne salua la révolution pacifique qui venait de s'accomplir.

XLII

Bien peu de gens savent résister aux excitations de l'amour-propre, qui pousse chacun à considérer instinctivement son nombril comme le centre du monde.

Je me persuadai donc facilement que j'étais pour quelque chose dans la transformation politique qui venait de s'accomplir, et je me mis à bourdonner de mon mieux autour du coche de l'État. Je n'entendais pas que l'attelage prît une autre allure que le galop, et, au moindre à-coup, je donnais de l'aiguillon dans les flancs des pauvres bêtes. Je voulais qu'on passât, sans la moindre pitié, sur le ventre de la réaction.

Le départ avait été bon. Le cabinet avait ren-

En réalité, il s'agissait de déchirer la Constitution de 1852, de transformer le césarisme en monarchie constitutionnelle, d'inaugurer un régime parlementaire à tendances démocratiques.

On comprend très bien que les politiciens qui mettent actuellement dix ans à ne pas accomplir la moindre réforme, même fiscale, considèrent comme un jeu d'enfants ce bouleversement complet et pacifique d'une Constitution par son auteur encore très puissant. Mais nous autres, simples « libertaires », nous étions moins difficiles. Nous pensions qu'avant de proclamer un gouvernement, il fallait commencer par le faire comprendre et aimer, et nous estimions que, transformé, l'empire libéral ayant à sa base le suffrage universel marquait une étape utile entre la monarchie que nous n'aimions pas, et la république qui avait théoriquement nos préférences.

Aussi, pendant le mois de décembre 1869, prévenus des dernières hésitations de l'empereur, mis en garde contre le retour offensif des mamelucks, fîmes-nous les plus grands efforts pour engager Émile Ollivier à ne pas se montrer trop conciliant. J'avais le sentiment très net que cette

Maurice Richard, ministre des beaux-arts, obéissant à la même pensée de réconciliation, avait choisi ponr secrétaire général un admirable journaliste, J.-J. Weiss, un des écrivains condamnés dans l'affaire de la souscription Baudin.

Gambetta, il est vrai, avait tenu, dès la première séance du Corps législatif, à poser en principe l'impossibilité de faire vivre simultanément le suffrage universel et l'empire; mais cette platonique déclaration, faite en termes élevés et modérés, n'avait rien eu de menaçant pour l'existence du nouveau cabinet.

C'est dans la salle des Pas-Perdus, au moment même où nous félicitions deux ou trois des nouveaux ministres du résultat de leurs premiers efforts, que nous reçûmes la nouvelle d'un drame qui venait de s'accomplir à Auteuil et dont les conséquences devaient être si désastreuses pour le régime nouveau.

Une polémique violente était engagée depuis quelques semaines entre deux journaux corses. Un rédacteur de la *Marseillaise*, M. Paschal Grousset, correspondant d'une des feuilles insulaires, chargea, le 10 janvier, deux de ses amis, Victor Noir et Ulric de Fonvielle, d'aller demander

raison au prince Pierre Bonaparte d'un article signé par ce dernier. Cinq minutes plus tard, Victor Noir s'abattait sur le trottoir, frappé à mort d'une balle de revolver.

Ce vent de meurtre et de mort, s'élevant tout à coup dans l'atmosphère un instant apaisée, passa comme une trombe sur Paris et fit flamber, sur-le-champ, en un immense incendie, les foyers révolutionnaires encore mal éteints. Dans un placard rédigé et imprimé à la hâte, M. Henri Rochefort rendait le gouvernement responsable du drame d'Auteuil : « J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin! s'écriait le député de Belleville. Peuple, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez? » A cet appel enflammé, les orateurs des réunions publiques répondirent, le soir même, par le serment, auquel s'associait la foule exaspérée, de descendre dans la rue.

En vain Émile Ollivier fit-il arrêter sur-le-champ le prince Pierre Bonaparte; en vain marqua-t-il, par une extension de l'amnistie à Ledru-Rollin et à un nommé Tibaldi, sa volonté de ne pas faire un pas en arrière, malgré les violences vraiment terribles des journaux et des orateurs : la passion

populaire ne pouvait être désarmée par ces fétus juridiques, et, le jour de l'enterrement de Victor Noir, où cent mille hommes farouches se pressèrent autour du cercueil de la victime, on dut croire que la guerre civile allait éclater.

Je n'ai jamais été plus frappé que ce jour-là de l'injustice du hasard et du rôle prépondérant de cet agent inconscient de la fatalité. Une querelle de journaux obscurs, le meurtre d'un pauvre jeune homme inconnu par un personnage dont on ignorait l'existence, tenu à l'écart par sa famille, vivant dans l'isolement : voilà les destinées d'un pays remises en question !

Le crime initial du coup d'État, dix ans d'une écrasante tyrannie n'avaient soulevé que des protestations isolées : un meurtre, tel que les faits divers des journaux en relatent chaque jour, ébranle un empire, précipite une population tout entière dans la rue !

Quiconque eût essayé d'expliquer que Napoléon III et ses ministres ne pouvaient, à aucun degré, être rendus responsables du drame d'Auteuil, se fût fait écharper par la foule, et, dans les Champs-Élysées, pour avoir essayé cette démonstration, je me tirai à grand'peine des mains de quelques justiciers trop pressés, à mon sens,

de venger sur le premier venu la mort de Victor Noir.

En sa qualité de ministre de l'intérieur, M. Chevandier de Valdrôme se tenait, ce jour-là, à la tête de la cavalerie massée près du Palais de l'Industrie. Il était triste, mais absolument résolu à ne point se laisser déborder par l'émeute. En attendant la colonne à la tête de laquelle marchait la voiture de M. H. Rochefort, il m'entretint de ses inquiétudes pour l'avenir, et me dit la volonté où lui et ses collègues étaient de ne se laisser détourner par aucune violence de la voie libérale où ils étaient engagés.

A 500 mètres d'une foule hurlante et menaçante, ce propos n'était pas d'une âme basse.

Qu'il est difficile d'être juste! M. Henri Rochefort avait commis dans son journal tous les crimes et délits dont un écrivain peut se rendre coupable. Le laisser impuni, affecter de considérer comme une quantité négligeable un homme dont l'appel aux armes avait été entendu par cent mille citoyens, c'était, pour le cabinet, une véritable désertion. Mais, toujours obsédés par le spectre de la réaction, redoutant, non sans raison, que la mise en jugement de l'idole de Paris ne fût l'occasion de nouveaux troubles et le pré-

XLII

Bien peu de gens savent résister aux excitations de l'amour-propre, qui pousse chacun à considérer instinctivement son nombril comme le centre du monde.

Je me persuadai donc facilement que j'étais pour quelque chose dans la transformation politique qui venait de s'accomplir, et je me mis à bourdonner de mon mieux autour du coche de l'État. Je n'entendais pas que l'attelage prît une autre allure que le galop, et, au moindre à-coup, je donnais de l'aiguillon dans les flancs des pauvres bêtes. Je voulais qu'on passât, sans la moindre pitié, sur le ventre de la réaction.

Le départ avait été bon. Le cabinet avait ren-

versé en passant M. Haussmann, et la chute du préfet de la Seine, roi du moellon et de la pierre de taille, avait été considérée par les Parisiens comme une seconde édition de la prise de la Bastille. — Des circulaires bien faites avaient avisé l'administration que les temps étaient changés.

A la Chambre, une première rencontre entre Émile Ollivier et Gambetta ne s'était pas terminée à l'avantage de ce dernier, bien que les amis de M. Rouher eussent tout fait pour prolonger et envenimer les débats.

On savait, d'autre part, que le ministère avait résolu la création de commissions extra-parlementaires, destinées à élaborer toute une législation nouvelle sur la presse, sur le droit de réunion, sur l'instruction publique et sur la décentralisation administrative. Des notables du libéralisme avaient été invités à siéger dans ces commissions. En offrant à des hommes, tels que Jules Simon, Saint-Marc-Girardin, Franck, Laboulaye, Scherer, Barthélemy Saint-Hilaire, de se joindre à MM. Odilon-Barrot et Prevost-Paradol et de travailler à la préparation de lois nouvelles, Émile Ollivier donnait à la cause de la démocratie libérale des gages non équivoques de sa sincérité et de sa résolution.

Maurice Richard, ministre des beaux-arts, obéissant à la même pensée de réconciliation, avait choisi ponr secrétaire général un admirable journaliste, J.-J. Weiss, un des écrivains condamnés dans l'affaire de la souscription Baudin.

Gambetta, il est vrai, avait tenu, dès la première séance du Corps législatif, à poser en principe l'impossibilité de faire vivre simultanément le suffrage universel et l'empire; mais cette platonique déclaration, faite en termes élevés et modérés, n'avait rien eu de menaçant pour l'existence du nouveau cabinet.

C'est dans la salle des Pas-Perdus, au moment même où nous félicitions deux ou trois des nouveaux ministres du résultat de leurs premiers efforts, que nous reçûmes la nouvelle d'un drame qui venait de s'accomplir à Auteuil et dont les conséquences devaient être si désastreuses pour le régime nouveau.

Une polémique violente était engagée depuis quelques semaines entre deux journaux corses. Un rédacteur de la *Marseillaise*, M. Paschal Grousset, correspondant d'une des feuilles insulaires, chargea, le 10 janvier, deux de ses amis, Victor Noir et Ulric de Fonvielle, d'aller demander

raison au prince Pierre Bonaparte d'un article signé par ce dernier. Cinq minutes plus tard, Victor Noir s'abattait sur le trottoir, frappé à mort d'une balle de revolver.

Ce vent de meurtre et de mort, s'élevant tout à coup dans l'atmosphère un instant apaisée, passa comme une trombe sur Paris et fit flamber, sur-le-champ, en un immense incendie, les foyers révolutionnaires encore mal éteints. Dans un placard rédigé et imprimé à la hâte, M. Henri Rochefort rendait le gouvernement responsable du drame d'Auteuil : « J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin! s'écriait le député de Belleville. Peuple, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez? » A cet appel enflammé, les orateurs des réunions publiques répondirent, le soir même, par le serment, auquel s'associait la foule exaspérée, de descendre dans la rue.

En vain Émile Ollivier fit-il arrêter sur-le-champ le prince Pierre Bonaparte; en vain marqua-t-il, par une extension de l'amnistie à Ledru-Rollin et à un nommé Tibaldi, sa volonté de ne pas faire un pas en arrière, malgré les violences vraiment terribles des journaux et des orateurs : la passion

populaire ne pouvait être désarmée par ces fétus juridiques, et, le jour de l'enterrement de Victor Noir, où cent mille hommes farouches se pressèrent autour du cercueil de la victime, on dut croire que la guerre civile allait éclater.

Je n'ai jamais été plus frappé que ce jour-là de l'injustice du hasard et du rôle prépondérant de cet agent inconscient de la fatalité. Une querelle de journaux obscurs, le meurtre d'un pauvre jeune homme inconnu par un personnage dont on ignorait l'existence, tenu à l'écart par sa famille, vivant dans l'isolement : voilà les destinées d'un pays remises en question !

Le crime initial du coup d'État, dix ans d'une écrasante tyrannie n'avaient soulevé que des protestations isolées : un meurtre, tel que les faits divers des journaux en relatent chaque jour, ébranle un empire, précipite une population tout entière dans la rue !

Quiconque eût essayé d'expliquer que Napoléon III et ses ministres ne pouvaient, à aucun degré, être rendus responsables du drame d'Auteuil, se fût fait écharper par la foule, et, dans les Champs-Élysées, pour avoir essayé cette démonstration, je me tirai à grand'peine des mains de quelques justiciers trop pressés, à mon sens,

de venger sur le premier venu la mort de Victor Noir.

En sa qualité de ministre de l'intérieur, M. Chevandier de Valdrôme se tenait, ce jour-là, à la tête de la cavalerie massée près du Palais de l'Industrie. Il était triste, mais absolument résolu à ne point se laisser déborder par l'émeute. En attendant la colonne à la tête de laquelle marchait la voiture de M. H. Rochefort, il m'entretint de ses inquiétudes pour l'avenir, et me dit la volonté où lui et ses collègues étaient de ne se laisser détourner par aucune violence de la voie libérale où ils étaient engagés.

A 500 mètres d'une foule hurlante et menaçante, ce propos n'était pas d'une âme basse.

Qu'il est difficile d'être juste! M. Henri Rochefort avait commis dans son journal tous les crimes et délits dont un écrivain peut se rendre coupable. Le laisser impuni, affecter de considérer comme une quantité négligeable un homme dont l'appel aux armes avait été entendu par cent mille citoyens, c'était, pour le cabinet, une véritable désertion. Mais, toujours obsédés par le spectre de la réaction, redoutant, non sans raison, que la mise en jugement de l'idole de Paris ne fût l'occasion de nouveaux troubles et le pré-

texte de l'intervention des mamelucks impériaux, les députés de la gauche modérée blâmèrent la demande en autorisation de poursuites contre le député de la 1re circonscription. Je fis naturellement comme eux.

Ce fut une séance émouvante que celle où les poursuites furent autorisées. Au dehors, une foule compacte, maintenue en respect par les sergents de ville, manifestait bruyamment ses sympathies pour le rédacteur en chef de la *Marseillaise*. Dans les tribunes, bondées, on attendait avec autant de curiosité que de crainte l'arrivée du peuple. De temps en temps, le roulement des tambours ou la fanfare d'un clairon rappelait aux plaisants la gravité de la situation.

Depuis l'enterrement de Victor Noir, des émeutes avaient eu lieu sur différents points de la capitale. On s'attendait donc à quelque déclaration irritée et menaçante de la part du cabinet, à quelque réplique terrifiante de la part de M. Rochefort et de ses défenseurs. Tout le monde fut déçu dans son attente. Les orateurs de l'opposition s'acquittèrent de leur tâche à contre-cœur, très convaincus, au fond, que le gouvernement était dans son droit et qu'il n'en avait usé qu'avec sagesse. M. H. Rochefort ne fut pas moins mo-

déré. Il dit quelques mots, d'une voix très calme. Il n'y avait, en réalité, rien de sensé à répondre à Émile Ollivier, exposant, avec une très grande mesure, les secrets desseins d'une minorité ardente qui, désespérant de faire une révolution, allait tenter de faire des journées successives, impuissantes à rien renverser et suffisantes à tout paralyser. Le garde des sceaux déclarait qu'il ne voulait plus de *journées*.

Comment l'en blâmer et comment ne pas l'approuver, lorsqu'il affirmait en même temps que la liberté n'en souffrirait pas, le ministère étant résolu à ne frapper que deux délits : « les injures adressées au souverain et l'appel aux armes »? Les délits, M. Rochefort les avait bien commis. Personne ne s'y était mépris, et, dans la *Réforme* même, journal ultra-avancé, on avait pu lire, la veille, la phrase suivante : « L'appel public aux armes jeté avec énergie par Rochefort dans la *Marseillaise* nous causa bien une certaine stupeur, parce qu'une résolution aussi grave nous paraissait prématurée .»

La citation de cet article donna lieu à un incident que je rapporte ici, car il fut la cause indirecte de la mort de Vermorel, un des écrivains les plus ardents du parti socialiste. Au moment

où Émile Ollivier lisait l'article de la *Réforme*, M. Henri Rochefort se leva : « Le nom du signataire de l'article »? demanda-t-il. — « C'est M. Vermorel », répondit le garde des sceaux. Et alors Henri Rochefort, d'une voix claire et coupante, répliqua : « M. Vermorel est un homme qui peut être suspect parce qu'il a de certaines attaches et que, à tort ou à raison, il passe pour être de la police. »

Vermorel avait été le défenseur infatigable, dans les réunions publiques, de la candidature de M. H. Rochefort ; l'accusation portée contre lui par le député de Belleville s'attacha à ses flancs. Pour s'en débarrasser, il se jeta en pleine mêlée communaliste et se fit tuer sur une barricade. Ce fut la plus grande victime du procès intenté à M. Rochefort; car ce dernier, traduit quelques jours après devant le tribunal correctionnel, ne s'entendit condamner qu'à six mois de prison et 3,000 francs d'amende.

J'ai noté, à propos du drame d'Auteuil, une réflexion assez singulière de M. Thiers, et qui prouve que l'illustre homme d'État ne savait pas toujours se défendre d'un petit mouvement d'humeur jalouse contre les hommes au pouvoir. Comme des députés se réjouissaient devant lui

de l'issue pacifique de l'enterrement du malheureux Victor Noir :

— Le Cabinet est bien heureux, observa avec une pointe d'amertume l'ancien premier ministre de la monarchie de Juillet, cent mille hommes se réunissent dans une manifestation et on ne fait pas la moindre barricade ! De mon temps, on n'avait pas ce bonheur : dès qu'il y avait quelque part cinq républicains et cinq carlistes, on soulevait les pavés.

XLIII

Ce serait un fameux lapin que le lièvre capable de garder son sang-froid et de brouter son serpolet alors que le vent lui apporte l'écho des aboiements furieux d'une meute reniflant le sol et arrivant sur lui, les crocs blancs et l'œil ensanglanté. Cette position délicate et difficile fut celle d'Émile Ollivier pendant tout un grand mois. La condamnation de M. H. Rochefort, son arrestation, devinrent l'occasion de scènes parlementaires, d'émotions populaires, d'échauffourées assez difficilement réprimées par la police. Tous les jours, à la Chambre, on l'interpellait. Dans la presse avancée, on lui prodiguait, sans compter, les injures les plus violentes. Dans les réunions

publiques, le sens commun n'était pas le seul souverain contre lequel on préparât des attentats.

Contraindre, à force de provocations, le ministère du 2 janvier à faire quelque sottise et à commettre un acte de niaise brutalité qui infligeât un démenti éclatant aux assurances libérales données publiquement, tel était évidemment le plan du radicalisme intransigeant. Les réactionnaires, de leur côté, faisaient une besogne non moins honnête : ils répétaient sans relâche que le cabinet, avec les Buffet et les Daru, était l'avant-garde de l'orléanisme, et que l'évolution subie par l'empereur se terminerait par sa déchéance prononcée par ses propres ministres, agents du duc d'Aumale et du comte de Paris.

Les journaux avancés avaient pieusement ramassé cette accusation et la développaient en long, en large et en travers, sous les yeux de leurs lecteurs. Dans le *Réveil*, journal de M. Delescluze, on citait comme preuve à l'appui les articles du *Public*, organe de M. Rouher ; le *Peuple français*, de son côté, sur l'ordre de M. Cl. Duvernois, recueillait des projectiles dans la *Marseillaise* pour les envoyer à la tête d'Émile Ollivier.

Pendant cette période, le garde des sceaux et

ses collègues firent bonne figure. Ils évitèrent, ou à peu près, tous les pièges qui leur furent tendus. Trois ou quatre fois on leur parla du Deux-Décembre, et Gambetta dit à Émile Ollivier ce que, plus tard, « les esclaves ivres » de la salle Saint-Blaise devaient dire à Gambetta, en moins beau langage.

M. Thiers, avec sa malice redoutable, feignit de couvrir le cabinet de sa protection, de façon à le rendre odieux à la droite. Jules Ferry se montra si brutalement injuste à propos d'une réunion dissoute par le préfet de police, que ses collègues n'eurent pas le courage de le soutenir. Gambetta lui-même ne fit, ce jour-là, du bruit que pour la forme.

Émile Ollivier put dire avec raison : « La liberté a deux espèces d'adversaires à craindre : ceux qui veulent incliner la liberté devant le pouvoir absolu qui vient d'en haut, et ceux qui veulent humilier la liberté devant le pouvoir absolu qui vient d'en bas .» Gambetta avait exprimé la même idée à Marseille : « Les démagogues, écrivait-il dans sa profession de foi, ils sont de deux sortes : ils s'appellent César ou Marat ! »

J'insiste sur ces semaines de février et de mars, pendant lesquelles, je le répète, les ministres fu-

rent irréprochables. Tous les coups portés par l'opposition furent alors parés avec une précision et une correction parfaites. Le ministre des affaires étrangères, M. Daru, de son air de brigadier de gendarmerie en méchante humeur, mit les poucettes à la réaction en lui signifiant que, en cas de désaccord entre le cabinet et la majorité, on en appellerait au pays. Cette menace n'était pas, il est vrai, pour effrayer les produits de la candidature officielle si le patronage du gouvernement était maintenu; mais Émile Ollivier se chargea à son tour d'enlever aux mamelucks cette dernière espérance. Il coupa les ponts derrière eux en affirmant nettement, sèchement même, à M. Granier de Cassagnac « que, tant que durerait le cabinet du 2 janvier, les candidatures officielles seraient enterrées ».

Ce jour-là fut le dernier beau jour du garde des sceaux. Électrisée par sa parole chaude, éclatante de sincérité et de résolution, la Chambre, dans son immense majorité, acclama l'orateur ; la gauche elle-même déclara par la voix de M. E. Picard qu'elle se ralliait à l'ordre du jour pur et simple. On put croire un instant que si, cette fois, selon l'expression du *Standard*, nous n'abordions pas à la terre de la liberté, « nous devions,

comme Lara, nous en prendre à notre propre folie et non à la destinée ».

Malheureusement, en dépit des apparences, les irréconciliables de droite et de gauche n'avaient pas tout à fait perdu leur temps. A force de répéter d'un air lugubre à Napoléon III qu'il sentait la fièvre et qu'il avait mauvais visage, les réactionnaires avaient réussi à inspirer les inquiétudes les plus vives au chef de l'État sur sa santé dynastique. Comme le personnage d'une comédie célèbre, il trouvait qu'on ne parlait guère que de sa mort et de sa chute. Il éprouvait le désir de changer de sujet de conversation. Ce n'était plus qu'avec une amertume résignée que, dans les conseils de ministres, il se laissait arracher des concessions nouvelles. Il avait même parfois de courtes révoltes contre ce qu'il appelait des « prétentions insatiables ».

Émile Ollivier, lui aussi, n'était point aussi indifférent qu'il feignait de le paraître aux coups dirigés contre lui ; tout en affectant le plus profond dédain pour les injures de ses adversaires, il en ressentait cruellement la cuisson. Les piqûres des moustiques rouges l'exaspéraient, et, dans sa colère contre ces bestioles, il englobait les plus inoffensifs bourdonnements. Il commençait

à perdre confiance dans le succès final de sa tâche : plus il donnait d'œufs, plus on exigeait de bœufs. C'était trop. Et alors, irrité, il déclarait qu'on se trompait sur son compte, qu'il avait fait le rêve de restituer à son pays toutes les libertés, mais qu'il ne trahirait jamais le souverain qui lui avait donné une si grande marque de confiance, et qu'il ne livrerait pas sans défense l'empereur et l'empire aux attaques de leurs ennemis.

Comme à point nommé, Ernest Picard, chef de la gauche modérée, prenant texte du sénatus-consulte soumis au Sénat, fit alors une proposition qui semblait le rejeter dans les rangs de cette opposition à outrance qu'il avait si souvent blâmée. Il demanda la réunion d'une Constituante.

Il eût été plus simple d'inviter l'empereur à faire sa malle et à prendre un ticket à la gare de Lyon, à destination de Monaco. A cette proposition, Napoléon répondit par l'annonce d'un plébiscite, conservant le droit du souverain d'en appeler directement à la nation.

J'ai beaucoup réfléchi, depuis seize ans, sur cette résolution du souverain néfaste et bien intentionné, dont le règne commença par un crime et finit par le démembrement de notre

patrie. J'ai lu avec le plus grand soin tout ce qui a été écrit ou dit sur ce sujet. Je n'ai pas encore pu découvrir comment d'ingénieux auteurs sont arrivés à établir un lien, un rapport quelconque entre l'appel au peuple et la guerre qui devait éclater quelques mois plus tard.

Le plébiscite de 1870 m'a trouvé parmi ses adversaires, d'accord une fois, en passant, avec M. Delescluze et ses amis. Je n'ai répondu ni *oui* ni *non* aux questions biscornues qui étaient posées par le chef de l'État. J'ai recommandé par écrit l'abstention et je me suis abstenu publiquement. Mais, sous la réserve de cette « posture » personnelle, je ne puis nier que, loin de porter un coup mortel à l'empire, cette escobarderie électorale ne lui ait donné un regain de vie et de force tout à fait inattendu et que, sans la guerre, Napoléon avait les chances les plus sérieuses de mourir de maladie, non pas sur son trône, ce qui est une expression impropre, même pour le souverain, mais dans son lit, aux Tuileries.

Il faut avoir vu, comme je l'ai vu, le désarroi des partis au lendemain du scrutin plébiscitaire, pour se rendre compte de l'effet d'écrasement produit par ces 7,200,000 *oui* tombant d'un seul

coup sur les irréconciliables, les mécontents et les défiants.

On en peut juger par ce cri de douleur, assez peu démocratique, en somme, poussé par la *Marseillaise* : « En deux mots, disait le journal de M. Rochefort, nous préférons notre sort à celui de l'empire, parce qu'il faut toujours préférer l'approbation des gens d'esprit aux applaudissements des *imbéciles*. » Le *Rappel*, lui, énumérant les forces du vainqueur, s'écriait : « Sept millions de voix ! Vous avez les voix des peureux, et les voix des opprimés, et les voix des vendus, et les voix des dupes, et les voix des hommes politiques, et les voix des orléanistes, et les voix des domestiques, et les voix des *imbéciles*. »

Tout cela était assurément fort bien dit et tout à fait à sa place dans la bouche de démocrates aussi hérissés que les rédacteurs de la *Marseillaise* et du *Rappel*. Mais enfin le compte y était, sans conteste. Sept millions deux cent mille « imbéciles » ne pouvaient pas s'escamoter très facilement.

Nul espoir, dans le présent, de les rendre spirituels comme M. Rochefort, M. Vacquerie ou même comme moi. Après leur avoir déclaré pendant plusieurs jours qu'ils étaient le « grand peuple,

le peuple vengeur », qu'ils allaient sauver la France et proclamer la République, on les traitait désormais d' « idiots ». Ce traitement n'était pas pour les faire changer d'avis.

On ne pouvait pas même se faire un argument de la pression gouvernementale poussant les électeurs aux urnes. Il est très vrai qu'Émile Ollivier, affolé, éperdu, avait mis une activité dévorante à faire réussir le plébiscite, qu'il avait d'abord combattu dans les conseils ministériels. Mais les opposants, de leur côté, avaient pu agir, écrire, parler et surtout crier en toute liberté. Si les plébiscitaires disaient aux paysans que voter *non*, c'était voter pour le « pillage et le meurtre », M. Naquet ne se gênait pas pour déclarer qu'un vote négatif impliquerait « la suppression de la conscription et la diminution des impôts ». On avait été à deux de jeu. Le gouvernement avait, sinon inventé, du moins perfectionné un complot; l'opposition avait, elle, tenté des émeutes. On s'était librement insulté et calomnié réciproquement, jour et nuit. Les « imbéciles » avaient tenu bon.

Parviendrait-on à sauver de la bagarre, au milieu de cet effondrement incontestable, le régime parlementaire visé et atteint, d'ailleurs,

par ce malencontreux plébiscite ? Ou bien convenait-il de déserter la lutte et de laisser nez à nez « César et Marat », comme disait Gambetta, se dévorer mutuellement et engager une lutte féroce dans laquelle les libertés publiques devaient inévitablement périr ?

A ces questions longuement et fiévreusement agitées avec ses amis, Ernest Picard hésitait beaucoup à faire une réponse précise. Depuis six mois déjà, le petit groupe qui le reconnaissait pour chef le conjurait de rompre d'une façon éclatante avec les députés qui, cinglés et fouaillés journellement par M. Delescluze et ses amis, baissaient l'oreille et courbaient l'échine devant le terrible jacobin.

Picard était bien de cet avis, du moins théoriquement, et, dans nos entretiens répétés, il se moquait avec sa verve habituelle des « vestales involontaires » que le directeur du *Réveil* maintenait de force dans son gynécée. Au moment du plébiscite, il avait refusé d'apposer sa signature à côté de celles des journalistes irréconciliables, et, petit à petit, l'opposition s'était divisée en « gauche ouverte », représentée par Picard, et en gauche fermée, dont M. Grévy était le président respecté, mais déjà nominal.

Picard et ses amis voulaient, au fond, être les *whigs* de l'empire libéral, comme Émile Ollivier et ses tenants, rejetés à droite par le plébiscite, en étaient les *tories*.

Plus tard, en 1874, E. Picard me remit une note dans laquelle il indiquait d'une phrase quelle eût pu être la conséquence de son action politique s'il avait eu le temps de la développer. Après avoir apprécié avec sévérité l'opposition systématique d'un certain nombre de ses collègues, il m'écrivait : « Je ne puis m'empêcher de penser que, si l'exclusivisme avait été banni de notre politique, nous aurions pu, en 1870, avec l'aide du tiers parti, empêcher la guerre et être 150 au lieu de 84 dans cette question suprême. »

Mais E. Picard et ses amis souffraient de la maladie dont sont atteints presque tous les hommes politiques : il n'osait pas vouloir ce qu'il voulait. Il craignait de se compromettre par des déclarations trop nettes. Il subissait l'influence de ses relations, de ses habitudes. Expulsé avec ses disciples du temple de la rue de la Sourdière, où délibérait la gauche irréconciliable, mis en demeure de dire qu'il n'acceptait que la République, rien que la République, il s'était d'abord refusé à cette déclaration; mais, tout aussitôt, il s'était

dépêché d'écrire à un journal de Montpellier pour se disculper et se défendre de vouloir fonder une gauche constitutionnelle. Il voulait créer, disait-il, une opposition qui ne fût dynastique ni pour l'empire ni même pour la République.

Cette tentative avortée fut le dernier râle de la politique *dite* constitutionnelle, qui, née en 1857, mourut exsangue dans le courant de l'année 1870, âgée de treize ans. Elle fut enterrée sans bruit. On ne fit point de discours sur sa tombe. Personne ne rappela les immenses services rendus par la défunte à la cause de la liberté. Des hommes vertueux en parlèrent même avec dédain, comme d'une petite coureuse qui cherchait surtout aventure et profit dans ses promenades sur le terrain de la Constitution. On a bien vu, par la suite, que ces austères censeurs avaient le droit d'être sévères, et que leur horreur des places et des honneurs leur donnait le droit d'être impitoyables pour les faux pas d'une jeunesse dont les bonnes intentions n'allaient pas sans un peu de coquetterie.

=

Le samedi soir, 2 juillet, par une chaleur accablante, je parcourais les journaux du soir devant

un kiosque du boulevard, quand j'eus l'œil accroché par une dépêche annonçant l'envoi d'une députation de Madrid à Dusseldorf avec mission d'offrir la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern. Quelques jours auparavant, j'avais vivement reproché au gouvernement français de s'opposer à ce que les Espagnols prissent pour roi le duc de Montpensier. J'avais soutenu avec insistance que, si ce choix était personnellement désagréable à l'empereur Napoléon III, il n'y avait pas lieu, pour le cabinet, de tenir compte des mauvaises humeurs du chef de l'État, et qu'on s'exposait, par ces taquineries diplomatiques, à contraindre l'Espagne à s'adresser à un autre prétendant, hostile cette fois à la France elle-même.

La nouvelle donnée par le journal du soir justifiait trop mes préoccupations pour me laisser indifférent. Je voulus savoir à quoi m'en tenir et je me rendis au ministère de la justice où demeurait Émile Ollivier. Là, les portes étaient closes. Le garde des sceaux, fatigué, venait de partir pour la campagne avec son chef de cabinet M. Adelon. Il ne devait revenir que le lundi matin. Je m'informai : les secrétaires ne savaient rien; aucune dépêche importante n'avait été reçue

dans la journée. Je partis rassuré, croyant à une fable inventée par un journaliste madrilène.

On sait le reste, et j'arrête, à cet instant de l'histoire, la mise en ordre de mes souvenirs. On ne sourit pas dans le voisinage des morts, et un pas de plus me ferait franchir le seuil de la nécropole immense où gisent depuis 1870 tant de glorieux vaincus.

XXXIV

Au moment de noircir la dernière page blanche de ce petit livre, j'éprouve la crainte qu'il ne soit pas fait pour me pousser dans les hauts emplois. On ne sent point passer, en effet, au milieu de ces minces feuillets, ce coup de vent, que les orateurs en possession de la faveur publique appellent « le souffle puissant du peuple ».

Que le peuple me pardonne cette lacune. Elle témoigne de mon respect pour lui. Je ne pourrais jamais me résoudre à le confondre avec les citoyens bruyants qui parlent en son nom et dont il est plus souvent la dupe et la victime que l'inspirateur. Je n'ai jamais pu prendre pour « le souffle du peuple » l'haleine échauffée des orateurs des réunions populaires, et quand j'ai vu le peu-